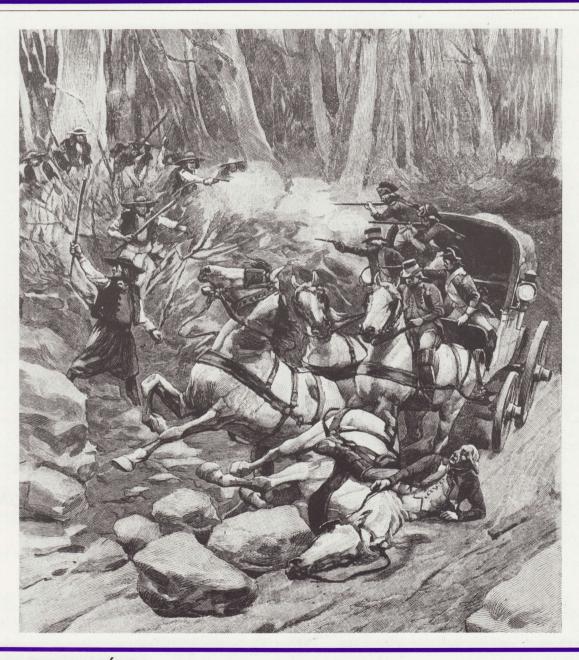


LE NUMÉRO : 16 F.

BIMESTRIEL

N° 7 - DÉCEMBRE 1982/JANVIER 1983



DANS CE NUMÉRO			
La grande colère des maraîchers (1936) par Jean Sandrin	(p. 1)	Attaques de diligences au 19° siècle (1815-1850) par Hervé Luxardo	(p. 21)
Témoignage : Jardins ouvriers à Taverny recueilli par Sylvie Fournet	(p. 8)	La promenade du Bœuf gras à Paris par Christiane Demeulenaere-Douyère	(p. 25)
Une solidarité difficile : France-Pologne, 1830-1831 par Jean-Claude Caron	(p. 9)	Les chroniques : Au cinéma : Les Misérables — Yol par Jean-Gabriel Fichau	(p. 28)
An II : Un théâtre sans-culotte ? par Serge Bianchi	(p. 15)	Panorama de 1922 par Georges Pelletier	(p. 30)

GAVRUCHE

Revue bimestrielle d'histoire populaire

Numéro 7

Décembre 1982 - Janvier 1983

Publication des Éditions Floréal

61, Rue F.D.-Roosevelt 27000 Évreux

Directeur de la publication : Jean Sandrin

Rédacteur en chef :

Hervé Luxardo

Directeur administratif:

Georges Pelletier

Fabrication et maquette : Georges Potvin

Avec la collaboration
pour ce numéro
de Serge Bianchi,
Jean-Claude Caron
Christiane Demeulenaere-Douyère,
Jean-Gabriel Fichau,

Sylvie Fournet, Hervé Luxardo, Georges Pelletier, Jean Sandrin.

Commission paritaire: 64185 I.S.S.N.: 02.42-9705

© Éditions Floréal

Tous droits de reproduction des articles et documents publiés strictement

et documents publiés strictement réservés.

Les manuscrits ne sont pas renvoyés.

Imprimé en France

Composition : Imprimerie Hérissey à Évreux Impression : Imprimerie André

Le Neubourg

Illustration de couverture :

Attaque de diligence par des Chouans.

(Gravure du 19° siècle, illustration du *Mystère de la Chauve-Souris*).

Crédits photographiques :

Roger Viollet, pages 1, 4, 5, 9, 10, 11, 13, 14, 21, 22, 23, 27.

ÉDITORIAL

Voici venir les fêtes de fin d'année. Les vacances d'été ne sont plus qu'un souvenir.

Gavroche, obstiné à rencontrer partout histoire populaire et mémoire du peuple, n'y manque pas à propos de ces deux périodes de l'année.

En envoyant une carte postale, ne participe-t-on pas déjà à cette mémoire? Les albums de photo, les films de famille, la correspondance engrangent la matière d'articles et d'illustrations pour les historiens d'après-demain. Matériau modeste, mais inestimable : il faut connaître la difficulté de rassembler sources et iconographie dès qu'on remonte un peu loin dans le temps, pour juger à leur prix la plus humble lettre, le plus sommaire croquis.

En vacances, c'est aussi à chaque pas qu'on trouve des traces de l'histoire populaire, que l'on découvre maisons anciennes, vieilles coutumes, et souvent vieilles gens, témoins de jours révolus. Au retour, on regrettera parfois de ne pas avoir pris le temps nécessaire, accordé assez d'attention à tout cela. Mais les lecteurs de *Gavroche* savent sûrement associer le bronzage et l'Histoire...

Quant aux réunions de famille que vont multiplier les fêtes de fin d'année, elles sont parmi les dernières occasions de retrouver ce qui était, naguère, le meilleur ciment de la mémoire du peuple : les veillées.

La veillée, ce n'est pas seulement un lieu « folklorique », même si (jusqu'au lendemain de la guerre) on y chante, on y conte, on y travaille parfois — écossage, émondage des noix, tricot —, on y flirte même. C'est aussi un lieu d'ouverture sur l'extérieur, où chacun raconte son expérience, ses rencontres, ses luttes. Ainsi dans l'entre-deux-guerres les anciens évoquaient-ils les tranchées, les mutineries de 1917, ou les luttes entre la laïcité et l'Église. Loin d'être un monde clos, la veillée est un moment pédagogique, où se transmet la culture populaire, où la cohésion villageoise se renforce.

Hélas! dans tant de foyers, maintenant, on regarde la télé même ces soirs-là! Ainsi ce que nous gagnons en information ou en distractions, le perdons-nous en communication, en tradition orale.

Sans doute peut-on le regretter, sans toutefois entonner le traditionnel couplet anti-télé. Ne rejetons pas ce que le présent nous offre. Au contraire : utilisons-le pour fixer ce qui peut l'être encore, parmi les témoignages du passé.

Quant à ce qui sera la mémoire de notre temps, nous en accumulons les éléments chaque jour de notre vie, faisant ainsi (comme M. Jourdain pour la prose) de l'Histoire sans toujours le savoir.

GAVROCHE

RECTIFICATIF AU Nº 6

— Le témoignage *Une femme* de la terre au début du siècle a été recueilli par M. Gérard Bonnet.

Nous signalons que dans l'encadré (p. 8) « Les langues régionales à l'école », les seules innovations de Jules Ferry sont la gratuité généralisée et la laïcité de l'enseignement primaire. L'obligation scolaire date du règne de Louis XIV et vers 1880 la quasi-totalité des enfants étaient déjà inscrits dans les écoles.

— Dans le sous-titre de l'article l'enfermement des pauvres, il fallait lire 17°-18° siècle, et non 16°-17° siècle.

Un jeu de cartes de 1793

(Éditions Dusser)

Afin de vous « replonger » dans l'atmosphère du bouleversement culturel de l'An II, nous vous proposons un magnifique jeu de 54 cartes en couleur dit « jeu des philosophes ». Vous pourrez même, si vous êtes amateur de bridge, nous en commander deux, puisque les couleurs des dos sont différentes à chaque jeu... Bonnes parties !

Prix port compris: 35 F (les deux jeux, 70 F).

Adressez vos chèques à l'ordre des éditions Floréal, 61, rue F.-D. Roosevelt 27000 ÉVREUX.

Culture maraîchère : salades sous cloches, au début du siècle, dans les environs de Paris

LA GRANDE COLÈRE



Septemb

Septembre 1936. La victoire électorale de la Gauche en mai, les occupations d'usines, de bureaux et de magasins, les premiers quinze jours de congés annuels de l'histoire ouvrière sont déjà loin. Le 30 septembre, moins de quatre mois après la formation du gouvernement de Front Populaire, l'attention des Français est accaparée par l'imminence d'une dévaluation du Franc. La monnaie perd alors un tiers de sa valeur. La nouvelle fait les gros titres de la presse, les mesures prises et les commentaires qu'elles suscitent occupent la plus grande partie de la première page des quotidiens. L'événement relègue dans des colonnes marginales ou des pages intérieures une information étonnante : l'avant-veille, dans la nuit du 28 au 29, l'ouest de Paris avait été mis en état de siège. Les communications avec la banlieue étaient quasiment interrompues par un important dispositif de barrages routiers tenus par les gardes mobiles. Le gouvernement craignait-il que la population fortunée de ce secteur chic de la capitale, désirant prendre ses précautions devant la dévaluation proche, se rue sur la Bourse dès les premières lueurs de l'aube ? Non. Il s'agissait d'interdire le passage à plusieurs centaines de maraîchers de la banlieue. Ceux-ci avaient l'intention de se rendre aux Halles pour y interdire le déchargement des légumes frais. Paris risquait-il alors d'être privé d'une partie de son approvisionnement alimentaire? Une fois de plus le nom de l'agitateur « paysan » Henri Dorgères était cité.

« Il n'y a point de carottes fascistes ou de navets antifascistes » (Henri Dorgères).

Dès le 25 septembre, des maraîchers de Saint-Brice, de Sarcelles (banlieue nord) et de Chambourcy (banlieue ouest), mécontents de l'effondrement des cours de leurs produits, décident de ne plus livrer aux Halles. Le 26, le mouvement s'étend à tous les secteurs de la couronne maraîchère de Paris. Déjà on recourt à la force. Pour « convaincre » leurs collègues de se joindre à la grève, un groupe de 18 maraîchers de Sarcelles

- Saint-Brice se rend à Saint-Denis vers 2 à 3 heures du matin. Appréhendés, conduits au commissariat, ils ne seront relâchés qu'après le départ des camions chargés de légumes... Par ailleurs on signale qu'un conseiller municipal de Chatou est arrêté pour port d'arme illégal alors qu'il tente d'empêcher des producteurs de se rendre aux Halles. Vers 22 heures, rue de Rivoli à Paris, afin d'attirer l'attention des passants sur les problèmes de leur profession, des maraîchers distribuent gratuitement des chouxfleurs. Le matin aux Halles, on pouvait acquérir un lot de mille têtes de salade

pour la somme de 45 francs (soit le salaire quotidien d'un ouvrier agricole très qualifié!)

Le dimanche 27, les villages de la banlieue maraîchère connaissent une intense activité. « À la demande des producteurs », le Comité de Défense Paysanne, que dirige Henri Dorgères, vient d'entrer en campagne. Ses militants se rendent d'exploitation en exploitation pour exhorter les maraîchers à prolonger le « farniente » dominical en ne collectant pas de légumes le lundi. Alors, les Halles n'ayant pas d'approvisionnement, les commerçants détaillants auront leurs étals vides le mardi, et le panier vide de la ménagère révélera enfin le mouvement de grève qui jusqu'alors était passé inaperçu du public. Les militants des Jeunesses Paysannes (du même Dorgères) collent plus de 400 affiches annonçant la tenue d'une réu-nion le lundi soir à Saint-Germainen-Laye.

Le 28 septembre, 2 à 3000 maraîchers se bousculent à Saint-Germain. Devant l'affluence, une partie d'entre eux doit tenir une seconde réunion dans la commune voisine de Montesson. À Saint-Germain, entouré des notables de la profession, le président de la Confédération Nationale des Producteurs de Fruits et Légumes (C.N.P.F.L.), le secrétaire général de l'Union des Syndicats Agricoles de Seine-et-Oise, les dirigeants « dorgéristes » prennent la parole. Dorgères dénonce la concurrence déloyale de producteurs non-maraîchers qui provoque une surproduction. condamne l'attitude des autorités préfectorales qui désorganisent la vente



Le vicomte Dorgères gentleman farmer.

(Dessin de Frick dans l'Œuvre du 3 octobre 1936)

aux Halles. Il prend à parti sa « bête noire », le gouvernement de Front Populaire: les quarante heures hebdomadaires, les congés payés, deux mesures récemment acquises par les ouvriers, les cotisations sociales. toute une politique sociale qui « étrangle » les petits patrons. Se défendant d'être partial il ajoute : « Il n'y a pas de carottes fascistes ou de navets antifascistes. Nous avons simplement des intérêts à défendre. » Et il renouvelle son appel à l'union des patrons et ouvriers agricoles. Pour conclure, il énonce « les » solutions à la « crise paysanne ». Il faut une diminution des impôts et des charges qui pèsent sur l'agriculture ; il faut fournir des crédits bon marché à ceux qui sont en difficulté ; il faut sévèrement réglementer les importations de produits agricoles ; enfin il faut que la politique agricole de la France soit élaborée avec la participation très active des organisations paysannes. Programme qui est longuement ovationné par les participants. Parmi ceux-ci, le quotidien socialiste Le Populaire rapporte qu'étaient nombreux ceux qui faisaient le salut « à la romaine » en levant le bras à la manière des fascistes mussoliniens.

La réunion se clôt par une invitation à se rendre aux Halles pour « photographier ceux qui ont déserté l'ordre de grève et ont trahi en partant avec leurs camions chargés ». Les maraîchers s'entassent alors dans des camions, des voitures particulières et même des autocars (ce qui prouve que l'expédition vers Paris ne résulte pas d'un mot d'ordre spontané). Les véhicules ne pourront traverser le pont de Neuilly qui est barré par des pelotons de gardes mobiles renforcés de gardiens de la paix. Ils tenteront de pénétrer dans Paris par des entrées non gardées vers l'île de la Jatte ou la porte Champerret. Seuls les piétons peuvent passer et c'est en métro ou en bus que de nombreux manifestants atteindront les Halles vers minuit.

Le carreau des Halles est presque vide de marchandises. Les rares maraîchers qui avaient apporté leurs produits les avaient remballés par prudence. Mais la police pullule. L'arrivée de l'Arpajonnais provoque la consternation : la grève n'est pas totale. Le petit train légumier révèle la trahison des producteurs d'Arpajon et de la vallée de Chevreuse. Bien sûr, au lieu du convoi normal de 7 wagons chargés à ras bords (3 à 5 tonnes), cette nuit, il n'y a que 8 voitures peu remplies (2 tonnes); bien sûr, au lieu des 4 à 5 voyages nocturnes, l'Arpajonnais ce soir n'en fera qu'un. Il n'en dénonce pas moins que l'unanimité ne règne pas chez les maraîchers. Les manifestants menacant le convoi, c'est sous la protection des gardes mobiles qu'il sera déchargé.

Arrivé vers une heure et quart, Dor-

LE FRONT POPULAIRE

Pour faire face à l'expansion fasciste en Europe, en 1935, l'Internationale Communiste abandonna sa violente hostilité envers des partis considérés jusque-là comme des adversaires voire des ennemis. En France, le Parti Communiste (leader Maurice Thorez) le parti socialiste SFIO (leader Léon Blum) et le Parti Radical (leader Edouard Daladier) formèrent le « Rassemblement du Front Populaire ». Il s'agissait d'une coalition électorale essentiellement anti-fasciste, dont le mot d'ordre était « Du Pain, la Paix, la Liberté ». Le 26 avril 1936, au premier tour des élections législatives, les candidats du Front Populaire obtiennent 46 % des suffrages contre 36 % à la Droite. La discipline de ses électeurs assura au second tour, le 3 mai, le triomphe du Front Populaire avec 378 députés sur 614 sièges à pourvoir. Le 4 juin, Léon Blum forme le gouvernement à majorité socialiste et participation radicale. Les communistes, sur la seule décision du secrétariat du parti, adoptent la position du soutien sans participation ministérielle.

gères tente d'haranguer ses partisans depuis le parvis de l'église Saint-Eustache. Une charge de police le contraint à prendre la fuite sous la protection d'un cordon de militants des Jeunesses Paysannes. Une heure plus tard, une vive bousculade a lieu à l'angle des rues de Rambuteau et de Rivoli : elle annonce l'arrivée des manifestants « motorisés ». Le Populaire assure qu'ils « étaient conduits par de très jeunes gens qui portent à la boutonnière de leur costume de golf l'insigne paysan ». Étranges « cultivateurs » qui ne connaissent de l'agriculture que « la fourche et la faux » miniaturisées sur leur « badge ». Vers quatre heures, de violentes bagarres opposent les manifestants et les gardes mobiles. De nombreuses arrestations sont opérées : presque tout le conseil municipal de Saint-Brise se retrouve derrière les barreaux du commissariat des Halles! Finalement, vers 8 heures, les derniers « maraîchers en colère » abandonnent le terrain et lèvent les piquets de surveillance du carreau. Les grossistes peuvent alors sortir les légumes de la « resserre » et assurer des transactions presque « normales ». Si l'offre en choux-fleurs, en poireaux et en scaroles est très faible par contre carottes, épinards, haricots verts et à écosser, laitues et navets sont en quantité suffisante. Alors une grève pour rien? Non. Le mouvement n'aura pas été inutile. Les cours des légumes se raffermissent temporairement. Ainsi du samedi 26 au mardi 29, les 100 kilos de carottes passent de 20-50 à 60-100 francs, les haricots verts de 150-320 à 250-550 pour la même quantité, et les laitues de 5-30 à 40-70. Si les maraîchers peuvent être satisfaits, il n'en est pas de même des consommateurs qui verront les prix « grimper » chez les détaillants!

Collez-moi en prison, je m'en fous! (Dorgères)

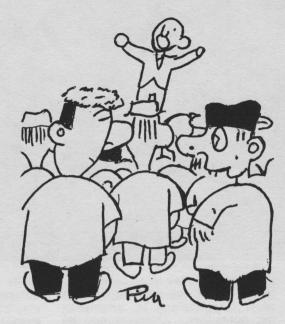
Alors que, le 29 septembre, le Comité de Défense Paysanne de Dorgères assure que « la grève de cette nuit constitue un avertissement pour les pouvoirs publics », le gouvernement se décide à réagir. Une information judiciaire est ouverte contre les grévistes.

Le 1er octobre, la police perquisitionne dans les locaux du Comité de Défense Paysanne, au 20, rue de Liège. Elle saisit... des « factures et des tracts ». Le 2, à nouveau Dorgères est inculpé pour « action illicite en vue de faire monter le prix des denrées et provocations à attroupement ». En vertu des articles 419 et 420 du Code Pénal, il risque de 1 à 3, voire 5 ans de prison, de 5 000 à 150 000 francs d'amende et de 6 à 10 ans d'interdiction de séjour! Cela ne lui abat pas le moral. Le 4 octobre, dans l'éditorial de son hebdomadaire Le Progrès Agricole de l'Ouest, il déclare : « Collezmoi en prison, je m'en fous (...) Parce

qu'au fond du cachot où vous envisagez de me tenir, j'aurai la certitude que mon emprisonnement servira la cause paysanne (...) Blum, votre règne est fini (...) Si mon inculpation peut contribuer à votre chute, je ne regretterai pas le temps que vous me ferez perdre dans le cabinet du juge d'instruction, devant les tribunaux et peutêtre aussi en prison. » Mais, en prison, Dorgères n'y est pas encore! On le laisse vaquer tranquillement à ses occupations sous une « indiscrète » surveillance policière.

Alors Dorgères peut mettre en évi-dence la « duplicité » gouvernementale. Sûr d'être approuvé par une grande partie des paysans, il entonne, une fois de plus, le couplet antiouvrier : « Parce que j'ai défendu des petits maraîchers qui crèvent de faim en travaillant 15 ou 16 heures par jour en toute saison, j'ai mérité la prison. Mais ceux qui ont occupé les usines, ceux qui ont violé les fillettes de 16 ou 17 ans (!), ceux qui ont molesté les ouvriers qui ne voulaient pas faire grève, ceux qui ont retenu prisonniers les directeurs et les patrons, ceux-là ont eu droit à la protection et à la bénédiction du prophète Léon Blum » (Progrès agricole de l'Ouest, 10. 36). Le 11, il concluera son éditorial par : « Vous avez fourni aux paysans une fois de plus la preuve que les pouvoirs publics les considèrent comme des citoyens d'une catégorie spéciale, bons à faire la guerre, bons pour travailler, mais aussi bons à être jetés en prison lorsqu'ils demandent à ne plus être, dans cette nation, les éternels sacrifiés. » Dorgères a touché juste. Le 3, l'Union Nationale des Syndicats Agricoles communique qu'elle « répugne à la violence qui conduit souvent à des solutions injustes; mais elle ne saurait admettre que des actes restés impunis, quand ils proviennent des travailleurs de l'industrie, deviennent répréhensibles quand ils sont le fait d'agriculteurs. Il ne peut y avoir deux poids et deux mesures. » Les présidents des chambres d'agriculture remettent au ministre Georges Monet une motion où ils rappellent « qu'aucune information judiciaire n'a été envisagée précédemment dans les nombreux cas où l'approvisionnement des grandes villes a été gravement menacé par les grévistes, accompagné souvent de violences de la part des travailleurs des laiteries, des boulangeries, de l'alimentation ou des transports », et ils demandent « au gouvernement de considérer à l'avenir que la prolongation d'une telle manière de faire, consacrant une inégalité flagrante, inciterait à laisser croire que les revendications des travailleurs de la terre sont méconnues ou envisagées avec défaveur par rapport à celles des travailleurs de l'industrie ».

Cette avalanche de communiqués éclaire l'incompréhension et l'animosité qui existent entre les villes et les campagnes. Elle explique l'indifférence souvent jubilante de certains



« Ce Dorgères, il se prend pour une grosse légumes. »

(Dessin de Pim dans l'Œuvre du 30 septembre 1936)

agriculteurs devant la misère alimentaire des villes, quelques années plus tard, lors de l'occupation allemande!

Les notables paysans volent ainsi au secours de Dorgères... et des maraîchers. Ils ne sont pas les seuls à se préoccuper du sort de ces électeurs mécontents. Déjà, le 30 septembre, l'organisation d'inspiration fasciste, le Parti Populaire Français, dont le leader est le député-maire de Saint-Denis Jacques Doriot, a organisé une réunion de solidarité avec les maraîchers. Les petits patrons cultivateurs y ont été invités à venir expliquer leur situation aux ouvriers des usines de la région. Doriot, qui y prend la parole, dénonce « le » responsable : l'État (sous-entendu : aux mains des francsmaçons et de la « juiverie internationale »). Le quotidien Le Journal rapporte que dans la salle, on pouvait entendre des réflexions anti-grève... ouvrière : « J'ai constitué dans mon village une ligue de défense contre les occupations d'usine » et « Nous en avons marre de ces grèves continuelles qui affaiblissent le pays ». Curieuse assistance « ouvrière » que celle-ci. Le salut « à la romaine » devait être plus familier aux participants que celui du « poing fermé » !

L'extrême droite n'est pas seule à s'intéresser aux maraîchers. Dans l'Humanité du 28 septembre, le Parti Communiste Français leur apporte son soutien et propose des solutions qui sont en fait le décalque de celles des organisations agricoles (voir plus haut le programme de Dorgères). La crise maraîchère ne pourra être résolue que par « une diminution des baux, un moratoire pour les dettes, la levée des saisies, l'élargissement du Crédit Agricole, l'abaissement du prix des engrais, un relèvement des tarifs douaniers et un contingentement du commerce extérieur plus favorable aux produits agricoles, enfin une réglementation du marché des Halles. » Mais cela ne risque-t-il pas de favoriser une hausse des prix?

Pour couper court à cette agitation, le ministère n'est pas avare de promesses. Le 3 octobre, Georges Monet « promet d'intervenir auprès du Garde des Sceaux pour l'informer de la détresse profonde des maraîchers

LES COURS DES LÉGUMES AUX HALLES DE PARIS (1936)

	23/08	6/09	20/09	4/10
Aux 100 Kg				
carottes	25-70	30-60	40-60	50-120
champignons extra	350-500	400-600	450-550	600-800
épinards	60-150	30-80	40-80	100-150
haricots verts	40-200	90-250	60-300	150-500
haricots beurre	20-60	20-70	100-150	_
haricots à écosser	60-140	30-110	40-100	_
laitues nantaises	80-140	100-130	50-80	150-250
oignons en grains	60-250	60-250	45-200	
pois verts	40-150	30-100	70-160	_
AU CENT				
artichauts	40-85	20-70	20-75	20-90
choux verts	20-50	5-30	15-45	
choux-fleurs	40-250	15-80	15-110	_
chicorées	20-60	10-35	5-25	-
AU CENT BOTTES				
poireaux	50-200	50-150	75-175	
carottes	100-150	50-100	50-100	_
navets	30-75	30-60	15-50	



qui a provoqué les récentes manifestations et qui doit motiver, dans un souci d'apaisement, la suspension des poursuites ». Dorgères non inquiété? Non, malgré les souhaits ministériels, le juge d'instruction maintient ses inculpations. De plus, Monet assure avoir obtenu du minis-

UNE ACTIVITÉ QUI VA DANS LES CHOUX!

L'Humanité du 3 octobre 1936 publie un entretien avec un maraîcher de Chambourcy (banlieue Ouest). Il y fait ses comptes pour la culture d'un hectare de choux-fleurs :

Location du terrain : 2 400 — Engrais : 2 000 — Quatre labours, hersages, roulages, soit 12 jours de travail pour un homme et un cheval : 1 000 plantation de 13 000 plants à l'hectare : 520 - main d'œuvre pour planter, 5 hommes à 38 francs par jour et 3 femmes à 27 francs : 271 — Cheval pour arroser : 50 — frais transport du plant: 50 — binage à raison de 1/2 journée pour un homme et un cheval pour binage mécanique (2 fois) : 200 et binage à la main (2 fois) : 200 - Couvrage pour maintenir la blancheur 2 000 pieds par jour et par homme (2 fois): 400 frais de coupe pour 1 000 pieds à la 1/2 journée pour 4 hommes (pour 10 000 pieds): 800 - transport et frais de halles: camionneur 25 essence: 40 - décharge et tassage: 42 - location de l'emplacement (le mètre carré 6 francs, il faut environ 10 m² pour un hectare): 1 300 - frais de vendeur (1 000 choux-fleurs par voyage) 500; soit un total de 9 891 francs.

Comme il n'y a qu'environ 10 000 têtes de vendues (il y a en effet près de 30 % de pertes sur les plants) le prix de revient à la tête est de 1 franc. Or dans la semaine du 20 septembre 1936, la maison Félix Potin a acheté 16 000 têtes de choux-fleurs pour 5 centimes la pièce! Ils étaient revendus au détail entre 1.75 et 2 francs!

Voici le résultat d'une vente réalisée aux Halles de Paris le 18 septembre 1936, par un maraîcher de Poissy qui apportait un lot de 650 choux-fleurs : vente du lot pour 100 francs. Les frais sont 78 francs de transport, commission : 12, frais divers : 1. Le bénéfice de l'opération est de 9 francs !

tre de l'Économie Nationale, Charles Spinasse, «l'assurance que les maraîchers victimes de la crise bénéficieront de la loi du 19 août 1936, instituant une aide financière aux entreprises qui ont des difficultés de trésorerie ». Il est vrai que les patrons maraîchers avaient menacé de licencier du personnel à cause de « l'étranglement » que représentent les nouvelles charges sociales, en particulier les congés payés! Ces mesures ministérielles créent l'apaisement, mais il n'est que temporaire. Tous les problèmes ne sont pas pour autant réglés. Aussi, dès le 30 septembre, le Comité de Défense Paysanne fait savoir qu' « il se réserve le droit de donner un nouvel ordre de grève, qui s'étendra [aussi] aux maraîchers de province, si la revalorisation rapide des légumes n'est pas obtenue ».

Des intrus sur les plates-bandes.

Que s'est-il passé pour que ces petits patrons maraîchers, tradition-nellement si calmes, se soient ainsi mis en colère et menacent de priver de légumes la capitale? Ils se plaignent d'être acculés à la faillite par l'action conjuguée d'un effondrement des prix de vente de leurs produits et de l'augmentation « considérable » des charges pesant sur leurs exploitations. Pris ainsi en tenaille, leurs revenus diminuent et « leur dur labeur ne leur permet plus de vivre ».

La «ceinture verte» de Paris concerne essentiellement le département de la Seine-et-Oise. Dans la banlieue nord, de Saint-Brice à Pierrelaye, les cultures maraîchères adossées à la forêt de la butte de Montmorency commencent à être grignotées par l'avancée du front urbain et industriel. À l'ouest, de Conflans à Montesson, entre la vallée de la Seine et la forêt de Saint-Germain-en-Laye, sur les terrasses fluviales et dans les carrières des rives, sont installés les fruits et les légumes. Dans la banlieue sud, de Verrières à Arpajon, les vallées de la Bièvre, de l'Yvette et de la Juine ont leurs fonds et leurs pentes voués à ces cultures délicates. Sur les 300 000

Le jardinage familial, de nos jours encore institution populaires, a pris un essor nouveau aux environs des villes avec la loi des 40 heures et la création des « jardins ouvriers ». (Sur notre photo: jardinage en famille vers

hectares de terres labourables du département, plus de 20 000 sont consacrés aux légumes de pleins champs ou de maraîchage, 6 000 aux arbres fruitiers (surtout pommiers, poiriers et framboisiers) et 1 000 aux fleurs et pépinières. Des milliers de petits producteurs et quelques grandes exploitations sur les champs d'épandage des égouts de la Ville de Paris travaillent pour fournir les Halles en produits frais.

Au prix d'un dur labeur qui ne connaît guère de saison de répit, les maraîchers, avec une main-d'œuvre familiale complétée de quelques salariés, cultivent quelques parcelles dont une partie est souvent louée en ferma-

Comme beaucoup d'autres travailleurs, ils sont victimes de la crise économique qui a commencé aux États-Unis en octobre 1929 et a ensuite déferlé sur le monde. Celle-ci a réduit le nombre des consommateurs de leurs produits. L'activité industrielle a connu un effondrement spectaculaire : la production passe de l'indice 100 en 1913 à 140 en 1930 et 94 en 1935. Le cortège des chômeurs en a d'autant grossi. Bien qu'ils soient difficiles à évaluer, on estime qu'il y a

Prix de revient de la culture d'un hectare de petits pois pour 1935

Location et impôt: 700 — Semence (200 kilos à 4 francs): 800 — Fumure: 650 — Labour, hersage, ensemensage: 500 — engrais chimiques: 100 — binage: 150 — pinçage: 300 — cueillette (20 francs les 100 kilos): 1 000 total: 4 200 francs pour 5 tonnes de récolte.

Prix de vente : 5 tonnes à 35 francs les 100 kilos : 1 750 francs. Le déficit de l'exploitation est de 2 450 francs à l'hectare!

environ 425 000 chômeurs en 1935. sans compter ceux qui ne travaillent qu'à temps partiel! Mais des syndicalistes affirment qu'en réalité ils sont près du million. En 1936, la Seineet-Oise compte près de 228 000 chômeurs recensés. Ce sont autant de gens qui sont réduits à la soupe populaire, surtout consommatrice... de légumes secs. Quant aux ouvriers épargnés par le chômage, leurs salaires connaissent une diminution sensible (base 100 en 1929, mais 75 en 1935). La politique de déflation menée par le gouvernement Laval en 1935 ampute de 10 % les traitements des fonctionnaires (déjà réduits de 5 % en 1934). Ce sont donc autant de consommateurs dont le revenu baisse et qui réduisent leurs achats de léqumes frais, alors considérés comme un luxe. Une légère amélioration du pouvoir d'achat (augmentation des salaires de 7 à 15 %, mais vite grignotée par la hausse des prix) sera cependant obtenue après les grèves de juin 1936. Mais les salariés ont d'autres besoins plus urgents, car longtemps contenus, à satisfaire qu'une fringale de verdure.

A ce rétrécissement des débouchés, les maraîchers doivent ajouter une concurrence enfantée par l'agriculture française. La crise économique a également atteint une grande partie des paysans. Le prix de vente du blé diminue de moitié entre 1929 et 1935. situation dramatique pour un pays où polyculture céréalière est très répandue. Comme le constate Marcel Braibant, vice-président du Parti Agraire: « En 1913, avec du blé à 27 francs le quintal, il suffisait de 45 quintaux pour se procurer une moissonneuse (1 200 francs). Aujourd'hui, avec du blé à 70 francs, il faut vendre 80 quintaux (la moissonneuse coûte 6 000 francs). Une charrue brabant valait 14 sacs d'avoine en 1913; elle en vaut 21 maintenant. » Les agriculteurs connaissent une baisse sensible de leurs revenus. Aussi certains opèrent-ils des reconversions de produc-



Pour « faire les couches », base de la culture maraîchère les ouvriers de 1936 procédaient encore comme ceux de 1906 que l'on voit ici. Mais ils ne travaillaient plus « que » dix heures par jour, l'été

tions. Puisque les céréales et les cultures industrielles ne se vendent qu'à des prix dérisoires, ils se lancent dans les cultures maraîchères. Dans la région d'Auxonne (Côte-d'Or), la production d'oignons qui n'intéressait qu'un petit cercle s'étend vers Dijon en remplacement de la betterave. Le même phénomène se constate dans les grandes plaines autour de Paris. Ce sont des conversions d'autant plus faciles à réaliser que les moyens de transport qui se sont développés et sont plus rapides permettent de cultiver les légumes de plus en plus loin des centres de consommation, sans crainte pour les délais de livraison de produits périssables.

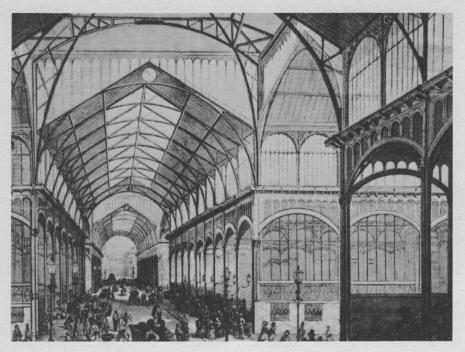
Mais l'« adversaire » est bien souvent le citadin voisin. Dans un entretien paru dans le Figaro du 3 octobre 1936, Dorgères dénonce « ces employés qui profitent de leurs loisirs pour faire de la culture maraîchère. Ces petits fonctionnaires, qui ont la vie assurée par l'État, peuvent vendre beaucoup moins cher que les professionnels les légumes de leurs jardins ». Encore une belle occasion pour le leader « paysan » d'attaquer les employés de l'État (« ces parasi-

tes ») et de s'en prendre aux orientations de la politique sociale du Front Populaire. Grâce à la loi sur les 40 heures hebdomadaires de travail, ouvriers, employés et fonctionnaires peuvent consacrer une partie de leur temps libre aux « joies du jardinage » et venir marcher sur les plates-bandes des maraîchers qui travaillent plus de 14 heures par jour sans prendre de repos. Il est certain qu'il s'agit là d'une concurrence sauvage. « Ah! Si au lieu d'écouler leurs surplus sur les marchés locaux, ces jardiniers du dimanche s'étaient contentés d'approvisionner leurs tables familiales! Le mal aurait été moindre ». On ne doit cependant pas exagérer le manque à gagner pour les maraîchers qui résulte de ces pratiques.

La concurrence est aussi étrangère, elle est la conséquence d'accords commerciaux existant entre la France et divers pays. Durant la crise, vu les difficultés à trouver des acquéreurs pour les produits industriels ou agricoles, les états ont organisé un vaste système de troc à l'échelle planétaire : « Tu m'achètes tel produit, je t'achète tel autre. » Les paysans se plaignent que la France ait sacrifié son agriculture pour favoriser son industrie. Les importations de produits agricoles « seraient accordées avec largesse ». En compensation, des facilités de débouchés pour les produits industriels seraient obtenues. On pourrait ainsi agir sur les prix alimentaires pour les maintenir à un bas niveau; les salariés seraient ainsi satisfaits et les patrons n'auraient pas à craindre des revendications salariales. Par ailleurs, l'industrie ayant de nouveaux marchés, la production serait relancée et le chômage diminuerait. Les agriculteurs, et parmi eux les maraîchers, ont l'impression, qui n'est pas inexacte, d'être les « laissés pour compte » de l'affaire. C'est ainsi que les endives belges sont introduites massivement, que les fruits et légumes frais d'Espa-



Le cortège des chômeurs : 500 000, un million en 1936 ? Ici, la queue devant le centre de distribution de soupe.



Les halles de Baltard. C'est Napoléon III qui imposa le fer comme matériau pour ces vastes « parapluies ». Commencées en 1852, les halles venaient en 1936 de s'enrichir de deux pavillons neufs. En 1969, elles seront tranférées à Rungis, et les pavillons démolis. Ces constructions souvent décriées sont maintenant regrettées par les amoureux du passé — un passé bien court, puisque les halles de Baltard n'auront vécue qu'une centaine d'années.

gne sont favorisés (accord de 1935, qui sera élargi lorsqu'il s'agira de soutenir le gouvernement espagnol du Frente popular aux prises avec l'insurrection des nationalistes du général Franco). Les États-Unis obtiennent en mai 1936 des avantages appréciables : entre autres, les droits de douanes sur les conserves d'asperges passent de 208 à 200 francs et le volume des importations agricoles en provenance des USA est augmenté de 30 %.

En 1936, à ces difficultés « structurelles » viennent se greffer des ennuis conjoncturels. L'été, ce premier été de congés payés, a été pluvieux en région parisienne. Les légumes en ont profité et la récolte est exceptionnelle. « Hélas », une partie des consommateurs a fui la capitale et s'est répandue à travers la France pour connaître enfin ce que sont les vacances! Une partie de la production est donc excédentaire et les cours de certains légumes (épinards, haricots à écosser, laitues, oignons en grains, artichauts, choux verts et choux-fleurs, radis, carottes, navets...) se sont effondrés. Notons cependant que certains produits se comportent bien : les cornichons, les haricots verts et les haricots beurre, les poireaux... Il n'y a donc pas que des maraîchers dans l'affliction.

Le ballet des vampires...

Mais la dénonciation des charges pesant sur l'entreprise agricole ressoude le front commun des patrons, grands ou petits, dans l'aisance ou dans la gêne. Aux charges traditionnelles, tels le loyer de la terre et l'impôt... viennent s'ajouter des « nouveautés ». Adoptée en 1930, la

loi sur les assurances sociales obligatoires entre progressivement en application, malgré la violente opposition de certains agriculteurs activement soutenus par les Comités de Défense Paysanne de Dorgères. En 1936, employeurs et salariés doivent verser par mois, chacun 6 francs pour un enfant (13-16 ans), 8 francs pour une femme et 10 francs pour un homme. S'il se trouve des ouvriers qui sont mécontents de cette retenue sur leur salaire, tous les patrons sont hostiles à leur participation financière à cette protection sociale, qui augmente les coûts salariaux.

Durant le grand mouvement de grève de l'été 1936, les salariés agricoles n'ont pas été en reste, et parmi eux, les ouvriers maraîchers. Réclamant de meilleures rémunérations, ils obtiennent 40 francs pour les hommes et 25 francs pour les femmes pour une journée de travail de 10 heures en été et de 8 heures en hiver. Mais ce sont des avantages qu'il faut défendre car les patrons menacent de licencier. Début août, ceux-ci « attirent l'attention des ouvriers agricoles sur le fait que le maintien des salaires actuels sans revalorisation préalable des denrées maraîchères aboutirait à la fermeture des exploitations et à la mise au chômage d'ouvriers sympathiques au monde agricole (!)... Il vaut mieux s'entendre que de se battre, c'est le meilleur moyen de vivre ». Modèle « d'entente », la ferme des Grésillons à Achères? Le patron, concessionnaire de champs d'épandage de la ville de Paris, décide le 21 août une baisse salariale d'un tiers. Les ouvriers cessent le travail, mais après « explications » de l'employeur, ils acceptent leur sort, « compte tenu des difficultés de l'entreprise »...

Leurs collègues, inquiets quant à leur propre sort, se réunissent à Poissy (Yvelines) le dimanche 23, et exigent un engagement patronal sur le niveau récemment acquis des rémunérations et son insertion dans le contrat collectif qui devrait être signé prochainement. Contrairement aux désirs des Dorgéristes, « confiance et union » ne règnent pas partout chez les maraîchers! Ce ne sera qu'en octobre que le bénéfice des deux semaines de congés annuels sera étendu à l'agriculture...

Reste le problème de la vente aux Halles de Paris. Pour beaucoup de maraîchers, il s'agit là d'un traquenard où ils achèvent de « manger leur bénéfice». Pour atteindre le consommateur parisien, le maraîcher de province doit s'en remettre à une chaîne d'intermédiaires qui, au passage, prélèvent « leur dû ». En amont, le ramasseur qui collecte les produits dans les exploitations; puis vient le groupeur qui procède aux envois sur la capitale ; aux Halles mêmes se tient le répartiteur qui, au début de la vente, passe chez les mandataires, leur impose (illégalement) ses prix et ne donne « sa » marchandise qu'à ceux qui acceptent le prix fixé. Couronnant le tout, le mandataire, propriétaire individuel ou en association d'une des 275 charges créées par le décret de 1925, prélève entre 3 et 10 % du prix de vente. Au cours de son chemine-

« HALTE LÀ! HAUT LES MAINS »

« Le carreau !... Parfois on y rencontre des ménagères, parties dès potronminet, en expédition de Belleville ou de Grenelle avec la conviction qu'on leur fera des prix !

Les cultivateurs! Noble et bucolique candeur! C'était au bon vieux temps où, effectivement, les cultivateurs du Grand Paris venaient, au pas de leurs robustes percherons, apporter directement aux Parisiens les fruits de Cérès. Cet heureux temps n'est plus. Un beau jour l'honnête cultivateur de Longjumeau fut arrêté aux portes mêmes de la capitale: « Halte là! Haut les mains! » C'était un spécimen nouveau de la faune des Halles: l'approvision-

Il acheta, d'abord, sur place, aux barrières de Paris, ses denrées aux maraîchers, qui trop heureux de rentrer se coucher, faisaient demi-tour sans aller jusqu'aux Halles. Puis le système perfectionna. L'approvisionneur abandonna sa station aux portes de Paris. Le camion naquit. Avec son auto, il alla chez le cultivateur lui-même. Il lui proposa de lui acheter l'exclusivité de sa marchandise. Il en résultat la signature de véritables « contrats industriels ». Enfin, dernier terme de l'évolution, les approvisionneurs formèrent entre eux des ententes, des trusts, se partageant, « pour maintenir les cours », telles denrées ou telles régions, c'est ainsi que l'approvisionneur devint le maître du carreau forain »..

(Article de Paul Allard paru dans l'Œuvre, 17-18 octobre 1936)



Les halles. Tableau de Darien (1898)

de la production vers des villes extérieures à la banlieue parisienne. Ainsi en septembre 1936, le chou vert qui valait de 5 à 25 francs le cent aux Halles cotait 100-150 à Coulommiers, en Seine-et Marne. Certains envisagent de mettre au rebut les produits de médiocre qualité, mais cela exige une organisation de la profession. La Confédération Générale des producteurs de fruits et légumes suggère certaines idées pour réduire la concurrence que la suppression de certaines cultures industrielles fait aux cultures maraîchères. Qu'on favorise la motorisation et on pourra ainsi augmenter la production d'alcool de betterave. Qu'on arrête d'importer ou de fabriquer des textiles, des corps gras ou des parfums synthétiques, qu'on pourrait avantageusement remplacer par des produits d'origine naturelle fournis par l'agriculture. Le secrétaire du syndicat des maraîchers de Saint-Brice propose qu'on « améliore l'ordinaire des soldats en leur offrant des légumes, plutôt que du riz ou des lentilles, et que l'on éduque les consommateurs qui se précipitent sur les marchandises les plus rares et les plus chères ».

Tous demandent la revalorisation des produits et attendent des engagements et des décisions gouvernementales pour y parvenir. Mais n'est-ce pas souhaiter ouvertement une hausse des prix des denrées alimentaires? Le gouvernement de Front Populaire peut-il s'engager dans cette voie? En cas de réponse négative ou lente à prendre, Dorgères a prévenu : la riposte sera la grève généralisée à l'ensemble des maraîchers français.

Jean SANDRIN

(*Prochain article :* **Dorgères et la grève de décembre 1936**)



ment, le produit augmente de prix, mais le producteur n'en tire aucun bénéfice (sur une livre de tomates, il ne touche que 14 % du prix de vente,

48 % sur des pêches...)

Quant au maraîcher parisien, il a bien souvent fabriqué la corde qui l'étrangle. Dans l'Œuvre des 17 et 18 octobre, Paul Allard décrit comment l'agriculteur a abandonné à un intermédiaire, l'approvisionneur, son droit de vendre sur le carreau forain. Désormais il y fait la loi et l'impose aux producteurs-vendeurs qui continuent de venir vendre. Là aussi, frais de transport, taxes d'octroi, frais de manutention par les « forts des Halles », location des diables pour l'évacuation des produits achetés, bénéfices des mandataires viennent grever les prix. Ce ne sont là pourtant que des préliminaires à l'instant décisif : la vente au commercant détaillant. On assiste alors à un curieux ballet qui provoque les lamentations maraîchers. Écoutons le président de la commision de vente des produits du syndicat agricole de Villiers-le-Bel nous le décrire : « Vers 5 heures, ce sont les petits et moyens commerçants qui achètent, en petite quantité et seulement, car ils doivent retourner garnir leurs rayons pour faire l'ouverture de leurs boutiques... Les grandes maisons, Damoy, Potin, Couté achètent dès l'ouverture des transactions. S'il y a peu de marchandises arrivées, elles prennent ce qui leur sera nécessaire. S'il y a de la marchandise, elles prennent ce qui est nécessaire à l'étalage seulement et elles attendent...

Elles paient à ce moment-là le prix normal et déterminent ainsi leur prix de vente aux consommateurs. Mais, vers 8 heures, leurs acheteurs reviennent pour acquérir « le complément », c'est-à-dire à peu près les deux-tiers de leur vente journalière. Si le cours leur paraît trop élevé, ils attendent le premier coup de cloche vers 8 heures 45. L'instant favorable approche. Le maraîcher s'inquiète car il lui reste pas mal de marchandises qu'il sera obligé, dans un quart d'heure, ou d'abandonner sur place, ou de vendre à vil prix. Enfin le dernier coup de cloche retentit. Il est 9 heures. C'est la fin des transactions autorisées. Les acheteurs alors s'emparent de 1000 choux pour 96 francs ou d'une voiture de salade pour 20 francs. » Quant aux marchandises non vendues, elles sont enlevées par les camions de la SITA, et remises aux collectivités hospitalières ou philanthropiques du département de la Seine. Si le vendeur n'est pas satisfait des cours proposés... et qu'il peut attendre, il a recours à la « resserre ». Ces frigorifiques établis dans les sous-sols des Halles permettent de raréfier l'offre pour maintenir les cours. En fait, officiellement, ils doivent servir à approvisionner le carreau en cas de baisse ou de retard des envois des centres de production.

La surproduction, la mauvaise organisation du marché des Halles provoquent des cours faibles qui ne rémunèrent pas le travail fourni par le maraîcher. Une solution pourrait être une raréfaction organisée de l'offre, par exemple en détournant une partie

TÉMOIGNAGES



Une ceinture verte en peau de chagrin...

M. Petit, agriculteur retiré à Taverny, se souvient et a vécu, depuis la dernière guerre,

la transformation du paysage.

"À la fin du 19" siècle, les maraîchers professionnels, sur les terres sableuses de Bessancourt et de Pierrelaye, cultivaient les asperges et les cerises. Depuis l'installation des champs d'épandage, d'autres légumes les ont rejoints. La culture de cerisiers s'est maintenue à Saint-Prix, celle des poires à Montlignon; Deuil et ses alentours représente le dernier point de culture arboricole de la région.

Le chemin de fer a joué son rôle dans l'écoulement de ces produits vers les Halles. Sur la ligne Valmondois-Paris, créée en 1878, des wagons étaient mis à la disposition des approvisionneurs des Halles qui ga-gnaient la capitale, le soir. Il y avait aussi des exploitants qui livraient directement à Paris. Après 1925-1928, le transport s'est fait par camions.

Autrefois, ici, c'étaient de petites exploita-tions : 6 à 7 ha en moyenne. Une exploitation de 60 ha était chose rare. Donc de petites superficies, pour des cultures très variées. Avant guerre, je n'ai pas de chiffres précis. Je me souviens, le jeudi, étant enfant, avoir rempli pour mon père les convocations du syndicat agricole de Bessancourt ; il en partait 50 à 55 pour une commune, c'est vous dire. Ici, à Taverny, après guerre, nous étions 13 ou 14. Aujourd'hui, il y a 6 exploitants, plus 6 horticulteurs et un exploitant arboricole. Mais si l'on regarde les chiffres sur l'ensemble du territoire de la Caisse Agricole de la vallée (1), c'est-à-dire d'Eaubonne à Frépillon, c'est encore plus significatif. En 1971, on a recensé 84 exploitants actifs, la dominante étant constituée par la production légumière. En 1981, on passe à 57, soit environ un tiers de moins en 10 ans! Tenez, l'exploitation arboricole dont je vous parlais va disparaître. Les 20 ha seront convertis en logements et l'exploitant se transfère dans la Creuse. »

Pourquoi?

Parce que la culture arboricole pose trop

(1) M. Petit est Président de la Caisse Agricole de Taverny. On peut considérer que 90 à 95 % des exploitants adhèrent à cette caisse

Un p'tit coin de banlieue : **JARDINS OUVRIERS A TAVERNY**

(Témoignages recueillis par Sylvie Fournet)

À la fin du 19^e siècle, les centres maraîchers de la capitale se nommaient Maisons-Alfort, Créteil, Bobigny, Aubervilliers, La Courneuve, Asnières, Issy-les-Moulineaux, Montrouge, Arcueil, Ivry, et enfin, pour boucler cette ceinture rurale, Vitry. Étrange paradoxe que ces noms, aujourd'hui symboles d'une banlieue dépourvue de verdure. Les cultures maraîchères ont été dévorées par des nuées de constructions. Ce « grignotage » de la ville sur la campagne est toujours actuel. Radis et laitues sont engloutis sous le béton... Premières traces de campagne autour de la ville, les « jardins ouvriers » font figure de « paradis perdu ».

N'avez-vous jamais remarqué les potagers de gardesbarrière, curieuses miniatures rayées de vert, ou encore ces mosaïques bien clôturées, parsemées d'arbres fruitiers ?Non. ce n'est pas le voyage imaginaire du poète, mais le parcours de la ligne Paris-Nord-Valmondois. À vrai dire, les sujets bucoliques y sont de plus en plus clairsemés. Cependant, lors des arrêts fréquents, quinze stations plus les « inattendus », on a le temps d'admirer... la banlieue, éternelle oubliée entre

ville et campagne. de problèmes ici. Les parcelles sont petites et pas toujours clôturées : les gens se servent directement ! On ne peut passer son temps à lutter contre le chapardage! Comment vou-lez-vous qu'un jeune ait envie de s'installer dans un espace quasi urbain? Cela pose trop de problèmes, on ne peut y passer avec des engins tractés...

Depuis que les exploitants se sont spécialisés (production légumière), si le revenu agri-cole peut paraître stable, c'est qu'ils sont en fait de moins en moins nombreux à le partager. Les seuls à pouvoir vraiment s'en sortir, ce sont les « producteurs-vendeurs », ceux qui font les marchés locaux pour vendre leurs fruits et légumes. La proximité de la zone urbaine empêche de trouver de la maind'œuvre à un coût raisonnable, sans compter que peu de gens ont envie de faire cela (1). D'autres exploitants ont gardé leurs fermes dans le « vieux bourg », mais pour augmen-ter leur surface cultivable, ils vont louer ou acheter des terres beaucoup plus loin. De la région, on va cultiver à 30 km de là, dans le 'exin... Ce n'est plus guère envisageable. L'arboriculture se heurte, outre les diffi-

cultés pratiques, à la mévente des produits. Quant aux horticulteurs, le coût de la maind'œuvre et de l'énergie leur fait difficilement supporter la concurrence, surtout quand des fleurs coupées arrivent directement de Hollande, d'Israël et même de Colombie sur le marché.

Comme vous le voyez, la ferme avec des vaches est bien loin. La dernière ferme de Taverny qui en possédait a dû les supprimer parce que l'odeur parvenait jusqu'aux immeubles voisins (!) Nous-mêmes, nous avions des poules et un coq dont le chant dérangeait certains lève-tard le matin... Le bruit des tondeuses à gazon ou les aboiements continuels des chiens laissés seuls dans la journée, sont-ils plus charmeurs? »

Le rat des villes chasse le rat des champs.

Alors que restera-t-il d'ici quelques années? Les jardins ouvriers concernent des

(1) Il est pourtant certains exploitants maraîchers de la banlieue qui savent tirer profit du exploitants « travail au noir » d'immigrés, d'adolescents ou de vieillards (Note de la Rédaction).

superficies bien minuscules. Il ne faut pas les confondre avec le jardin familial entourant le pavillon de banlieue. Ce sont des terrains non constructibles, qui sont loués pour être cultivés en potager. Il en existe quelques-uns à Taverny. C'est un de ces « jardiniers du temps libre », cultivant sa parcelle avec grand soin, qui en parle :

« Je produis tous nos légumes ; ma famille les met en conserve ou au congélateur, nous vivons dessus toute l'année. Je n'achète pas d'engrais, j'utilise l'herbe des pelouse que je laisse fermerter. En payant une location de 70,00 F par ans et... de sa peine, c'est une occupation rentable, et puis au moins, fruits et légumes ont du goût ».

La municipalité de Taverny a prévu 3 lots de ces jardins ouvriers (d'environ 60 ares chacun) sur des terrains communaux. La liste d'attente est longue. Cest essentiellement une affaire d'économie et accessoirement de plaisir. Le développement de tels jardins, situés en ville, disséminés parmi les habita-tions, peut être la base d'un mode de vie différent. On a très souvent reproché à la banlieue d'avoir les inconvénients de la ville sans en avoir les avantages. Alors au stade de transition que vit la grande banlieue — de la campagne vers la ville - pourquoi ne pas garder un peu des avantages de la campagne? Les communes doivent penser à préserver la qualité de leur espace pour le futur et constituer ainsi des réserves foncières. De plus, la création de jardins ouvriers, peut aider une vie en meilleure communauté, surtout lorsque l'on sait que seulement 15 à 20 % de la population active locale travaille sur

En fin de compte, ces communes seront tôt ou tard happées dans le tissu urbain proliférant autour de la capitale et de la proche banlieue. Ces paysages de banlieue sont, en somme, bien ordinaires. Leurs pavillons en meulière, décorés de bandeaux de briques ou de céramique, prennent même un charme désuet. Trois Français sur quatre vivent en ville, notre civilisation est, à juste titre, qualifiée de civilisation urbaine. Mais combien aimeraient aussi profiter d'un jardin? Qui aime la banlieue dortoir et la ville-béton? Cultures maraîchères, vergers, potagers sont le reflet de la ville et des besoins qu'elle

suscite.



Une difficile solidarité

FRANCE-POLOGNE (1830-1831)

L'intérêt des Français pour la Pologne ne date pas de 1981, année de l'instauration de « l'état de guerre » en Pologne. Déjà, cent cinquante ans auparavant, des Français avaient montré des réactions passionnées et une réelle solidarité à l'égard du peuple polonais insurgé contre l'occupant russe. Mais l'isolement politique de la France, la passivité du gouvernement du roi Louis-Philippe et la distance entre les deux pays avaient rendu cette solidarité difficile.

Le 29 novembre 1830, la révolte éclate à Varsovie, sur l'instigation d'élèves-aspirants officiers et d'étudiants. La ville est rapidement libérée de l'occupant russe et le vice-roi russe Constantin, s'enfuit avec ses troupes. Dès lors tout va se précipiter : formation d'un gouvernement provisoire et convocation de la Diète (assemblée politique polonaise), volonté de négocier avec le Tsar Nicolas Ier qui refuse toute concession aux « rebelles », division entre Polonais conservateurs qui craignent une révolte paysanne et Polonais démocrates qui tournent désespérément leurs regards vers la France. Le 25 janvier, Nicolas Ier est déclaré déchu et un gouvernement polonais dirigé par Adam Czartoryski, chef de file des conservateurs, est formé. Alors seulement, et après avoir abandonné tout espoir de négociation, le gouvernement polonais proclame l'indépendance de la Pologne et sa réunion à la Lituanie.

1830 : « La destabilisation » de l'Europe

Pays essentiellement rural, la Pologne connaît une forte opposition entre une immense majorité de paysans souvent illettrés, vivant sur de petites parcelles, encore astreints à la corvée, et une noblesse composée de grands propriétaires fonciers attachés à leurs privilèges.

Les effectifs de la bourgeoisie et de « la classe ouvrière » restent faibles : l'industrie est à ses débuts, essentiellement concentrée dans le domaine textile (usine de Lodz, usine de Zyrardow). La noblesse a le plus souvent accepté la présence russe. La même chose pourrait être dite, avec des nuances, de la paysannerie polonaise, plus attachée à une amélioration de son sort qu'à la libération d'un pays dont les nouveaux maîtres ne les opprimaient guère plus que leurs compatriotes.

La nuit du 29 novembre 1830 à Varsovie. (Gravure de Jeanron)

C'est surtout dans les villes que se trouvent les « patriotes » qui désirent ardemment l'indépendance de la Pologne. À Varsovie, des sociétés secrètes s'étaient constituées recrutant surtout parmi les étudiants et leurs professeurs.

La répression russe frappe alors les personnalités de premier plan, comme le poète Mickiewicz, qui doit s'exiler, et l'historien Lelewel qui doit abandonner son poste à l'université de Vilno.

des dizaines d'années, Depuis « les » Français sont sensibilisés au problème polonais. De nombreux Polonais, anciens combattants des armées napoléoniennes, s'étaient fixés en France. De 1826 à 1830, plus d'une vingtaine d'ouvrages relatifs à la Polo-- dont 18 en français - furent publiés, de Népomucène Lemercier) (dont Les serfs polonais), L'histoire de la Pologne, de Salvandry, Le Tableau de la Pologne du géographe Malte-Brun. Des poésies de Mickiewicz sont publiées en polonais. D'autres exilés polonais auront une activité politique : l'écrivain Léonard Chodzko, lié avec la Charbonnerie (I) française, assura les liens avec les carbonari polonais dont Lelewel faisait partie et organisa à Paris, en février 1830, une manifestation franco-polonaise en présence de Lafayette et de Benjamin Constant (2).

^{(1).} Charbonnerie: société politique secrète formée en Italie, qui gagna la France sous la Restauration et dont les membres, les carbonari, combattaient « pour la démocratie et la liberté ».

^{(2).} Benjamin Constant : (1767-1830) : écrivain et homme politique, un des chefs du parti libéral sous la Restauration.

UNE RÉVOLUTION EN 1830?

En 1830, le roi de France Charles X, frère de Louis XVI et de Louis XVIII auquel il avait succédé, décida de mettre fin au long conflit qui l'opposait à la Chambre des députés, hostile à sa tentative de restauration d'une monarchie absolue. Le 25 juillet, il promulgua les « Ordonnances de juillet » dont le contenu — dissolution de la Chambre, réduction du nombre des députés, suspension de la liberté de la presse suscitèrent de grandes protestations. Des ouvriers parisiens, des patrons, touchés par la crise économique, des étudiants des facultés de droit et de médecine, des bourgeois de la garde nationale — supprimée par Charles X en 1827 — et des élèves de l'École polytechnique descendirent dans la rue. Des troupes désertèrent et se joignirent aux révoltés : après trois jours de combats violents, Charles X abdiqua.

Les partisans de la République — un mot qui faisait peur, synonyme pour beaucoup de « Terreur de 1794 » — étaient minoritaires. La bourgeoisie libérale, désirant conserver un gouvernement monarchique, avança le nom du duc d'Orléans cousin de Charles X, Louis-Philippe. Thiers, Casimir-Périer, Laffite et même Lafayette appuyèrent cette solution, et le duc d'Orléans, auparavant inconnu de la majorité du peuple français, fut solennellement proclamé « Roi des Français » le 9 août 1830.

En France, peu de choses furent modifiées avec l'avènement de ce nouveau roi : le drapeau tricolore remplaça le drapeau blanc, la liberté de la presse fut rétablie. Une loi électorale doubla le nombre des électeurs : le cens (1) étant abaissé, ceux-ci passèrent d'environ cent mille à environ deux cent mille (pour une France de trente-deux millions d'habitants...).

(1). Cens: Part d'impôt qu'un individu devait payer pour être électeur ou éligible. Supprimé en 1848.

« La révolution de 1830 » eut un impact considérable en Europe. Elle fit voler en éclats la carte politique mise en place par les monarques européens au Congrès de Vienne de 1815 (4). Le peuple belge tenta d'échapper aux Hollandais et le peuple italien se dressa contre ses rois et leur protecteur autrichien... La France apparut de nouveau comme le foyer de la révolution.

Comme en Pologne, « la Révolution de 1830 » est une occasion inespérée aux yeux des « patriotes » polonais. Si la France arbore de nouveau le drapeau tricolore, c'est qu'elle va, en reprenant la traduction républicaine de 1792, venir au secours des peuples opprimés. Sans oser intervenir, le gouvernement français n'avait pas



caché sa sympathie pour la cause du peuple belge et avait laissé aux Français qui le souhaitaient la liberté d'aller combattre aux côtés des Belges : n'était-ce pas une preuve de cet état d'esprit ?

1793 ou 1830?

Prévue pour le printemps 1831, la révolte éclate en fait dès novembre 1830. Elle est précipitée par l'intention du Tsar Nicolas ler, de porter secours à son beau-frère le roi des Pays-Bas, dont les sujets belges se sont révoltés. Les Polonais devaient composer l'avant-garde des troupes russes. L'insurrection polonaise met fin à cette menace.

Après quelques succès, les Polonais subissent le 26 mai 1831 une grave défaite à Ostrolenka. Canons et fusils manquent, les soldats désertent pour rentrer chez eux participer aux travaux agricoles. Des généraux jugés responsables de la défaite sont massacrés par le peuple, le 15 août, à Varsovie. Les 7 et 8 septembre 1831, Varsovie tombe aux mains des Russes. Le 5 octobre, les dernières trou-

LES PARTAGES DE LA POLOGNE

En 1830, la Pologne n'existe plus en tant qu'État indépendant. Rayée de la carte en trois étapes: 1772, 1793 et 1795, la Pologne a succombé à ses divisions internes et aux appétits de ses voisins russe, prussien et autrichien. Napoléon le rétablit un éphémère Grand-Duché de Varsovie en 1809. Après l'écroulement de l'Empire en 1815, un Royaume de Pologne est créé au Congrès de Vienne, mais le souverain de ce « Royaume du Congrès » n'était autre que l'Empereur de Russie, d'abord Alexandre le, puis Nicolas le à partir de 1825.

Le pays était administré par le Grand-Duc Constantin, vice-roi de Pologne et frère aîné de Nicolas le. pes polonaises franchirent la frontière pour être désarmées par l'armée prussienne. La Pologne est alors réunie à l'Empire russe et soumise à un régime de dictature militaire.

Chez certains, le ressentiment contre la France est très fort : « Qui pouvait présager que la France abandonnerait la Pologne aussi honteusement qu'elle l'a fait ? » écrit Brzozowski. Pourtant les événements de Pologne ont suscité un certain intérêt en France. Les républicains y voient l'annonce d'un nouveau conflit européen, qu'ils souhaitent. De plus, il existe une véritable haine des Russes assez fortement ancrée dans le peuple de Paris qui n'a pas oublié l'occupation des Cosaques, en 1815. Mais le gouvernement n'a aucune envie d'affronter la Russie. Louis-Philippe veut d'abord, à l'intérieur, affermir son trône face à une opposition virulente et, à l'extérieur, acheter sa légitimité aux yeux des dynasties européennes.

polonaise L'insurrection n'est connue à Paris que le 10 décembre. La plupart des journaux lui accordent une large place, excepté les quotidiens « officiels », carlistes et légiti-mistes. Les plus mordants sont les républicains, le National et la Tribune, qui poussent à la guerre. L'Avenir, le journal du catholique Lammenais (5), salue la Pologne comme « l'héroïne du catholicisme défaillant ». Pour L'Avenir, la Pologne est le champion du catholicisme, face à la fois à une Europe occidentale en voie de déchristianisation et à une Europe orientale largement ouverte aux Églises protestantes et orthodoxes. Dans la presse républicaine, la Pologne est avant tout percue comme « l'alliée », ou mieux « l'amie » de la France. C'est aussi un pays qui s'est sacrifié par amour de la liberté et de l'indépen-

^{(4).} Congrès de Vienne: réuni de novembre 1814 à juin 1815; l'Autriche, la Russie, l'Angleterre et la Prusse procédèrent à la « réorganisation » de l'Europe après la chute de Napoléon, appuyant et les souverains et les gouvernements, hostiles aux idées de 1789.

^{(5).} Félicité de Lamennais (1782-1854), théologien et philosophe, du catholicisme tibéral; après les événements de Pologne il se sépare de l'Église, prône un catholicisme de plus en plus social — Les Paroles d'un croyant — et se rallie à la République.

dance, c'est donc le pays qui a le mieux reçu « le message révolutionnaire de 1792 ». En 1830, la Pologne apparaît comme un rempart contre « la dictature et la barbarie, symbolisées par la Russie », ennemie déclarée des principes de 1789. Les Polonais sont bien les « frères du Nord », dont le succès ou l'échec conditionnera le sort des Révolutions à venir.

Dès janvier 1831, l'intérêt pour la Pologne s'amplifie. Le 6 janvier, deux mille étudiants parisiens réunis dans la cour de la Sorbonne envoient un message aux étudiants de Varsovie. On retrouve le ton de 1793 : « Soyez amis, vous serez invincibles; instruisez-vous par nos fautes, ne vous arrêtez pas en révolution, faites-la tout entière. (...); ne vous contentez pas d'une demi-liberté, mais prenez pour devise : Être libre ou n'être pas ! Salut et fraternité. » À ce vibrant appel, les étudiants de Varsovie répondront : « Oui, Français, nous fraterniserons encore comme jadis de gloire et d'espérance, et plus heureux qu'autrefois, au lieu de triompher pour un homme, nous triompherons pour l'humanité. L'aigle blanc élèvera son vol glorieux à côté du coq gaulois, et la France, unie à la Pologne, entraînera l'univers entier dans la carrière du bonheur et de la liberté. »

Un « Comité central » en faveur des Polonais est constitué sous la présidence de Lafayette, alors en « rupture » avec la Monarchie de juillet. Ce Comité compte parmi ses membres neuf députés, dont le général Lamarque (6), des personnalités comme V. Hugo, A. Carrel, directeur du *National*,

(6). Général Lamarque (1770-1832), ancien ofiicier bonapartiste, orateur de l'opposition dès la Restauration; son enterrement sera suivi d'une violente insurrection républicaine, les 5 et 6 juin 1832 (voir « Gavroche » nº 4/5).

et L. Chodzko. Dans un texte du 28 janvier, le Comité central retrace les liens étroits entre les deux pays : « Pendant vingt ans, notre gloire fut leur gloire, nos revers, leurs revers : l'empire français s'écroula, la Pologne périt avec nous. » Le Comité décide « d'aider les Polonais » en ouvrant des souscriptions !

... Les Italiens sont trop près, les Polonais trop loin... »

À la chambre des députés, la question polonaise est abordée les 27 et 28 ianvier : Lamarque et Lafavette interpellent le gouvernement et réclament une intervention militaire, si les négociations russo-polonaises n'aboutissent pas. Le 27, le ministre des Affaires étrangères, leur rétorque : « Disons-le avec douleur, nous ne pouvons rien pour la Pologne par la force des armes. » Il évoque alors la distance entre les deux pays. Carrel lui a répondu par avance dans le National du 22 janvier : « Les Belges, les Espagnols, les Italiens sont trop près et les Polonais sont trop loin. Il ne manque pas, comme on voit, de honteuses raisons pour appuyer la plus détestable politique. » Le 28 janvier, le ministère se déclare contre la guerre, sauf si celle-ci est « commandée par l'honneur ou par l'intérêt de la France » : phrase ambiguë, qui vise à calmer la presse « interventionniste »,

La lutte entre les « Français du Nord » les Polonais et les Russes donne naissance à un nombre considérable de publications. Poèmes, chansons, odes aux titres accrocheurs se succèdent: Aux armes, Polonais, Aux braves Polonais, Délivrance de la Pologne, La France polonaise. Le peuple de Paris chante les vers de La

Varsovienne, dans laquelle Casimir Delavigne fait parler les Polonais :

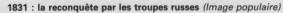
« Vaincre et mourir ensemble autrefois fut si doux

Nous étions sous Paris : pour de vieux frères d'armes

N'aurez-vous que des larmes ? Frère, c'était du sang que nous versions pour vous. »

D'autres écrits sont plus politiques. Lucien de Saint-Firmin, étudiant en droit, dans un pamphlet en 1831, attaque sévèrement le gouvernement : « Le ministère, invariable dans sa tendance, se traîne à la remorque de la Sainte-Alliance, prostitue sa diplomatie à de petites intrigues et à de ridicules subtilités. » Au total, on peut recenser quatre-vingt-huit publications consacrées à la Pologne pour l'année 1831. En février, le « Comité central en faveur de la Pologne » publie le manifeste : Au peuple polonais et la liste des souscripteurs individuels et collectifs. Parmi ces derniers, on trouve l'École normale de Paris, l'École polytechnique, les élèves des collèges Rollin et Charlemagne, les gardes nationales de différentes villes, des officiers de plusieurs régiments... Au total et selon des journaux polonais que cite la Tribune, « près de dix millions de francs » auraient été expédiés à Varsovie.

Ce qui est incontestable, c'est la véritable passion des « intellectuels » parisiens pour la Pologne. « On ne s'entretient que de cela dans Paris : à la Bourse, au théâtre, dans les salons, on ne se rencontre que pour s'interroger sur le sort de ces nobles amis », écrit A. Carrel. On parle beaucoup, mais on agit assez peu. Quelques officiers de santé et des secours sont envoyés en Pologne. On organise des concerts « pour la Pologne ». Chaque





victoire - et c'est souvent une fausse victoire « gonflée » est annoncée dans les théâtres et dans les rues, et donne lieu à des illuminations.

Des projets plus audacieux sont élaborés: l'ambassadeur anglais en Russie écrit à son ministre des Affaires étrangères que l'Allemagne est « inondée d'officiers français qui essaient d'arriver en Pologne. Quelquesuns ont réussi ». D'anciens officiers bonapartistes se battent aux côtés des Polonais: Ramorino - qui commanda une brigade —, Lengermann, Montebello, Kersausie - membre de la « Société des Amis du Peuple »... Autre projet : faire passer des armes. On imagine de les camoufler dans des caisses contenant des machines à filer le coton. Le Comité central équipe un brick au départ du Havre, avec un chargement de trois mille fusils, cinquante mille livres de poudre, deux cent mille pierres à feu, quinze mille plombs et mille objets nécessaires aux hôpitaux. Accompagné de vingt officiers français, le brick arrivera sur les côtes de la Lituanie le 22 septembre, deux semaines après la chute de Varsovie...

À Lyon, le Comité polonais organise des ventes de charité et collecte les dons : deux mille francs sont envoyés au Comité central. La presse républicaine locale - Le Précurseur, La Sentinelle nationale soutient la cause du peuple polonais. Par la suite, ce comité sera relayé par la « Société du Bazar Polonais ». D'autres villes participent: 904 francs sont collectés à Millau, dans l'Aveyron; 598 francs à Boulogne dans le Pas-de-Calais : 500 francs à Coutance dans la Manche;

439,80 francs à Rouen.

Les gardes nationales (composées de bourgeois) d'Arras, Béthune et Lille réunies versent 805,50 f au Comité central et celle de Charleville, dans les Ardennes, 1 337,95 francs... Ces sommes paraissent dérisoires face aux intentions proclamées. À l'époque un ouvrier du textile gagne au maximum 2 francs par jour.

« La licence d'une jeunesse irréflé-

Le 10 mars, la fausse nouvelle de la chute de Varsovie donne lieu à une manifestation d'étudiants. Ceux-ci défilent avec une « immortelle » à la boutonnière et le drapeau tricolore recouvert d'un crêpe noir. Des cris de « Vive la Pologne! » et de « Mort aux Russes » fusent du cortège qui se dirige vers la demeure de Lafayette. Celui-ci exhorte les manifestants au calme. Ils se dirigent alors vers le faubourg Saint-Marceau afin d'y mobiliser les ouvriers. Le soir, l'ambassade de Russie essuie quelques coups de feu et des jets de pierres : « la garde nationale rétablit l'ordre ».

Le lendemain, des étudiants (qui se recrutent essentiellement dans les classes aisées) parcourent le faubourg Saint-Antoine. Selon la Tribune du

Poème de Barthélémy

Les derniers soupirs de la Pologne

Noble sœur Varsovie, elle est morte pour nous

Morte, fusil en main, sans fléchir le genou.

Morte en nous maudissant à son heure dernière.

Morte en baignant de pleurs l'aigle de sa bannière,

Sans avoir entendu notre cri de pitié,

Sans un mot de la France, un adieu d'amitié.

Cachons-nous, cachons-nous, nous sommes des infâmes (...)

Ne parlons plus de gloire et de nos barricades

Que le teint de la Honte embrase notre front

Vous voulez voir venir les Russes? Ils viendront

12 mars, « les ouvriers se sont réunis en foule au cortège ». La Tribune du 15 mars publie une lettre signée par plus de cent cinquante ouvriers du Faubourg qui affirment : « La colonne de perturbateurs n'a pas gagné un seul homme en traversant notre quartier. Chacun de nous les regardait passer avec une indignation mêlée de tristesse, sachant bien que cette licence d'une jeunesse irréfléchie et abusée n'aurait d'autre effet que de nuire à nos travaux. » On est loin de la fraternité des « blouses » et des « habits ». Pourtant, du 17 au 20 juin, Paris connaît quatre jours d'émeute, surtout dues à la misère des ouvriers du faubourg Saint-Denis. Fait significatif, les gardes nationaux qui rétablissent l'ordre sont traités de « cosaques ».

Au printemps, on annonce des victoires polonaises. À Rennes, les étudiants en droit placent une banderole sur la façade du palais de justice : « Aux Polonais, l'École de droit ». À Nîmes, on organise une fête. Mais le 7 juin, la défaite d'Ostrolenka (26 mai) est connue à Paris. Une partie de la presse accuse le gouvernement français de passivité, voire de complicité avec la Russie

En juillet 1831, la France célèbre le premier anniversaire de « sa » Révolution: le 29 juillet, cent vingt mille hommes défilent place Vendôme devant le Roi et son invité, Don Pédro, empereur du Brésil. Arrive alors une nouvelle qui déclenche l'enthousiasme populaire: vers une heure environ, le bruit se répand tout à coup dans les rangs, que les Polonais viennent de remporter une grande victoire. On parle de quinze mille prisonniers, d'un matériel énorme pris sur l'ennemi. La nouvelle est parvenue, dit-on, par le télégraphe. En un instant, les boulevards changent d'aspect. Les gardes nationaux et les soldats de ligne se jettent dans les bras les uns des autres ; on rit, on pleure, on danse. Des cris de « Vive la Pologne » retentissent de toutes parts, ainsi que « Vive la ligne! Vive la garde nationale! Vive la banlieue! Vive le Roi! » Et la fête commence...

Le Journal des Débats souligne que la gaieté française ne s'est pas démentie dans cette scène grande et touchante. Les gardes nationaux s'approchaient des soldats de la ligne, chargés de bouteilles de vin et de bière, qu'on vidait en l'honneur de l'héroïque Pologne. Une dame, demeurant au boulevard Saint-Martin, ayant eu l'idée de descendre par des cordes un panier de bouteilles de vin pour rafraîchir quelques soldats, l'exemple s'est communiqué de proche en proche, et de mille fenêtres à la fois, des paniers de vin ont été descendus par le même chemin!

La journée se termine par des illuminations et des feux d'artifice. À minuit, l'exaltation est à son comble. La Marseillaise, la Parisienne, retentissent de toutes parts, et chaque couplet est couronné par des cris « Vive la Pologne!», « Mort aux Russes!», « À bas Nicolas! » Mais on entend non moins souvent: « À bas les

ministres. »

« L'ordre règne à Varsovie »

Le 16 septembre, la nouvelle de la chute de Varsovie (8 septembre) est connue à Paris. Le 17, la Tribune, en signe de deuil, paraît encadrée de noir. Du 17 au 21 septembre, la Chambre des députés est en effervescence : Le gouvernement déclare qu'à sa connaissance « la tranquillité règne à Varsovie », formule malheureuse, qui devient pour l'opposition : « L'ordre règne à Varsovie ». Lafayette lui réplique: « Nous ne voulons pas de la guerre à tout prix, nous ne voulons point aussi de la paix à tout prix. » Pourtant, le 22, la Chambre par 221 voix contre 136, entérine la position gouvernementale.

Cependant, la question polonaise n'est pas enterrée par tous. Lamennais se déchaîne dans son journal : « Peuple de Héros, peuple de notre amour, repose en paix dans la tombe que le crime des uns et la lâcheté des autres t'ont creusée. Mais n'oublie point: cette tombe n'est pas vide d'espérance, sur elle il y une croix, une croix prophétique qui dit : tu revi-

De nouveau fleurissent des publications aux titres toujours très explicites: Ode aux mânes des héros polonais, Le dernier cri de la Pologne, Chant funèbre des Polonais. Les théâtres font relâche, parfois sous la pression des spectateurs. Du 17 au 20 septembre, l'émeute gronde une fois de plus à Paris : quelques barricades sont élevées, la troupe bivouaque dans les rues. De nouveau, aux alentours du Palais-Royal (résidence privée de Louis-Philippe), on entend les cris de « Vive la Pologne! » « Mort aux Russes!», mais aussi ceux de « Vive la République! » et même de « Vive l'Empereur! »

La jeunesse des Écoles semble être particulièrement active. Le ministère des Affaires étrangères est attaqué le 16 au soir ; le 17, l'émeute prend de l'ampleur dans le quartier du Palais-Royal et sur les boulevards. On bat le rappel, les boutiques ferment. Les « émeutiers » se rassemblent par groupes de trois à quatre cents. Moment intense : La voiture du président du Conseil et de son ministre des Affaires étrangères est prise à parti par la foule. De nouveau des barricades sont dressées à l'entrée du faubourg Montmartre, à l'aide d'arbres sciés et de voitures renversées. Des scènes analogues se répètent les jours suivants; un jeune homme meurt « accidentellement », tué par son propre pistolet. La fin des débats à la Chambre des députés coïncide avec l'accalmie dans les rues. Avec quelques jours de décalage la province prend le relais de Paris : à Metz, à Dijon, à Châlons-sur-Marne, la nouvelle de la chute de Varsovie suscite la colère des « patriotes » ; il en est de même à Nogent, Arcis et Bar-sur-Aube. À Rouen des colporteurs qui annoncent la nouvelle manquent d'être jetés dans la Seine et leurs imprimés sont lacérés par la foule en colère. Au Havre, plusieurs navires arborent leur pavillon à demi-mât en signe de deuil. À Brest, le sous-préfet garde secrète la dépêche venue de Paris, pendant deux jours. À Bordeaux, la consternation est d'autant plus grande chez les « patriotes » que les Carlistes (partisans de Charles X) célèbrent avec une joie non dissimulée la chute de Varsovie. À Toulon, la nouvelle est connue le 19 septembre. Une pétition est rédigée pour demander la mise en accusation du ministère Casimir-Périer. Trois cents personnes, certaines armées, défilent en criant « À bas Louis-Philippe! Vive la République! » L'affrontement avec la troupe menace sur la place où a été planté l'arbre de la liberté, symbole de la Révolution de 1830 ; mais finalement les manifestants se retirent en chantant la Marseillaise. À Toulouse, ce sont les Carlistes qui font les frais de la chute de Varsovie. Accusés d'être sympathisants du Tsar, ils voient les presses de leurs journaux détruites par les manifestants. À Semur (Côted'Or), on attache à l'arbre de la liberté un drapeau noir sur lequel on lit: « Aux mânes des Polonais! Vengeance! », « Liberté ou la mort ». Le maire, le sous-préfet, l'inspecteur des forêts et l'adjudant-major de la garde nationale signent un registre de souscription, puis ils s'aperçoivent que leur audace peut leur coûter leur place. Après une nuit de « négociations grammaticales », ils obtiennent que l'on substitue les mots « Regrets éternels » à « Vengeance »...

Les combats de l'exil

Huit mille Polonais, par crainte d'une déportation en Sibérie, s'exilent. Cinq mille s'installent en France,

« L'ordre règne à Varsovie » Comment ne pas reprendre la si célèbre gravure de Grandville ?



les autres en Belgique, en Angleterre, voire aux États-Unis. La plupart connaissent des conditions d'existence difficiles. Parmi eux, on trouve surtout des officiers subalternes — de loin le groupe le plus nombreux —, des journalistes, des écrivains, des artistes et d'importantes personnalités comme Adam Czartoryski, chef du gouvernement de la Pologne libre, et Chotomski, ex-chef d'état major des forces polonaises. L'accueil réservé aux Polonais est triomphal, et relance de plus belle la « mode polonaise».

Au Cirque Olympique, on montre une tragédie en douze tableaux sur les événements de Varsovie, et des billets gratuits sont offerts aux réfugiés! De nombreuses salles de bal sont décorées de banderoles : « Honneur aux Polonais ». La polka et la mazurka deviennent les danses du jour. La musique polonaise est brillamment servie par Frédéric Chopin — émigré à la suite des événements de 1831 mais aussi par Maurice Mocknacki, écrivain, poète et musicien que l'on retrouve à Metz donnant un concert dont le bénéfice (6 000 frs) va aux pauvres de la ville.

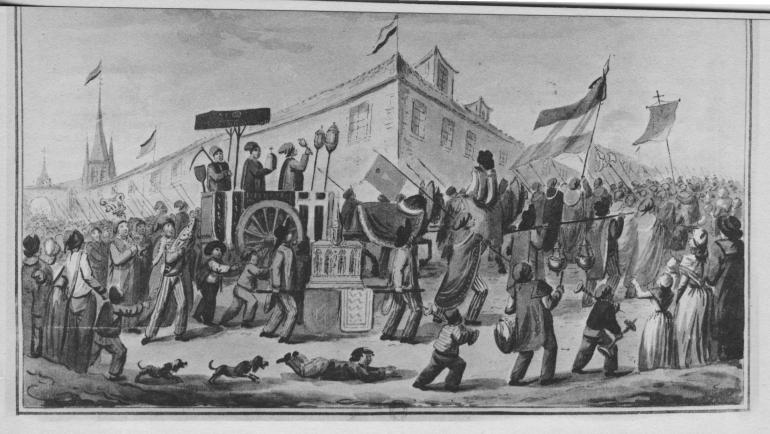
Les initiatives se multiplient pour venir en aide aux réfugiés. Le 29 novembre, le premier anniversaire du début de l'insurrection est célébré sous la présidence de Lafayette, en présence du délégué du Comité américain pour la Pologne. La « Société des Amis du Peuple » organise un banquet et des souscriptions, et s'efforce de loger des réfugiés. L'archevêque de Paris accorde l'église de l'Assomption aux Polonais de Paris qui peuvent y entendre chaque dimanche une messe suivie d'un sermon dans leur langue maternelle. Les initiatives se multiplient partout.

En un an, douze périodiques, dont dix en langue polonaise, sont publiés.

Les problèmes à surmonter sont importants: le premier d'entre eux, c'est l'argent. Tout est cher : le papier, l'envoi, la caution, l'imprimerie. Les typographes — français — prennent onze sous pour composer mille lettres de texte français, et quinze sous si c'est en polonais. Les Polonais ont parfois recours à la ruse : le directeur des Mémoires de l'Émigration, Michel Podczaszynski, échappe au cautionnement obligatoire pour les périodiques en changeant de titre à chaque numéro de son journal : les censeurs ignorant le polonais, il lui suffit de mettre un prénom de Prince ou de Roi de Pologne différent en tête de chaque numéro!

Les réfugiés polonais n'entendent pas rester inactifs. Très rapidement, ils se regroupent suivant leurs affinités politiques : les conservateurs autour du prince Czartoryski; les démocrates - partisans d'une nouvelle insurrection — dans la Société démocratique Polonaise dont un de ses dirigeants, Lelewel, est expulsé de France la même année et, réfugié à Bruxelles, y fonde le mouvement « Jeune Pologne ». Car le gouvernement français surveille de près les réfugiés polonais, dont certains ne cachent pas leurs sympathies républicaines. Dans une lettre du 9 décembre 1831, l'ambassadeur d'Autriche à Paris relate à Metternich (7) que Casimir-Périer lui avait parlé des Polonais comme étant « des misérables, des conspirateurs qui ne viennent chez nous que pour exciter les désordres et pour pêcher en eau trouble ». De son

⁽⁹⁾ Metternich (1773ê-1859): après avoir été ambassadeur d'Autriche à Paris, il devint ministre des Affaires étrangères puis chancelier d'Autriche; un des artisans de la lutte contre Napoléon et de la formation de la Sainte-Alliance, il fut le principal réorganisateur de l'Europe lors du congrès de Vienne (1815).



AN II:

UN THÉÂTRE SANS-CULOTTE?

Sous l'Ancien Régime, le théâtre s'adresse à deux publics différents. Une élite de la culture et de la richesse, « confortablement » installée dans des loges réservées, apprécie la tragédie et le drame. Sur les places, les tréteaux forains, eux, attirent un public populaire amateur de pantomines, de comédies et de farces.

Le théâtre évolue au rythme des transformations politiques et sociales. En l'an II (septembre 1793-juillet 1794) est-il possible de parler d'un théâtre « populaire » et révolutionnaire ?

Comédie française ou « théâtre de l'égalité » ?

En quatre années, les salles de théâtre de l'an II ont subi des modifications radicales. La liberté des spectacles (1) de janvier 1791 a permis leur multiplication. Paris en compte alors une quarantaine (salles lyriques comprises) contre vingt en 1789, soit une pour 1 600 habitants. En novembre 1793, un arrêté du Comité de Salut public prescrit l'ouverture d'une salle de spectacle dans « toutes les villes de plus de 4 000 habitants : les élèves des écoles publiques et autres personnes pourront s'y exercer... Presque toutes ayant des églises vacantes, on peut éviter de bâtir » (!). Par ailleurs, des troupes itinérantes, subventionnées ou non, propagent les pièces en vogue dans des bourgades rurales.

Les noms des théâtres se modifient au gré des événements révolutionnaires.

Pour de nombreuses salles, le cadre et le décor veulent être l'image des nou-

cas de l'ancien théâtre parisien de la Nation, inauguré solennellement le 27 juin 1794, sous le nom de Théâtre de l'Égalité. Les loges et les balcons ont été supprimés. Une galerie circulaire entoure un immense amphithéâtre, aux travées de sièges identiques. De commodes promenoirs permettent de fumer la pipe à l'entr'acte. Les plafonds et les frises, rayés de bleu, blanc, rouge, dominent les bustes des philosophes et des « Martyrs de la Liberté », Rousseau, Brutus, Marat, Le Peletier, aux lieux et places des « grands » et des rois. Les devises latines ont été remplacées par des inscriptions révolutionnaires comme La liberté ou la mort ». On retrouve à l'intérieur le contenu de la formule gravée sur le fronton extérieur : « Théâtre pour le peuple, Théâtre de l'Égalité ».

velles relations sociales. C'est surtout le

Si des salles semblables existent à Rouen, à Toulouse, le changement peut rester superficiel. De nombreux théâtres conservent l'ancienne architecture (aussi pour des raisons financières?). Celui du Jardin Égalité, inauguré en août 1793, garde loges, galeries et arcs

Frocs, chasubles, surplis : des accessoires de spectacle.

(Aquarelle de l'époque révolutionnaire)

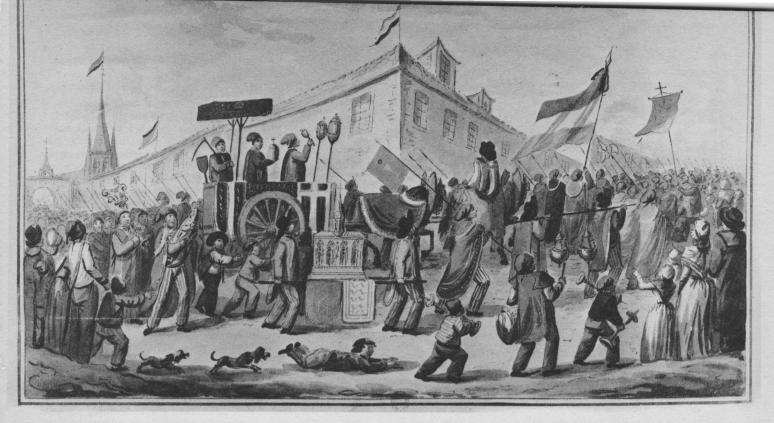
fastueux. On le surnomme « théâtre des 9 millions » (de livres, monnaie de l'époque). Est-ce une mesure suffisante pour attirer le public populaire ?

« Aujourd'hui spectacle de, par et pour le peuple »

En l'an II, les Montagnards au pouvoir donnent au théâtre une place importante dans leur projet de « régénération morale » des populations. Il s'agit de permettre au public pauvre, mais patriote, de fréquenter ces « écoles primaires des peuples éclairés ». Le premier décret dans ce sens date du 2 août 1793 : « La Convention nationale décrète qu'à compter du 4 de ce mois, et jusqu'au premier septembre prochain, sur les théâtres de Paris qui seront désignés par la municipalité, seront représentées, trois fois la semaine, les tragédies républicaines, telles que celles de Brutus, Guillaume Tell, Caïus Gracchus... Il sera donné, une fois la semaine, une de ces représentations aux frais de la République. » Cinq mois plus tard, 100 000 livres sont allouées aux vingt salles parisiennes qui ont déjà donné quatre représentations « pour et par le peuple ». En mars 1794, le Théâtre du Peuple (ancienne Comédie Française) est consacré entièrement à ce genre de spectacle. « Les sociétés d'artistes dans les divers théâtres de Paris seront mises tour à tour en réquisition pour les représentations qui devront être données trois fois par décade, d'après l'état qui sera fait par les municipalités. » L'organisation est aussitôt reprise dans les théâtres provinciaux.

Grande nouveauté: les séances se déroulent après la journée de travail, de 17 h 30 à 20 h, pour permettre ensuite un temps suffisant de récupération. A l'inverse de « l'ancienne époque », les places sont gratuites pour « les citoyens

(1) Décret qui autorise toute personne à fonder un théâtre et y donner les représentations de son



AN II:

UN THÉÂTRE SANS-CULOTTE ?

Sous l'Ancien Régime, le théâtre s'adresse à deux publics différents. Une élite de la culture et de la richesse, « confortablement » installée dans des loges réservées, apprécie la tragédie et le drame. Sur les places, les tréteaux forains, eux, attirent un public populaire amateur de pantomines, de comédies et de farces.

Le théâtre évolue au rythme des transformations politiques et sociales. En l'an II (septembre 1793-juillet 1794) est-il possible de parler d'un théâtre « populaire » et révolutionnaire ?

Comédie française ou « théâtre de l'égalité » ?

En quatre années, les salles de théâtre de l'an II ont subi des modifications radicales. La liberté des spectacles (1) de janvier 1791 a permis leur multiplication. Paris en compte alors une quarantaine (salles lyriques comprises) contre vingt en 1789, soit une pour 1 600 habitants. En novembre 1793, un arrêté du Comité de Salut public prescrit l'ouverture d'une salle de spectacle dans « toutes les villes de plus de 4 000 habitants : les élèves des écoles publiques et autres personnes pourront s'y exercer... Presque toutes ayant des églises vacantes, on peut éviter de bâtir » (!). Par ailleurs, des troupes itinérantes, subventionnées ou non, propagent les pièces en vogue dans des bourgades rurales.

Les noms des théâtres se modifient au gré des événements révolutionnaires.

Pour de nombreuses salles, le cadre et le décor veulent être l'image des nou-

naires. cadre et des nou-

velles relations sociales. C'est surtout le cas de l'ancien théâtre parisien de la Nation, inauguré solennellement le 27 juin 1794, sous le nom de Théâtre de l'Égalité. Les loges et les balcons ont été supprimés. Une galerie circulaire entoure un immense amphithéâtre, aux travées de sièges identiques. De commodes promenoirs permettent de fumer la pipe à l'entr'acte. Les plafonds et les frises, rayés de bleu, blanc, rouge, dominent les bustes des philosophes et des « Martyrs de la Liberté », Rousseau, Brutus, Marat, Le Peletier, aux lieux et places des « grands » et des rois. Les devises latines ont été remplacées par des inscriptions révolutionnaires comme La liberté ou la mort ». On retrouve à l'intérieur le contenu de la formule gravée sur le fronton extérieur : « Théâtre pour le peuple, Théâtre de l'Égalité ». Si des salles semblables existent à

Si des salles semblables existent à Rouen, à Toulouse, le changement peut rester superficiel. De nombreux théâtres conservent l'ancienne architecture (aussi pour des raisons financières?). Celui du Jardin Égalité, inauguré en août 1793, garde loges, galeries et arcs

Frocs, chasubles, surplis : des accessoires de spectacle.

(Aquarelle de l'époque révolutionnaire)

fastueux. On le surnomme « théâtre des 9 millions » (de livres, monnaie de l'époque). Est-ce une mesure suffisante pour attirer le public populaire ?

« Aujourd'hui spectacle de, par et pour le peuple »

En l'an II, les Montagnards au pou-voir donnent au théâtre une place importante dans leur projet de « régénération morale » des populations. Il s'agit de permettre au public pauvre, mais patriote, de fréquenter ces « écoles primaires des peuples éclairés ». Le premier décret dans ce sens date du 2 août 1793 : La Convention nationale décrète qu'à compter du 4 de ce mois, et jusqu'au premier septembre prochain, sur les théâtres de Paris qui seront désignés par la municipalité, seront représentées, trois fois la semaine, les tragédies républicaines, telles que celles de Brutus, Guillaume Tell, Caïus Gracchus... Il sera donné, une fois la semaine, une de ces représentations aux frais de la République. » Cinq mois plus tard, 100 000 livres sont allouées aux vingt salles parisiennes qui ont déjà donné quatre représentations « pour et par le peuple ». En mars 1794, le Théâtre du Peuple (ancienne Comédie Française) est consacré entièrement à ce genre de spectacle. « Les sociétés d'artistes dans les divers théâtres de Paris seront mises tour à tour en réquisition pour les représentations qui devront être données trois fois par décade, d'après l'état qui sera fait par les municipalités. » L'organisation est aussitôt reprise dans les théâtres provinciaux.

Grande nouveauté: les séances se déroulent après la journée de travail, de 17 h 30 à 20 h, pour permettre ensuite un temps suffisant de récupération. À l'inverse de « l'ancienne époque », les places sont gratuites pour « les citoyens

(1) Décret qui autorise toute personne à fonder un théâtre et y donner les représentations de son choix

Avant 1789	1790-1781	An II	. Après
Comédie Française	Théâtre de la Nation	Théâtre de l'Égalité	Odéon
Variétés Palais royal	Théâtre du Palais Royal	Théâtre de la République	Théâtre Français
Monsieur	Feydeau		
Louvois	Les amis o	le la Patrie	Louvois
Variétés Montansier		le du Jardin Égalité e la Montagne	
Théâtre national	De Molière	Théâtre des Sans-culottes	Rue Martin

pauvres », mais il faut être reconnu « patriote » par un signe distinctif, carte de section ou certificat de civisme, délivré par les autorités du quartier : « Nul citoyen ne pourra entrer au théâtre du peuple s'il n'a pas une marque particulière qui ne sera donnée qu'aux patriotes. » Un public choisi pour des pièces sélectionnées ?

« N'est-on jamais tyran qu'avec un diadème? »

Une censure réelle, qui touche le théâtre comme tous les moyens d'information et de culture, met fin, après juin 1793, à la liberté des spectacles. Elle relève des grands comités de gouvernement mais surtout de la Commission d'Instruction Publique, formée d'intellectuels montagnards comme Romme, professeurs comme Bouquier, mathématiciens comme Lagrange, poètes comme Fabre d'Églantine. Le décret du 2 août 1793 précise : « Tout théâtre sur lequel seraient représentées des pièces tendant à dépraver l'esprit public et à réveiller la honteuse superstition de la royauté sera fermé et les directeurs arrêtés et punis selon la rigueur des lois.

Douze commissions sont chargées de ce contrôle. Le bilan de leurs activités sur deux mois est particulièrement édifiant. 33 des 150 pièces étudiées sont purement et simplement interdites! Certaines seraient inadaptées à l'époque et au public, comme certaines œuvres de Corneille et Racine, qualifiées de « vieilles chimères de nos pères ». On considère qu'une transposition trop impor-

AFFICHES DES SPECTACLES DU 20 JANVIER 1794

Gratis, en réjouissance de l'anniversaire de la mort du tyran.

Opéra national : Miltiade à Marathon ; l'offrande à la Liberté ; le siège de Thionville.

République : Le nouveau réveil d'Épimenide.

Rue Feydeau : La prise de Toulon. National : Manlius Torquatus.

Sans-Culottes: La reprise de Toulon. Lyrique des amis de la Patrie: Le corps de garde patriotique; Toulon reconquis ou la fête du Port La Montagne.

Cité : L'amour et la raison ; la folie de Georges, le Vous et le Tu.

Lycée des arts: L'école du Républicain; le devin de village; le mariage aux frais de la nation.

Montagne: La Sainte omelette.

tante serait nécessaire pour qu'elles soient accessibles aux sans-culottes. La plupart des pièces sont repoussées pour leur « modérantisme », ou leurs critiques allusives à la politique révolutionnaire. C'est le cas de Paméla, de François de Neufchateau, qui se déroule, dès la première du 29 août 1793, dans une atmosphère houleuse. L'héroïne est en effet noble et l'un des personnages s'écrie à un moment :

« Ah! les persécuteurs sont les seuls condamnables

Et les plus tolérants sont les plus raisonnables! »

Ces références à la Terreur naissante n'étant pas acceptables, la pièce ne reprendra qu'expurgée, avec une Paméla roturière.

Le motif d'interdiction peut être encore plus insignifiant. Marie-Joseph Chénier, jouit en septembre 1793 de la position enviable de poète « officiel » montagnard. L'énorme succès de son Charles IX en 1789 lui a valu un poste de député à la Convention et un rôle de metteur en scène des fêtes nationales, conjointement au peintre David. Mais il est mêlé à la lutte des factions politiques. Déjà inquiété pour une tirade de Caïus Gracchus (« des lois et non du sang »), il est attaqué le 10 septembre par des membres du Comité de Salut Public pour certains vers de son Timoléon.

« Il faut des lois, des mœurs et non pas des victimes

N'est-on jamais tyran qu'avec un diadème? »

C'en est trop, avec ces accusations indirectes de dictature, contre Robespierre en particulier, l'auteur doit brûler sa pièce sur la scène, devant un public perplexe!

Des 117 pièces restantes, 25 sont épurées de tout ce qui risque de rappeler les privilèges de l'Ancien Régime. Dans le Tartuffe de Molière, l'essence seule du comique est préservée. Les mentions de la cour, des titres détestés de « Monsieur », « Monseigneur » ont fait place aux seuls « citoyens ». Guillaume Tell devient Les Sans-Culottes Suisses. La censure permet à 92 pièces (sur 150) de paraître sans modification. Le débat reste pourtant entier : théâtre de propagande gouvernementale ou théâtre militant?

Des auteurs et des comédiens militants

Les pièces représentées en l'an II sont pour la plupart « engagées », conformément aux principes développés pour Plancher Valcour, à la fois auteur dramatique et rédacteur de *la Montagne*, le journal « officieux » du gouvernement :

D'abord, contribuer à la « table rase » par l'oubli ou la caricature de l'Ancien Régime. Ensuite, éveiller dans le public des « sentiments puissants d'adhésion à la Révolution. » Hébert donne ainsi dans le Père Duchesne ses « bons avis aux sans-culottes pour qu'ils aillent s'inscrire à la comédie ». Le conventionnel Delacroix insiste sur la pédagogie politique du théâtre : « Il n'est personne qui, en sortant de la représentation de Brutus ou de La mort de César, ne soit disposé à poignarder le scélérat qui tenterait d'asservir le pays. » Les autorités fixent ainsi les critères du « bon » théâtre. On peut s'interroger à juste titre sur la sincérité des auteurs, les degrés d'opportunisme et de démagogie de leurs œuvres.

Ce serait méconnaître qu'en cette période de mobilisation civique intense, la plupart des auteurs sont aussi « engagés » que leurs pièces et intégrés à de multiples organisations administratives et patriotiques. La « bataille » de Charles IX avait amorcé, dès 1789, un ralliement massif des poètes et dramaturges à la Révolution. Contre les tenants du théâtre classique, il s'agit de contribuer par des « tragédies nationales » à la formation d'un « homme nouveau ». En l'an II, les activités militantes et créatrices sont intimement mêlées. L'auteur le plus fécond de l'époque, Marie-Joseph Chénier, ne se contente pas d'avoir « de la puissance, de la couleur, de l'émotion ». Il siège à la Convention, participe à la Commission d'Instruction Publique. Son collègue, Bouquier, est le rédacteur du seul plan d'instruction primaire appliqué (partiellement) à l'époque et celui d'un opéra, un moment célèbre: La réunion du 10 août. Il est fréquent de rencontrer des auteurs dramatiques maires, comme Desbarreaux à Toulouse, ou commandants de la garde nationale, comme Grammont. Certains se battent aux armées et rédigent leurs pièces entre les combats. Pompigny s'affiche dans les rues en bonnet rouge et carmagnole et se déclare simple « citoyen soldat ». Avant de donner sa Mort de Marat, Saint-Aubin a combattu les Vendéens; Dorvo est cannonier...

« ...FRAPPER D'ANATHÈME L'ANCIEN RÉGIME »

« Mais il est également nécessaire qu'on ne joue plus aucune pièce qui rappelle l'Ancien Régime, si ce n'est pour le faire détester, pour en rappeler les vices, les ridicules, les abus monstrueux pour le frapper d'anathème. Ce n'est point assez d'avoir décrété qu'on ne représenterait plus de pièces contre la Révolution. Il faut, comme je l'ai déjà dit, savoir se passer de beaucoup de nos chefs-d'œuvre, dix ans au moins. Quand la simplicité, la bonhomie républicaine auront succédé au luxe, aux ridicules de l'Ancien Régime, nos enfants riront des sottises de nos aïeux. »



Une scène du théâtre révolutionnaire sous un buste de Marat.

Les acteurs, eux aussi, militent. Autrefois excommuniés, ils deviennent citoyens à part entière. La plupart prolongent au théâtre leurs activités révolutionnaires. Ils fréquentent assidûment les sections, assemblées politiques de quartiers, et retrouvent ensuite sur la scène le même public sans-culotte. Le directeur acteur d'un théâtre de Rouen possède un brevet de vainqueur de la Bastille. Molé, acteur renommé, verse ses cachets au club révolutionnaire de sa section.

Lors de la fête de l'Être suprême de juin 1794 (cérémonie civique montagnarde), 115 acteurs en costume de scène tricolore et leurs 600 élèves du Conservatoire précèdent les députés de la Convention sur le chemin du Champ de Mars. Le soir-même, ou le lendemain, ils jouent dans les théâtres de leur quartier la Fête de l'Être Suprême. Entre les acteurs et les militants sans-culottes, la distance est faible, la cause est identique.

Théâtre « révolutionnaire » sans doute, mais « populaire ».

La Démonseigneurisation, le sansculotte Othello...

Des historiens reprochent au répertoire théâtral de l'an II de se limiter à quelques pièces stéréotypées, du genre de *Brutus*, *Guillaume Tell* ou *Caïus Gracchus*. Pourtant on a recensé en 10 ans de Révolution près de 2 000 pièces ; plus de 500 pour les seuls neuf premiers mois de l'an II (septembre 1793-juillet 1794) dont 200 inspirées directement par l'actualité. Dans ce foisonnement, il paraît difficile de réduire les thèmes traités à un modèle « conforme ».

Leur analyse peut provoquer des surprises. Les pièces qui dénoncent les crimes passés des « grands » et des rois sont nettement minoritaires. On joue bien La Démonseigneurisation, Les crimes de la noblesse, Les crimes de la féodalité avec un succès constant. Après l'exécution de Marie-Antoinette en octobre 1793, quelques titres consacrent encore la chute des « têtes couronnées » : Le congrès des rois, Les Peuples et les Rois, Les potentats foudroyés...

C'est davantage la Révolution française qui est célébrée sur la scène à travers « ses victoires et ses martyrs ». Le pays est une « forteresse assiégée » de l'extérieur et minée de l'intérieur. Si l'ennemi anglais est raillé dans la Folie de Georges, les adversaires les plus visés sont Les brigands de Vendée et Les Chouans de Vitré, dépeints de manière caricaturale. À partir de décembre 1793, La prise ou La reprise de Toulon, par Salicetti et Bonaparte, occupent le devant de l'affiche. C'est l'époque où le public sans-culotte applaudit aux exploits des « canonniers républicains » et vibre devant l'évocation de la fabrication du « salpêtre républicain » :

« Jurez sur ce pain de salpêtre d'être fidèles à vos serments ».

Le public communie au théâtre dans le culte de ses martyrs. Le spectacle réaliste de la mort de ses héros sur la scène, avec les simulacres de leur sang, l'exaltation de leurs « restes », déclenche à coup sûr des réactions de sensibilité militante. Le plus célébré reste « L'Ami du Peuple », Marat, tué le 13 juillet 1793. Bien plus surprenante est l'extension foudroyante du culte des « enfants héroïques », Bara et Viala. Moins d'un mois après son exécution par des royalistes (?) près de Cholet, dans des circonstances mal éclaircies, on joue sur les planches parisiennes la Mort du jeune Bara, L'apothéose du jeune Bara. Dans les salles de spectacles, ses bustes réalisés à des milliers d'exemplaires rappellent aux sans-culottes sa « mort héroïque ». Au même moment circulent des dizaines de chansons en son honneur, les écoliers apprennent par cœur des tirades héroïques dans les Annales du Civisme et vénèrent sa mémoire dans les fêtes officielles. Agricol Viala connaît, peu de temps après, la même consécration posthume. Quelle est la

Guillaume Tell à la mode de l'An II.



CONVENTION NATIONALE

ARRÊTÉ DES COMITÉS DE SALUT PUBLIC

DE SÛRETÉ GÉNÉRALE.

Relatif aux Airs qui se chantaient sur les Théâtres.

Du 28 Messidor, san 3. de la République française, une et indivisible.

LES COMITES de Salut public et de Sûreté générale réunis,

ARRETENT qu'il ne sera chanté ni lu sur les Théâtres, d'autres airs, chansons et hymnes, que ceux faisant partie, et qui sont contenus dans les Pièces annoncées et qui seront jouées.

Les Directeurs et Artistes de chaque Théa re sont responsables de toute contravention de leur part au présent Arrêté qui sera affiché à Paris et à la

porte de tous les Spectacles.

Signé à la minute, CAMBACERES, L. B. GENEVOIS, présidens: RABAUT, KERVELEGAN, F. AUBRY, BAILLY, J. S. ROVERE, VERNIER, PIERRET, JEAN-DE-BRY, J. MARIETTE, MAREC, P. M. DELSUNAY, P. GUYOMAR, SEVESTRE.

Pour copie conforme:

Signe Cambaceres, president; Kervellgan, secretaire.

Certific conforme :

DUMONT, CHAUBE, Membres de l'Agence de l'invoi des Lois.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE DE LA REPUBLIQUE Messidor, an III.

part inventee dans ces evocations « necessaires » pour déclencher les sentiments d'« honneur sacré » et de vengeance?

Les héros antiques peuvent-ils, eux aussi, servir d'exemples? Les Montagnards puisent dans le « modèle » romain les seules références historiques qui permettraient de fonder les valeurs et principes d'un « monde nouveau ». Qui ne connaît alors par le théâtre les exploits des Gracques (2), de Spartacus, d'Horatius Coclès, de Manlius Torquatus, de Mucius Scaevola et surtout de Brutus (3), présent sur la scène comme dans les édifices et les places publiques, sans que l'on sache très bien si les bustes représentent le fondateur de la république romaine ou le meurtrier de César. L'identification est facilitée par les cos-

tumes contemporains des acteurs et par les artifices modernes de la mise en scène, comme pour le Sans-culotte Othello (inspiré de Shakespeare).

« Au diable la calotte, je m'fais sansculotte, moi »

L'an II connaît une participation politique massive des organisations populai-

LES ROUENNAIS AU THÉÂTRE

Art. 1. - Les théâtres de la Montagne et de la République seront ouverts et donneront une représentation, de par et pour le peuple, le quintidi pro-

Art. 2. - Les directeurs sont tenus de faire afficher aux portes de leurs salles respectives, en caractères très ostensibles, une inscription portant cette note

Unité, Indivisibilité de la République Française Egalité et Fraternité Aujourd'hui spectacle de par et pour le peuple

2 avril 1794

res, en partie autonomes. Jusqu'en avril 1794, les sociétés populaires et les comités révolutionnaires des grandes villes contrôlent l'administration, la police, le ravitaillement à l'échelon local. Le « pouvoir populaire » est en mesure de peser sur le répertoire, de l'infléchir vers des thèmes directement inspirés des préoccupations et de la pratique des sans-culottes, présents « sur la scène » comme ils le sont dans les salles.

Car les sans-culottes sont devenus les héros positifs des pièces, non sans stylisation. Mis en valeur par leurs « repoussoirs » contre-révolutionnaires, ils éclipsent les bourgeois de 1789 et même les

Montagnards.

Dans le Congrès des rois, ce sont les sans-culottes en costume qui plantent un arbre de la liberté et dansent autour après avoir brûlé les insignes de la royauté. Ils sont aussi les vedettes du plus grand succès de l'époque, le Jugement dernier des rois, de Sylvain Maréchal (4). Cette pièce, tirée à plus de 9 000 exemplaires, jouée par des troupes itinérantes dans les campagnes et aux armées, a été représentée devant plus de 100 000 spectateurs en l'an II. Le Père Duchesne en résume l'intrigue en termes enthousiastes.

L'humour direct, simple, déclenche l'hilarité de l'auditoire, heureux de se retrouver jusque dans les tournures, le style émaillé de jurons, de blasphèmes

et de métaphores:

LE ROI D'ESPAGNE: Si j'en réchappe, je me fais sans-culotte!

LE PAPE ; et moi je prends feEme ! CATHERINE DE RUSSIE : Et moi je

m'inscris aux Cordeliers!

L'essentiel des revendications égalitaires et de la morale des sans-culottes passe dans certaines pièces. Le Paysan révolutionnaire fait l'apologie des soldats-citoyens chargés des réquisitions des subsistances : « l'utilité de l'armée révolutionnaire se fait sentir ». Dans La fête de l'Égalité, c'est « le pauvre qui danse et le riche qui paie les violons ». La conception nouvelle des relations sociales fournit l'argument unique de spectacles comme Le Tu et le Toi, Le Vous et le Toi, où le « tu » patriotique remplace le « Vvus » aristocratique et permet la « parfaite égalité ». Le Moniteur invite « tous les citoyens qui ont encore quelque répugnance à prononcer le toi qui doit être le lien de la fraternité universelle » à aller au théâtre de la cité applaudir Le vous et le Toi. Sans doute, comme le firent ceux qui assistaient à la première représentation, ils sortiront en tutoyant leurs voisins. » On peut applaudir dans Plus de bâtards en France l'égalité conquise des enfants naturels. Une nouvelle morale familiale est restituée dans L'époux républicain et L'intérieur d'un ménage républicain. Imagi-nons un moment l'écho provoqué dans le public par cette tirade, extraite de La mort du jeune Bara: « On enfouit, on détruit, on cache les subsistances. On croit réussir à nous donner un maître.

(4) Sylvain Maréchal: matérialiste, auteur en 1800 d'un dictionnaire des athées. Il fait partie en 1795 de la Conjuration des Égaux, aux côtés de Babeuf et Buonarotti.

(2) Gracques: Tiberius et Caïus Gracchus, deux tribuns du peuple qui proposèrent la réforme agraire et le partage égalitaire des terres.

Spartacus: esclave révolté contre Rome, qui tint longtemps les légions en échec.

Horatius Coclès: héros légendaire qui aurait défondu à lui saul un pont.

défendu à lui seul un pont.

Manlius Torquatus: général romain qui combat-tit les Carthaginois avec succès. (3) Brutus: vers 500 avant Jésus-Christ, il sou-

leva le peuple et renversa la monarchie romaine. Vers 42 avant Jésus-Christ, un autre Brutus assassina César et se tua après sa défaite.

Nous, manger encore le pain de la servitude quand nous sommes affranchis! Non, non, le projet est inutile; nous affamerons les affameurs! la hache se dressera sur leurs têtes coupables et nous serons libres! »

Le moment le plus radical de ce théâtre militant coïncide avec les trois mois de la vague déchristianisatrice, quand les sociétés populaires ferment les églises et reçoivent les abdications de leurs prêtres. Tandis que la Convention est débordée provisoirement par le « torrent » des adresses et mascarades anticléricales, les pièces à l'affiche dressent un véritable programme d'action parallèle au mouvement, l'influençant peutâtre

Que voit-on dans ces spectacles? Des prêtres mariés qui partent pour l'armée, comme certains curés républicains de l'an II; des « processions » de sansculottes déguisés avec des frocs, des surplis, aller brûler les « hochets du fanatisme », comme dans les fêtes iconoclastes du mois de novembre 1793. Dans la Fête de la Raison, de Radet et Desfontaines, ils imitent les acteurs de l'Opéra.

« Faisons un feu de joie De nos siants d'bois Pierre et Jean (5) Portons à la monnaie Jacques et Jean qui sont en argent Pour en faire un bon usage... »

Si le comportement de nombreuses sociétés populaires est fidèlement retracé dans ces pièces, les sentiments des auteurs à l'égard de la religion ne sont pas unanimes. Valcour reste prudent dans les Petits Montagnards lorsqu'il fait dire à l'un de ses personnages: « Jésus fut un homme juste mais il ne fut pas Dieu ». De tels jugements sont certainement moins goûtés du public que cette profession de foi lapidaire: « Au diable la calotte, au diable la marotte, je m'fais sans-culotte, moi, je m'fais sans-culotte! » Le théâtre de l'an II offre aux spectateurs une image familière et positive de leurs engagements quotidiens.

La « guerre des bonnets »

La plupart des comédiens et des comédiennes portent le costume civique des citoyens peu fortunés, celui du travail et des assemblées politiques : jupe rayée pour les uns, pantalons et carmagnoles pour les autres, sabots, cocardes et même bonnets rouges pour les deux. Dès les premiers jours de l'an II, la cocarde civique doit être portée obligatoirement par toutes les citoyennes: « Les femmes qui ne porteront pas la cocarde tricolore seront punies, la première fois, de huit jours de prison ». Malgré des tentatives de généralisation, le bonnet rouge, emblème des esclaves révoltés, est avant tout porté par les militants. Dans les théâtres de Paris, d'Arras, de Toulouse, on assiste alors à une « guerre des bonnets ». Les « Beaux » ou « honnêtes gens » se plaignent des bonnets rouges qui leur



cachent le spectacle. Ils les font sauter à coup de badine, voire de gourdin, en criant « À bas les bonnets! » Mais les « Tape-durs », les sans-culottes, répliquent; des rixes éclatent. À Tours, la salle doit être évacuée le 4 décembre

« LA SALLE DÉCHIRÉE DE BRAVOS... »

« Le passage suivant s'acheva sur un tonnerre d'applaudissements : « Nous n'avons plus de roi, la France est république. Le sceptre est brisé pour jamais ! » À ces mots, la salle déchirée de bravos a été confondue dans un seul et même applaudissement... S'il était doux d'entendre les femmes de toute la salle se mêler au chant de cet hymne, il fut noble et glorieux de voir le même mouvement dans les hommes. »

Un avis divergent

« Pas moyen d'aller au théâtre pour ceux qui ne veulent pas prendre le théâtre pour une église ; car à la fin, il faut, dit-on se mettre tous à genoux, au parterre comme aux loges, pour y entonner en chœur un hymne à la Liberté, que l'on chante en faux bourdon. »

1793, pour rouvrir le lendemain avec le retour triomphal des « bonnets rouges ».

Le Journal des spectacles déplore l'attitude nouvelle du public : « Avant nous étions des fous aimables, nous sommes devenus des fous furieux... Jamais le public n'a été plus nerveux, plus turbulent, plus tyrannique. » Traduisons: la salle est souvent « chauffée », bien avant le début de la séance, par des chansons révolutionnaires, spontanées ou dirigées par les acteurs eux-mêmes. À Lyon, de véritables chœurs s'expriment, sur le modèle des fêtes de l'époque. Il est rare que les spectacles se déroulent sans la participation de musiciens; les instru-ments accompagnent alors les chants civiques. Au cours des représentations, « les Français se montrent encore plus citoyens qu'ils ne sont spectateurs ». S'ils sifflent copieusement les Chouans dans Les brigands de Vendée, ils applaudissent avec frénésie aux tirades révolutionnaires. La frontière devient alors imprécise entre les spectateurs et les acteurs militants. À la nouvelle de la prise de Charleroi, annoncée en plein spectacle, « des chapeaux, bonnets et mouchoirs verts volent dans toute la salle. Au final, le public envahit fréquemment la scène pour danser la farandole avec les comédiens, dans un déferlement d'enthousiasme. L'allégresse est à son comble lorsque la troupe fait sauter 20 livres de poudre, comme à la fin du Jugement dernier des Rois.

Un théâtre « grossier, barbare »

Imprégné d'idéologie et transformé par le public, le théâtre est marqué par la lutte sourde qui oppose le « gouvernement révolutionnaire » et le mouvement populaire. Certains Montagnards le récusent, comme inférieur aux fêtes officielles, plus ordonnées et contrôlées. Anacharsis Cloots, « l'orateur du genre humain », proclame en décembre 1793 : « Pas d'autre théâtre à nos sans-culottes que la nature. » Des Jacobins s'élèvent « contre les excès contagieux » des pièces déchristianisées trop débridées ou sans-culottisées à leur goût. En avril 1794, le procureur de la Commune robespierriste de Paris, Payan, fait le procès des auteurs démagogues, « alertes à guetter l'ordre du jour ; ils savent à point nommé quand il faut affubler le bonnet rouge et quand il faut le quitter. » Il revient à la charge le mois suivant pour dénoncer les caricatures théâtrales de la fête de l'Être Suprême qui n'en donneraient « qu'une image sans vie, substituant des groupes à la masse du peuple en insultant à sa majesté. » Il condamne nettement l'esthétique d'un théâtre marqué par « l'ignorance, la grossièreté, la barbarie, enfin tout ce que l'on peut appeler l'hébertisme en art ».

On est alors en plein reflux du mouvement sans-culotte, à un moment où la « révolution se glace ». Le répertoire, l'attitude même du public sont modifiés par les nouveaux rapports de force politiques. Après six mois, l'expérience de théâtre populaire sembler tourner court.

Simultanément intervient un relâchement de la censure théâtrale, alors qu'est déclenchée la Grande Terreur. D'après un décret du 3 mai 1794, les acteurs ne sont plus obligés de porter le costume civique, mais peuvent s'adapter aux époques et aux lieux représentés. Des termes de civilité de l'Ancien Régime peuvent réintégrer les pièces « classiques ». « Monsieur » et « Monseigneur » sont tolérés. Ces mesures ne surprennent pas : les Montagnards, éduqués dans des collèges humanistes, créateurs de musées et de conservatoires, respectent la culture et les livres « auxquels on doit la révolution ». Les organisations populaires, volontiers iconoclastes (6), ne sont plus en mesure d'influencer le répertoire et les représentations.

« La prison est l'unique asile de la vertu »

Il y eut bien des pièces interdites, des directeurs, des acteurs incarcérés par telle ou telle tirade incivique. Mais la

(6) Iconoclaste: qui détruit les icônes, ou images pieuses. Par extension, toute personne qui détruit des édifices ou des objets culturels ou religieux. censure fut à tout prendre bien moins redoutable que dans le domaine politique. En pleine Terreur, on joue dans les quartiers riches, un répertoire modéré, et on critique le régime révolutionnaire dans les loges. Les directeurs arrêtés, comme Mlle de Montansier, continuent à recevoir en prison leurs collaborateurs pour régler le fonctionnement de leurs théâtres.

Au moment de l'écrasement du mouvement populaire, dans la dernière journée de la faim de prairial an III (mai 1795), une pièce de circonstance vaut à son auteur une célébrité foudroyante. Dans L'intérieur des Comités révolutionnaires, Ducancel caricature quatre sans-culottes, responsables de la police de leurs quartiers. Brutus, Torquatus, Caton et Ŝcaevola (7) sont laquais, coiffeur, portier et rempailleur. Ils sont avant tout arrivistes, corrompus, analphabètes et grossiers. Une satire à gros traits les montre persécutant la vertu. Un public de « beaux et de muscadins », prend sa revanche en riant aux éclats des outrances verbales des sans-culot-

(7) Allusion directe à la campagne des prénoms et des noms révolutionnaire de l'an II.

« Les élites » réinvestissent les loges. Les édifices retrouvent leurs noms anciens et perdent les bustes des martyrs de la Liberté, qui sont jetés aux égouts. Des spectateurs revanchards malmènent les « bonnets rouges », obligent les acteurs « patriotes » à prononcer sur la scène leur autocritique et à s'adapter aux refrains nouveaux comme le Réveil du Peuple (!), qui chasse la Carmagnole et le Ça ira.

Serge BIANCHI

Pour en savoir plus

Serge Bianchi : La révolution culturelle de l'An II (Aubier, 1982).

Marvin Carlson : Le théâtre de la Révolution française (Gallimard, 1970).

P. d'Estrées : Le théâtre sous la Terreur, Émile Paul, 1915.

D. Hamiche: Le théâtre de la Révolution française, 10-18, 1973.

R. Rolland: Le théâtre du peuple, Hachette, 1913.



Listes des principaux articles PARUS DANS GAVROCHE (année 1982)

Nº 1 (15 F)

La résistance aux inventaires de biens ecclésiastiques (1906)

Boissons économiques au 19° siècle Ventres creux et ventres dorés: Les insurrections de Germinal et Prairial An III. Vivre sur la zone (1920)

La révolution sociale des Capuchonnés (1182-1184)

Panorama de 1881

Le bourrage de crâne par la caricature (1914-1918)

Nº 2 (16 F)

Les émeutes populaires de Gdansk (1970) La transhumance à pied (1950) Révolte et vie des Camisards La révolte des 2 sous (1786) Prévisions populaires du temps Panorama de 1932 (1er trimestre)

Nº 3 (16 F)

Accouchements au XVIII° siècle Le temps de l'exploitation et du mépris : Indochine (1930) (I) Quand les Gaulois prenaient les eaux Les barricades de la commune (1871) Sur la route des carillons Les Fortifs (1850-1924) Panorama de 1932 (2° trimestre)

Nº 4/5 (32 F)

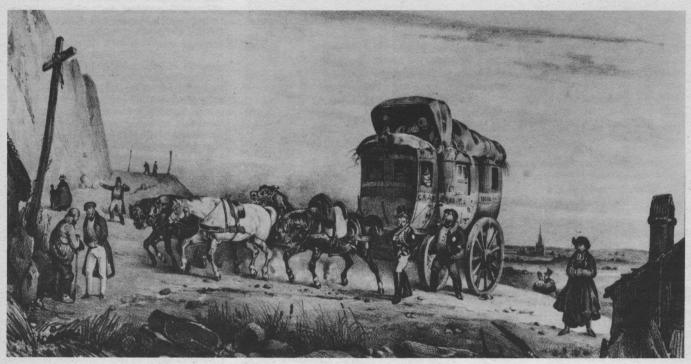
Au temps des 1ers Tours de France (19031905)
Femmes au bagne (1858-1906)
La fête au bois Hourdy
Les Insurrections vietnamiennes de 19301931 (II)
Les frères Le Nain
Pour améliorer l'ordinaire des Poilus
Les agrandissements de Paris (IIe Empire)
Les colonnes infernales (1794)
Une moisson à la fourche (1953)
La bataille de Homestead (1892)
Le STO: témoignages et résistances
Panorama de 1832

Nº 6 (16 F)

Des usines remises en marche sans leur patron (1944-1949) La rosière de Nanterre Paysanne en Languedoc (1900) L'enfermement des pauvres, 17° siècle Les colporteurs au 19° siècle Panorama 1932 (3° trimestre)

ATTAQUES DE DILIGENCES

au 19e siècle (1815-1850)



Montée de la côte. (Litho de Motte d'après

Il va bientôt être 11 h 1/2 du soir, la diligence Narbonne-Perpignan va bon train. Demain sera le 30 août 1818, et pour le gendarme qui accompagne la voiture transportant des fonds publics, c'est bientôt la fin de la mission. Soudain, au détour de la route, un homme armé se dresse et, couchant en joue le postillon, lui crie : « Arrête, coquin, ou tu es mort ! » Au même instant, une grosse pierre atteint une des lanternes qui vole en éclat. De la diligence immobilisée, toutes lumières éteintes, sortent cinq voyageurs terrifiés qui s'empressent de remettre leur argent à « trois brigands armés et déguisés ». Le postillon s'exécute lorsqu'on lui réclame fermement « l'argent du gouvernement ! » Quant au gendarme, terrorisé, il n'a fait aucune difficulté et est bien heureux de s'en tirer à si bon compte, enfermé dans la diligence...

Au risque de surprendre, pendant la première moitié du XIX^e siècle les attaques de diligence sont un phénomène répandu et ne doivent céder en rien au folklore des attaques dans le Far-West américain. Cependant, en France, elles témoignent surtout des bouleversements sociaux et politiques que connaissent les campagnes.

Le monde des diligences

L'âge d'or des diligences date de la premières moitié du XIX° siècle. Elles doivent d'ailleurs leur nom à la célérité (toute relative) avec laquelle elles parcouraient les distances.

En 1818, on appelle « pataches » les voitures publiques. Tirées par cinq chevaux, elles peuvent accueillir une dizaine de passagers et leurs bagages. Mais, démunies de ressorts, on imagine le calvaire des « malheureux » voyageurs cahotés sur les routes défoncées de France.

La période qui voit l'apogée et le déclin tout aussi fulgurant des diligences, c'est celui du triomphe de la bourgeoisie d'affaire. Pendant la Restauration (1815-1830) puis la Monarchie de Juillet (1830-1848) celle-ci s'enrichit et renforce son influence. En quelques années

— à partir de 1820 — le parc des diligences se renouvelle. Dans les compagnies de transport, comme ailleurs, l'heure est à la concentration des entreprises, mais aussi à la concurrence. À Paris, l'Entreprise Genérale des Messageries, créée en 1798 et dont l'État s'est emparé, s'est transformée en « Messageries Royales » en 1833, puis en « Messageries Nationales » en 1847. Par ailleurs, en 1826, un entrepreneur de diligences, Caillard, s'entend avec l'agent de change Lafitte pour fonder « les Messageries Générales de France Lafitte et Caillard ». Avec d'autres compagnies privées moins importantes, elles vont sillonner les routes pendant une trentaines d'années, jusqu'à ce que les chemins de fer les supplante définitivement.

Depuis le Premier Empire, la durée des voyages s'est régulièrement abaissée. De 1815 à 1830, elle tombe de moitié. S'il faut, en 1832, un peu moins de cinq jours pour, de Paris, rejoindre Toulouse, en 1848, on ne met plus que trois jours. La même année, les diligences arrivent à faire du 8 km/h, tandis que les malles-poste (transportant le courrier) atteignent le 10 km/h. Il reste que le prix des voyages, s'il a également bien diminué, est encore fort cher, en tout cas trop pour les bourses populaires. En 1840, il en coûte cinquante francs pour un aller Paris-Lyon, soixante-quatorze pour Paris-Bordeaux, soit plus d'un mois d'un salaire ouvrier. Aussi les gens du peuple sont-ils plus souvent sur le bord de la route à marcher que dans « les carrioles ».

Pesant jusqu'à sept tonnes, la diligence est traînée par cinq chevaux. Les seize voyageurs (parfois dix-huit) qu'elles peuvent contenir se placent ainsi: « trois dans le coupé, places de luxe sur le devant et par lequel on a une vue plongeante sur le chemin; six dans l'intérieur dont les portes s'ouvrent sur le côté; et quatre dans la rotonde », les places les meilleur marché. Enfin, sur l'Impériale, quelques passagers peuvent s'asseoir sur des banquettes.

Juché sur l'Impériale, le conducteur, affublé d'un bonnet fourré et d'une jacquette verte, le fouet bien en main, hurle ses ordres au postillon. Ce dernier, monté sur l'un des chevaux — « le porteur » — n'est pas moins haut en couleur. Coiffé d'un incroyable chapeau de cuir bouilli, arborant un gilet et une veste de drap bleu à boutons dorés, les jambes prises dans des bottes « aussi épaisses et aussi raides qu'une baratte de bois », aucune personne qui le croise, aucune bourgade ne peut l'ignorer lorsqu'il fait claquer son fouet, précédé du terrible tremblement de la diligence. En fait, le magnifique équipage, constamment au trot, doit changer d'attelage tous les vingt à trente kilomètres. À cet



La Cour des Messageries, rue N.-D.-des-Victoires et rue Montmartre. (Gravure de 1843)

années consécutives (1838 et 1839), des dili-

effet avaient été aménagés des relais tenus soit par la poste à chevaux nationale, soit par des compagnies privées qui fournissent les percherons nécessaires à la poursuite du périple. Arrivera-t-on à destination sans heurts? Si le timon casse, si la route est trop bombée ou si le postillon est ivre, la lourde machine verse avec bagages et passagers. Pour la seule année 1827, 4 000 diligences se renversent : plus de mille morts...

Déjà durement éprouvées, les diligences sont également sensibles aux conjonctures politiques et sociales. Aussi les attaques de diligences et de malles-poste vont-elles se multiplier pendant les périodes de bouleversement politique (1815, 1830, 1848) et lors des crises agraires, lorsque le prix des céréales bondit. De plus, certaines régions qui connaissent une « agitation » endémique depuis l'époque révolutionnaire, comme l'ouest, sont le théâtre d'attaques nombreuses et répétées.

De simples brigands?

Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1839. plusieurs hommes armés, « la figure cachée en partie par des mouchoirs », menacent le courrier de la diligence Toulouse-Marseille. Pendant ce temps, des complices s'emparent de 300 F et rançonnent le postillon de queldéputé qui se trouve là est, lui aussi, rapidement délesté de sa chaîne et de sa montre. Peut-être faut-il y voir, outre la valeur d'un tel objet, une revanche des deshérités, contre ce qui symbolise la réussite bourgeoise? Ce l'arrondissement de Dreux, le courrier Paris-Brest est-il attaqué plusieurs fois pendant l'année 1839. Une première fois, le 29 janvier, à 21 heures entre Dreux et Nonan-F, est autorisé à repartir. La seconde fois, le 15 mars, vers une heure du matin - afin de limiter les risques d'intervention de la marétête des chevaux, mais un des agresseurs, au risque de blesser quelqu'un, n'hésite pas à tirer sur l'une des lanternes. Après s'être fait ils sont toujours quatre — semble s'être mieux renseignée sur le contenu de la malleposte. Il apparaît aussi que ces derniers aient délibérément choisi le vol comme moyen d'existence. On signale en effet, du 14 mars au 21 avril, plusieurs vols avec effraction dans

genre d'agression qui ne paraît avoir pour mobile que de rançonner les passagers, on en rencontre sur tout le territoire. Ainsi dans court ; le courrier, après n'avoir remis que 20 chaussée —, l'attaque à lieu au même endroit. Là, on ne se jette plus témérairement à la remettre une somme de 120 F, des brigands montent dans la guimbarde et fouillent en vain « à la recherche d'un sac caché ». Cette « bande de brigands » — à coup sûr la même,

sept églises de la région. Près de Salons et Lambesc, pendant deux ques sous et d'une montre en argent. Un

gences et « une voiture particulière » sont rançonnées par six hommes armés. Après enquête, la gendarmerie arrête six villageois de la commune d'Éguières. Selon le procureur général des Bouches-du-Rhône, les autorités municipales les auraient couverts, car « le caractère violent des accusés avait jeté l'effroi parmi les populations et les témoins ». Bref, il s'agit « de gens malfamés, livrés à l'oisiveté et qui vivaient pourtant dans une sorte d'aisance ». (?) C'est indiquer clairement les origines sociales du brigandage qui recrute dans les classes pauvres de la société, ici « des ouvriers des filatures », là des « ruraux démunis » qui profitent des solidarités communautaires. Les bandes constituées inquiètent les autorités qui relayent la peur sociale des « honnêtes gens ». En avril 1818, elles déplorent « l'association alarmante » de brigands dont « plusieurs connus » qui viennent, une nouvelle fois, d'attaquer à Chambly (Oise) « la malle de Calais à Paris ». Des repaires sont découverts, des fusils et pistolets saisis

Parfois c'est un homme seul qui est la cause des craintes des compagnies de diligence. Tel ce cuisinier de St-Hilaire (Aude) qui, en 1817, arrête de nombreuses voitures avec « un fusil à deux coups, une paire de pistolets anglais et un bonnet noir percé de deux trous formant

LA DILIGENCE DU HAVRE

« La diligence du Havre allait quitter Criquetot; et tous les voyageurs attendaient l'appel de leur nom dans la cour de l'hôtel du Commerce tenu par Malandain fils.

C'était une voiture jaune, montée sur des roues jaunes aussi autrefois, mais rendues presque grises par l'accumulation des boues. Celles de devant étaient toutes petites ; celles de derriè-re, hautes et frêles, portaient le coffre difforme et enflé comme un ventre de bête. Trois rosses blanches, dont on remarquait, au premier coup d'œil, les têtes énormes et les gros genoux ronds, attelées en arbalète, devaient traîner cette carriole qui avait du monstre dans sa structure et son allure. Les chevaux semblaient endormis déjà

devant l'étrange véhicule. Le cocher Césaire Horlaville, un petit homme à gros ventre, souple cependant, par suite de l'habitude constante de grimper sur ses roues et d'escalader l'impériale, la face rougie par le grand air des champs, les pluies, les bourrasques et les petits verres, les yeux devenus clignotants sous les coups de vent et de grêle, apparut sur la porte de l'hôtel en s'essuyant la bouche d'un revers de main. De larges paniers ronds, pleins de volailles effarées, attendaient devant les paysannes im-mobiles. Césaire Horlaville les prit l'un après l'autre et les posa sur le toit de sa voiture; puis il y plaça plus doucement ceux qui contenaient des œufs ; il y jeta ensuite, d'en bas, quelques petits sacs de grain, de menus paquets enveloppés de mouchoirs, de bouts de toile ou de papiers. Puis il ouvrit la porte de derrière et, tirant une liste de sa poche,

il lut en appelant : "Monsieur le curé de Gorgeville. " »

> Guy de Maupassant Contes et nouvelles.

un masque ». Pour donner l'illusion du nombre, l' « individu » qui arrête à Saint-Laurent (Charente), le 10 juillet 1817, la diligence de Bordeaux est « secondé de deux mannequins établis sur les bords de la route, couchant en

joue la diligence »

Il arrive cependant que l'aventure ne se rdéroule pas comme prévu pour les brigands. Le 17 octobre 1815, à deux heures du matin, le courrier de Montpellier à Nîmes se fait immobiliser par trois hommes. C'est alors qu'un voyageur, « maître de musique » tire incontinent un coup de pistolet, « mais fait faux feu, un bandit tire alors et fait, lui aussi, faux feu ». Le maître de musique ne se démonte pas. Il sort comme un diable de sa boîte, un sabre à la main; mais « les autres voyageurs l'en empêchent et donnent leur

Pour éviter de tels « désagréments », certains brigands prennent de grandes précautions. Ainsi les cinq brigands qui attaquent le 21 janvier 1821 la diligence Marseille-Lyon, à un kilomètre de La Palud (Drôme), se précipitent d'abord dans l'habitacle, désarmant les voyageurs puis ils dirigent la voiture « à cent

mètres dans la forêt des Blaches

« Il nous en faut davantage pour payer nos impositions.

Dans bien des cas, ces scènes de brigandage sont le fruit non seulement de la conjoncture économique (cherté des denrées, mauvaises récoltes, chute du cours des grains...), mais aussi du phénomène de longue durée qui voit l'amenuisement des parcelles de terre, le rétrécissement des biens communaux et des droits d'usage forestiers. Pour des millions de petits paysans et de journaliers (jamais les campagnes n'ont été aussi peuplées qu'entre 1800 et 1850), c'est la misère, ou tout du moins des conditions de vie

Ce n'est pas sans hésitation que l'on décide, en désespoir de cause, de se transformer le temps d'une soirée en « brigand des grands chemins ». 1831 : « Depuis longtemps des habitants de Saint-Jal et des communes voisines forment le projet d'attaquer la diligence de Toulouse-Paris ». Après bien des discus-sions, le projet prend forme courant janvier 1832. Dans la nuit du 21, « cinq paysans dont

un cultivateur-charpentier sans propriété, un journalier possédant une petite baraque en chaume avec un terrain de bruyère, et Hennebelle, cultivateur se livrant au braconnage », se rendent dans la forêt de Mme de Bellefond. Au lieu de rendez-vous, une dizaine d'hommes de même condition les attendent. Tous se mettent « sous le commandement de Barracoux, armés de fusils, haches, piques, croissans et bâtons ». À deux heures du matin, tapis dans les fossés de chaque côté de la route ils patientent. Au choc des sabots et à la sonnaille des grelots annonçant l'arrivée de la diligence, un homme saute sur la chaussée et crie au postillon « de s'arrêter ou il est mort ». Sans résultat. Aussitôt deux coups de fusils claquent. Le postillon freine alors les chevaux et descend. L'un des assaillants lui demande « un mouchoir pour lui bander les yeux ». Mais au loin résonne le bruit d'une cavalerie : « La gendarmerie! » Et chacun de s'égailler dans les futaies. De la diligence, « deux gendarmes déguisés » font feu et blessent l'un des paysans. L'affaire a échoué lamentablement ; les auteurs seront appréhendés dans les jours

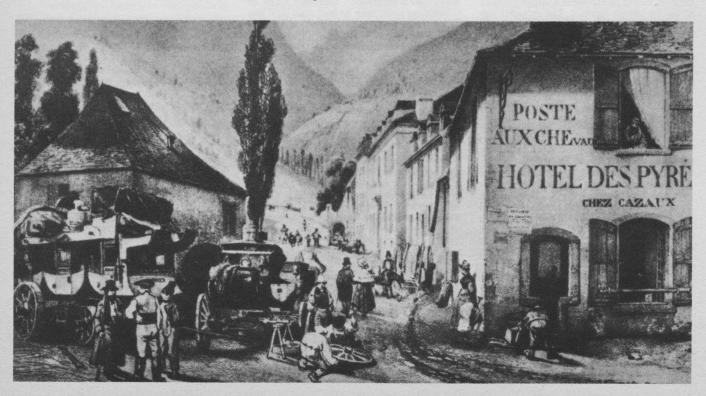
Plus significative est l'attaque, dans la nuit du 14 au 15 janvier 1833, de la diligence de l'exploitation Lafitte et Caillard allant de Calais à Paris. Vers trois heures, entre Bouvry et Villers, trois assaillants, « pour cacher leur faiblesse ont jeté des fagots couverts de blouses et de chapeaux ». Un câble en travers du chemin bloque les chevaux. Deux hommes vocifèrent : « Îl faut payer pour passer, afin que nous acquitions nos impositions, ou sinon... » De peur, le conducteur jette dix francs de l'intérieur. La réponse des assaillants est à la mesure de leur déception : Comment, dix francs? Nous sommes dix, il nous en faut davantage pour payer nos impositions, il faut de l'argent ou nous renversons la voiture. » Presque au même instant, un coup de fusil brise la glace d'une portière, enflamme un tampon soutenant la garniture de la caisse ainsi que le chapeau d'une dame! Après avoir dépouillé les passagers de 140 francs, l'un des paysans exige une caisse qu'il affirme être dans la voiture. Puis se tournant vers « la Dame » qui a esquissé un mouve-ment de recul : « Si tu bouges, nous te tuons! » Enfin « un Monsieur » lui livre une malle dans laquelle se trouvent 150 francs et



Botte de postillon. (Musée de Cluny)

divers effets. L'arrivée inattendue d'une autre diligence interrompt les agresseurs qui ne demandent pas leur reste.

Le langage comme les habits trahissent l'origine des « brigands ». Il en est ainsi de cet « individu armé » qui, le 6 décembre 1820, « à un quart de lieue de Moissac » (Tarn-et-Garonne), dépouille les huit voyageurs d'une diligence. Il est, dit le rapport de police, vêtu comme les gens du peuple ». De plus, il agit comme s'il avait des complices en faisant des signes de la main » et prend la liste des noms de ses victimes. Le résultat est surprenant : « Ni le conducteur, ni les passa-gers n'ont fait de déclarations » ! Peur socia-le ? Peur d'une vengeance exemplaire ? Toujours est-il que l'hostilité des classes populaires qui filtre dans les attaques de diligence est bien ressentie par les notables. Il n'en est pas moins remarquable que maintes attaques ont eu lieu pendant les saisons difficiles, l'hiver ou le printemps, époque de la « soudu-



Paysans, réfractaires et chouans

Souvent opposés aux intérêts de l'État, hostiles à la fiscalité, les villageois se montrent indociles pendant toute la première moitié du XIXº siècle. Dans les campagnes subsiste un esprit de rébellion latente. À cet égard, l'attaque des malles-poste traduit l'opposition de la majorité des campagnards à l'intervention étatique dans la vie de la communauté rurale.

Le 14 octobre 1832, la malle-poste de Paris-Brest est arrêtée par quatre hommes entre Pontchartrain et Versailles. Après avoir fait mettre pied à terre au postillon, ils avouent ne vouloir du mal « ni au courrier de la malle-poste, ni aux voyageurs, mais à

l'argent du gouvernement!

C'est dans les départements de l'Ouest de 1830 aux années 1850 — que brigandage, chouannerie et surtout résistance à la conscription — toujours aussi haïe depuis l'Ancien Régime - se confondent et entretiennent un climat de contestation sociale. Climat qui ne manque pas d'alarmer les autorités locales. Et ce, d'autant plus que les combats sont plus violents et peuvent entraîner mort d'hommes.

Le 3 novembre 1847, deux gendarmes de la 2º brigade à cheval de Vannes (Morbihan) escortent la malle-poste recélant les fonds du gouvernement — soit 70 000 francs. À douze kilomètres de Vannes, au lieudit Pont-Sal, « vers cinq heures et demi du matin, par un fort brouillard », des gendarmes qui marchent en éclaireurs entendent derrière eux une décharge de coups de feu. Revenus en toute hâte, ils sont accueillis par une grêle de balles. L'une d'elles atteint le gendarme Sauge et le blesse mortellement. Une seconde frappe « le jarret du cheval de Morel » qui se cabre, puis entraîne dans sa chute son cavalier. Le cheval de Sauge, légèrement touché à son tour, « tombe face contre terre ». Le gendarme Morel, empêtré sous son cheval, arrive à se dégager. « Pour secourir les voyageurs et empêcher le pillage des fonds », il s'empare de la jument de son camarade et galope à bride abattue sur Auray prévenir la troupe de ligne. Quand elle parviendra sur « les lieux du drame », la trentaine de Chouans est déjà loin. Qui sont-ils? D'après les témoins, ils étaient « vêtus de blouses, coiffés de chapeaux à larges bords et armés de bâtons ferrés ». Les rapports des autorités départementales sont contradictoires. Selon elles, des « sentiments d'effroi ont saisi tous nos cultivateurs, rien ne peut les déterminer à dire la vérité ». Mais en même temps, elles dénoncent « les menées criminelles qui agitent les populations » (?) On craint, sans doute en exagérant la menace, que « le parti légitimiste ne veuille, dans le Morbihan, la guerre civile ». En fait, il s'agit d'une bande qui parlait breton et étaient des habitants des campagnes ; aucun n'était vêtu en bourgeois ». Parmi eux, de nombreux réfractaires, ce qui peut expliquer « la sympathie des habitants ». Ces derniers sont d'autant plus coupables aux yeux de la Justice que le « crime a eu lieu en face de plusieurs fermes et maisons de campagne ». Ceux qui trahiraient les solidarités se voient menacés — une des raisons du silence. À Planéret, une dizaine de Chouans remarqués par un jeune garçon qui se rend à l'école l'avertissent : « Si tu dis que tu nous a vus, nous te tuerons! »

Qui leur donne refuge? En majorité, ce sont des paysans, souvent de la famille ou du voisinage, comme le père du réfractaire Guillaume « dans une extrême misère et qui voulait acheter une terre au-dessus de ses moyens », ou comme « la maison Lemeut qui a dissipé, en hébergeant les réfractaires, le peu d'aisance dont elle disposait ».

Quelquefois, ce sont de véritables levées paysannes qui rançonnent les diligences. Le 5



mars 1834, la diligence de Vannes est arrêtée par « un homme portant le costume de Locainé et Bignan, suivi d'environ cinquante

paysans

Contrairement à une idée reçue, le vol au détriment des particuliers n'est pas toujours la motivation des Chouans. Ainsi, le 20 décembre 1831, les cinq Chouans qui inter-ceptent le courrier de Bressuire le laissent repartir sans avoir pris un seul sou. On en veut plutôt à l'argent du gouvernement (considéré comme « illégitime »). Le 15 août 1833, quinze Chouans de Château-Gontier (Mayenne), « dirigés par des déserteurs », enlèvent 15.000 F au gouvernement de Louis-Philippe. D'ailleurs, ils ne s'en prennent pas obligatoirement aux fonctionnaires de l'État. Dans la nuit du 6 septembre 1832, une berline de commerce est arrêtée à Durtal (Maineet-Loire), « près d'un petit chemin creux ». Les voyageurs descendus « les neuf brigands » déclarent « qu'ils n'en veulent qu'à l'argent du gouvernement, puisqu'il appartient à Henri V ». De même le 5 septembre 1836, près de Saint-Jean-sur-Vilaine, douze hommes de 20 à 30 ans, armés de fusils et de haches, « portant le costume du pays avec assez peu d'assurance » déclarent qu'ils ne voulaient point faire de mal, mais qu'il leur fallait de l'argent, celui du gouvernement ». Mieux, en Vendée, en juillet 1832, le courrier de Cholet à Parthenay est retenu vers Châtillon. Les deux soldats d'escorte, à qui on offre

à boire, fraternisent avec les Chouans, au grand scandale des autorités!

Enfin, il arrive que les Chouans ne recherchent que des papiers. Le 5 avril 1816 et le 11 janvier 1817, la malle-poste de Paris-Nantes est arrêtée entre Guecelard et Foulletourte « par quatre brigands ». « Après avoir menacé de fusiller le postillon, ils ont déchiré et ouvert plusieurs dépêches » — sans doute des ordres d'arrestation, ou de réquisition de réfractaires ?

Les attaques de diligence cessent pratiquement aux alentours de 1850. Faute de voya-geurs? Faute de brigands? Un nouveau moyen de transport, le chemin de fer, rem-place définitivement les vieilles diligences. Les attaques de diligence du XIX° siècle

s'apparentent à des formes de protestation sociale du monde rural, héritées de l'Ancien Régime. L'arrivée du rail allait précipiter l'évolution capitaliste des campagnes et la destruction des communautés villageoises. Avec la mise en place du Second Empire et le renforcement des notables, avec l'introduc-tion du machinisme, la délinquance rurale allait prendre d'autres aspects.

Hervé LUXARDO.

EXPOSITIONS

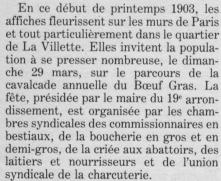
1682/1982 : voici fêté le tricentenaire de « la découverte » du Mississipi par Cavelier de La Salle, puis de la fondation de la Louisiane au 17e siècle. A cette occasion, le musée du Nouveau Monde ouvre ses portes à la Rochelle. Ce nom évoque, à lui seul, le commerce avec les Antilles et le Canada. A vocation artistique et historique, ce musée peu commun a entrepris de retracer ce que représenta ce « continent neuf » aux yeux de la civilisation occidentale. « Rêve américain », mythe, l'Amérique fut depuis sa découverte une tentation pour les souverains comme pour les simples colons. Dans l'espoir de faire fortune, d'une vie meilleure ou pour fuir les persécutions religieuses, nombreux sont ceux qui n'ont pas hésité à faire ce long voyage vers l'inconnu. C'est aussi nous rappeler que des colons français, d'origine paysanne en grande partie, se sont installés en Améri-

L'Amérique des Indiens, la Louisiane, l'Acadie (au Canada) sont évoquées avec une collection qui compte déjà 250 œuvres : peintures, sculptures, objets d'art, cartographie, ceuvres d'art populaire etc., s'échelonnant du 16° au 19° siècles. « La civilisation française en Nouvelle France et en Louisiane » est le thème de l'exposition inaugurale (jusqu'en mai 83). Elle permet de voir de nombreux objets prêtés par les musées nationaux du Canada. En parallèle, un festival Louisiane-Acadie est organisé à la Maison de la Culture récemment inaugurée. Alors, si vous passez par la Rochelle, faites un détour par la Louisiane et l'Acadie!

Musée du Nouveau Monde Hôtel Fleuriau 10, rue Fleuriau, 17000 LA ROCHELLE Tél. (46) 41 46 50 Le roi Carnaval sur son bœuf gras. (Gravure du 17^e siècle).

LA PROMENADE DU BŒUF GRAS À PARIS

De la fête populaire à la fête commerciale



Le cortège, qui ne quitte plus guère le 19e arrondissement, suit un itinéraire qui varie peu depuis 1900 et qui s'organise autour de l'axe du canal de l'Ourcq et du bassin de La Villette. Les étapes les plus importantes du parcours sont le Marché aux Bestiaux, les abattoirs de La Villette et la mairie du 19e arrondissement. Après le retour du cortège au Marché aux Bestiaux vers 18 heures, on procède à un tirage au sort au cours duquel sont mis en loterie un bœuf, des veaux, des porcs, des moutons. Le soir, les principales artères du quartier, les rues d'Allemagne (actuellement Jean-Jaurès) et de Flandre, le rond-point de La Villette et les cours du Marché aux Bestiaux et des abattoirs sont éclairés, tandis que des bals populaires rassemblent les danseurs jusqu'au matin.

Sur le passage du cortège, la foule est plutôt bon enfant; du mouvement, des exclamations, des lazzis, de la gouaille. Elle se presse pour admirer les chars qui constituent le « clou » de la cavalcade, au milieu d'un flot de gardes républicains, d'hérauts d'armes de la Ville de Paris, de musiciens et de forts des Halles. Les groupes de la Moisson et de l'Élevage, composés de faucheurs et de faneuses,

aines et de gauchos, égypte. D'autres y ont vu une survivance des sacrifices où l'on avait cou-

de trompettes mexicaines et de gauchos, sont suivis du char de la Musique, monté de « Pierrots et de Pierrettes ». Gambrinus (1), juché sur un tonneau et entouré d'Alsaciens et d'Alsaciennes en costumes, précède le groupe de la Gourmandise, composé de cuisiniers, de rôtisseurs, de découpeurs, d'esclaves et de... Lucullus (2) en personne! Puis arrive, immédiatement après Flore (3) et son cortège mythologique, le char du Bœuf Gras précédé de fanfares, de porte-clefs, de banderillos et de picadors. Il est suivi du groupe de la Bergerie, composé de « cornemuseux », « vielleux », bergers, moutons et chèvres qui entourent un char monté des bergers et de bergères, de marquis et de marquises. Enfin, le groupe de la Chasse clôt le cortège avec un char tiré par huit chevaux, portant Diane et ses nymphes, entouré de sonneurs de trompe, de valets de chasse, de rabatteurs, de louvetiers, de piqueurs, de valets de chiens, de fauconniers, de molosses, de dames et d'écuyers.

Telle est au début de ce siècle, l'expression d'une des plus anciennes et des plus populaires festivités du Mardi Gras à Paris.

« Au bœuf violé »

On sait peu de choses des origines de la promenade du Bœuf Gras. Certains auteurs la font remonter aux fêtes païennes qui marquaient l'équinoxe du printemps dans le monde gréco-romain, voire même au culte du bœuf Apis en

(1) Personnage mythologique qui passe pour être l'inventeur de la bière.

(2) Général romain, célèbre pour son luxe, la magnificence des fêtes et la délicatesse des repas qu'il organisait.

(3) Déesse romaine des fleurs et du printemps.

Egypte. D'autres y ont vu une survivance des sacrifices où l'on avait coutume de couronner de fleurs l'animal destiné au sacrifice et de le promener, escorté de musiciens et de sacrificateurs. Peut-être faut-il y voir plus simplement un héritage des fêtes de la corporation des bouchers de Paris.

Aux 15^e et 16^e siècles, les textes font parfois allusion au bœuf « violé » ou viellé » (promené au son des violes ou des vielles). Rabelais fait assister son héros Gargantua à la « fête du bœuf viellé » ; enfin, il existait, rue des Boucheries à Paris, une maison à l'enseigne du « Bœuf violé ». Il faut cependant attendre le milieu du 18e siècle pour trouver la première relation détaillée de la promenade du Bœuf Gras sous la plume de Boucher d'Argis : « À Paris et dans la plupart des grandes villes du royaume, les garçons bouchers de chaque quartier se rassemblent ordinairement tous les ans le jeudi gras et promè-nent dans la ville, au son des instruments, un bœuf qu'ils choisissent de belle encolure et qu'ils parent de rubans et de fleurs et d'autres ornements... Tout ce qu'il a de plus à Paris, c'est que l'on met sur le Bœuf Gras un enfant qui tient en main un sceptre et que les bouchers appellent « leur roi »... En 1739, les garçons bouchers n'attendirent pas le jour ordinaire pour faire leur fête du Bœuf Gras ; dès le mercredi matin, veille du jeudi gras, ils se rassemblèrent et promenèrent par la ville un bœuf qui avait sur la tête, au lieu de l'aigrette, une grosse branche de laurier-cerise et il était couvert d'un tapis qui lui servait de housse. Le "jeune roi" de la fête, qui était monté sur le Bœuf Gras, avait un grand ruban bleu passé en écharpe, tenait d'une main un sceptre doré et de



l'autre une épée nue. Les garçons bouchers qui l'accompagnaient, environ au nombre de quinze, étaient tous vêtus de corsets rouges avec des trousses blanches, ayant sur la tête une espèce de turban ou de toque rouge, bordé de blanc. Deux d'entre eux tenaient le bœuf par les cornes et le conduisaient ; plusieurs avaient des violons, fifres et tambours, les autres portaient des bâtons.

À cette époque, il est d'usage de mener le Bœuf Gras chez les notables parisiens. On rapporte que le cortège alla donner un jour l'aubade au Premier président du Parlement de Paris, alors en séance au Palais. À cette occasion, on fit gravir l'escalier de la Sainte-Chapelle au Bœuf Gras.

La Révolution, qui voit pourtant fleurir les fêtes populaires et allégoriques et qui les encourage, supprime la promenade du Bœuf Gras, « dernier vestige de superstitions anciennes ». Elle réapparaît pourtant en 1805, à la grande joie des Parisiens, friands de divertissements populaires. Une ordonnance datée du 23 février 1805 l'organise dans ses moindres détails, presque de façon militaire: « Les marchands bouchers de première classe seront coiffés et poudrés en tresses, couverts d'un chapeau à la Henri IV, fond violet, panache aux couleurs nationales, cravate de mousseline. gilet, pantalon et veste en bazin ravé. Ils seront chaussés de bottes à la hussarde avec glands d'or et d'argent. Ils porteront un manteau d'écarlate, brodé d'or, des gants à crispin, une cravache d'uniforme sans pomme plombée. » L'ordonnance prévoit la composition du cortège avec le souci du détail poussé à l'extrême; dix mameluks, sans doute en hommage au serviteur personnel de l'Empereur, y côtoient six « sauvages » et six Romains, quatre Grecs cuirassés et six chevaliers français, quatre Polonais et quatre Espagnols, deux coureurs, huit Turcs, un tambour-major de la Garde, six tambours costumés en gladiateurs, deux fifres en Chinois, dix-huit musiciens en costumes, douze garçons bouchers portant tous les attributs de la boucherie... Dans cet exotisme propre à étonner les badauds, la boucherie parisienne occupe peu de place! Le bœuf doit être richement panaché et porter un enfant habillé en Amour, avec carquois et couronne de roses, soutenu par deux sacrificateurs armés de haches et de massues.

Les avatars du bœuf à la mode.

(Enseigne d'un célèbre restaurant parisien, suivant les modes politiques, dans la période révo-

Un « mouton » de 1 900 kilos!

Au fil des temps, quelques innovations sont apportées dans l'organisation du cortège. En 1822, à la suite de plusieurs accidents survenus à l'enfant figurant l'Amour, celui-ci se voit interdire le dos de l'animal et est transféré sur un char magnifiquement décoré. Peu à peu. les mameluks et autres « sauvages » du cortège sont remplacés par les dieux et

les déesses de l'Olympe.

À partir de 1827, c'est un jury qui est chargé de choisir au marché aux bestiaux de Poissy l'animal qui figurera le Bœuf Gras et la lutte est âpre entre les éleveurs. Le programme de l'année 1827 en porte les échos : « L'élection du Bœuf Gras ne s'est pas faite sans peine cette année. Il s'est élevé une contestation sérieuse entre les deux bouchers acquéreurs des deux plus beaux bœufs, dont l'un est destiné à la promenade des jours gras. Il a fallu nommer un jury de douze membres qui, après une expertise longue et animée, a eu encore de la peine à se prononcer. Alors, les deux bœufs rivaux furent mesurés dans leur longueur, leur hauteur, leur poids. L'avantage est resté à M. Cornet, de Caen. Le bœuf, acheté au marché de Poissy le jeudi 31 janvier et qui est destiné à la promenade brillante des dimanche 10 et mardi 12 février, a 3,18 m de longueur et 2,12 m de hauteur. Son poids est de 5 095 livres » (soit plus de deux tonnes et demie)! À partir du milieu du siècle, les festivités du Bœuf Gras durent trois jours et on y fait défiler trois, quatre, voire six animaux. Il s'agit bien entendu d'une opération publicitaire pour les éleveurs et les bouchers acquéreurs des bêtes choisies, dont le profit évident les aide à supporter les frais d'organisation de la fête. Cependant, le concours du Bœuf Gras a sans doute contribué aussi à l'amélioration de la race bovine et parmi les bœufs les plus lourds sélectionnés par le jury, il faut signaler « Mouton », en 1842, qui pèse 1 900 kg et surtout « Dagobert », en 1846, qui, dit-on, n'a de rival que l'éléphant du Jardin des Plantes: il pèse 1 975 kg.

En 1845, on prend l'habitude de donner à ces animaux le nom du livre, de la pièce de théâtre ou de l'événement célèbre de l'année. Se succèdent donc au palmarès du Bœuf Gras «Le Père Goriot » en 1845 ; « Dagobert », en hommage à Eugène Sue qui vient de publier « Le Juif errant », en 1846; « Monte-Cristo » en 1847; « La Cagnotte », en l'honneur de Labiche, en 1869, et bien d'autres. Les opérations militaires menées sous le second Empire inspirent les noms de « Solférino » et de « Magenta » en 1860 et celui de « Chang-Haï » en 1861. Le plus célèbre de tous les Bœufs Gras est sans nul doute « Bastien », dont la mort fut mise en chanson et dont la biographie figure sur l'affiche de 1859 : « Bastien est né en 1853, en Normandie, avant son décès il était donc âgé de 6 ans; heureux dans son pays, partageant la joie et le bonheur de ses amis avec



lesquels il passa de beaux jours dans ces belles et vastes prairies de la vallée d'Auge. Courir, bondir dans ces beaux pâturages était pour lui la satisfaction la plus complète. Il ne se doutait guère, le pauvre Bastien, porter un nom si célèbre et être livré, à la fleur de son âge, aux sacrificateurs pour l'offrir en holocauste à la population parisienne... Pauvre Bastien, toi dont on a chanté si longtemps les bottes (4) et les aventures, tu ne croyais pas terminer si vite ton existence, toi si heureux dans tes pâturages. Mais aussi tu as eu les honneurs du public parisien, qui se disait en te voyant ainsi paré: « Ah! qu'il est donc bien, Bastien! » et les moutards et les titis de Paris chantaient : « Ah! il a des bottes, il a des bottes, Bastien! ». Ton nom retentira encore dans les salons et les guinguettes. Honneur à toi, Bastien, qui est venu charmer nos loisirs et nous faire goûter un instant de joie et de plaisir. Reçois donc, pauvre Bastien, nos regrets de n'avoir pu te posséder plus longtemps, ta mémoire restera gravée dans nos cœurs. Ainsi finit ton histoire et ton nom est répandu dans plus d'un pot-au-feu, après avoir donné tant de réjouissance.

Requiem pour un Bœuf Gras!

À partir de 1865, la disparition de la parade carnavalesque des Masques dans les rues de Paris provoque une certaine décadence de la promenade du Bœuf Gras. On la maintient en 1870 après bien des hésitations et le journal Le Pays écrit le 24 février : « Le sort en est jeté. Quoi qu'on en ait dit, la promenade du Bœuf Gras aura lieu cette année comme les années précédentes. Quand tant de grandes choses s'écroulent, la grotesque cérémonie est éternelle ou du moins menace de durer longtemps encore... Contrairement à ce qu'on avait annoncé, aucun animal ne portera le nom de Frou-Frou. » Puis elle disparaît à son tour... pendant un quart de siècle.

Une « vache enragée » à Montmartre

Ressuscitée en 1896 à grand renfort de publicité, la fête du Bœuf Gras est célébrée avec un faste particulier. Le cortège ne compte pas moins de onze chars. Outre les groupes traditionnels à la gloire de la Bergerie, de l'Agriculture, de l'Horticulture, de l'Alimentation et du Vin de France, on y remarque le char

(4) Ah ! il a des bottes, Bastien. Chanson populaire chantée à partir de 1859.

de Carnaval sur lequel trône, entouré de sa cour, le prince Carnaval masqué. drapé dans un manteau vénitien rouge, or et bleu. Le char de la Charcuterie est l'apologie du cochon. Boudins et saucissons entremêlés à des jambons, pendent en guirlandes le long des soubassements du char. Au centre, Goret se dresse, gras et rose. De charmantes Bacchantes (5) l'entourent, qui tendent vers lui leurs bras nus et lui jettent des fleurs. À leurs pieds, de jeunes cochons vivants s'ébattent et grognent dans la paille. Et, en ces temps où l'expansion coloniale est très populaire, le char des Colonies ferme la marche avec un marin, un zouave et un « marsouin » (6) soutenant fièrement le drapeau national et entourés par des « Gloires » agitant des palmes vertes.

Cette même année, en réponse au cortège du Bœuf Gras, Montmartre organise sous la présidence de l'humoriste Willette (7) la cavalcade de la « Vache enragée », baptisée « Vachalcade ». « Le commerce de Paris organise tous les ans au Mardi Gras et à la Mi-Carême une cavalcade pour les Grands boulevards. Montmartre ne peut rester en arrière; Montmartre avec ses légions d'artistes, poètes, peintres, sculpteurs, architectes, graveurs, ses commerçants, ses industriels, peut certainement rivaliser avec les manifestations de la « plaine ». La cavalcade de Montmartre s'impose donc. Paris promènera le Bœuf Gras, Montmartre promènera la Vache Enragée, symbole vivant de la bohème artistique.

Duval, « Duc de Bouillon »...

À partir de 1900, la fête est réduite à une seule journée, d'abord le Dimanche Gras, puis, au fil des ans, la date recule jusqu'en avril. Le cortège qui, avant 1870, parcourait les principales artères de la capitale, se confine au seul 19e arrondissement où se trouvent les abattoirs de La Villette. D'année en année, l'inspiration des chars varie peu et tourne toujours autour des mêmes thèmes: l'Alimentation, l'Agriculture, la Pêche, la Chasse. Parfois, on intro-duit, comme en 1904 et en 1905, des animaux exotiques dans le cortège, un éléphant ou des chameaux. La cavalcade est aussi parfois agrémentée d'une retraite aux flambeaux, de l'ascension de ballons, de concerts et toujours de bals de nuit. En 1905, la promenade du Bœuf Gras prend un éclat particulier car elle fête son centenaire; pour l'occasion, la cavalcade compte 1 800 figurants et musiciens et 400 chevaux.

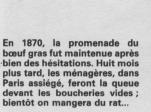
La tradition se poursuit jusqu'en 1936, mais il ne s'agit plus que d'une fête

(5) Prêtresses de Dionysos (Bacchus), dont elles célébraient les mystères. La statuaire antique les représente souvent à demi-nues, vêtues de robes légères et transparentes, ceinturées de guirlandes de pampres ou de lierre, les cheveux en désordre sur les épaules, dansant en s'accompagnant de cymbales et de crotales.

(6) Sobriquet autrefois donné aux soldats de l'in-

fanterie de marine.

Peintre et dessinateur français, il hante le Chat Noir à Montmartre, collabore à divers jour-naux (le Rire, l'Assiette au Beurre) et fonde un hebdomadaire satirique : le Pied de Nez.



de quartier, prétexte à des quêtes charitables. Malgré une tentative de restauration en 1951, la fête du Bœuf Gras disparaît définitivement en 1952.

Qu'elle soit un vestige de la fête corporative des bouchers au cours de laquelle ils exhibaient une manière de « chefd'œuvre », ou la trace d'anciennes agapes collectives avant l'entrée en Carême, en quelque sorte un « adieu à la viande », la nature de la fête du Bœuf Gras subit au cours du 19e siècle des altérations profondes. On peut même dire que cette manifestation, populaire dans ses origines, est peu à peu confisquée par l'administration au profit du commerce parisien et devient une fête officielle subventionnée, offerte en divertissement au peuple qui n'en est plus que le spectateur passif.

L'ordonnance napoléonienne de 1805, qui fait passer l'organisation de la cavalcade sous la tutelle de l'administration et en règle les moindres détails d'itinéraire ou de costume, en élimine toute improvisation et toute fantaisie. Bientôt, c'est la garnison de Paris qui fournit la plus grande partie des figurants, renforcée par des comédiens en chômage et des policiers. Les garçons bouchers, qui prennent désormais place en queue du cortège, ne sont plus ni les instigateurs

ni les héros de la fête.

Sous le Second Empire, les véritables héros de la fête deviennent Messieurs Fléchelle et Duval. En effet, avec l'instauration d'un jury chargé de choisir les animaux qui participeront au défilé, le Bœuf Gras devient une juteuse affaire commerciale. Le propriétaire de l'élevage primé et le boucher acquéreur des animaux sélectionnés prennent place dans le cortège. L'affiche de 1865 annonce que « M. A. Duval, marchand boucher, demeurant rue Tronchet nº 31, s'est rendu acquéreur de 21 bœufs, en tête desquels se trouvent ceux classés nºs 1, 3 et 4, et M. Fléchelle, marchand boucher, rue Gaillon nº 18, qui pendant cinq ans a été l'acquéreur du bœuf gras, a acheté le nº 2. M. A. Duval, fondateur des élégants et confortables établissements de bouillon (8) situés dans les

(8) Les « Bouillons Duval » connurent en leur temps une grande popularité. Ces restaurants qui à l'origine servaient presque exclusivement du bouillon, passaient pour bons et pratiquaient des prix modérés. Leur nom venait de leur fondateur, Alexandre Duval, qu'on appelait familièrement « le duc de Bouillon ».



principaux quartiers de Paris, qui déjà en 1856 et 1858 avait été acquéreur du bœuf gras, se trouve donc encore chargé de l'organisation de la fête pour 1865 ». En 1868, des paysans bretons à cheval, portant des bannières de différentes couleurs sur lesquelles on lit « Duval, acquéreur », précèdent un corps de musique qui escorte la voiture du bou-

cher Duval.

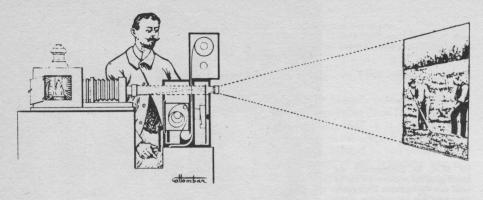
La publicité s'insinue dans le cortège jusqu'à y prendre la place prépondérante. En 1865, « on assure que la voiture Pot-au-feu de M. Rozière de Romainville, seul inventeur des « Pastilles d'ognons pour le pot-au-feu », et qu'une autre voiture représentant une bouteille accompagnée de 3 soleils, emblème de Similor-liquide, « pour le nettoyage des batteries de cuisine », suivront le cor-tège du bœuf gras. On le voit, les indications culinaires ne manqueront pas aux amateurs et aux ménagères qui voudront se procurer d'excellents pots-aufeu ». En 1866, le chimiste Rozière participe à nouveau au défilé et présente la Panamine, « nouveau produit qui doit remplacer le bois de Panama, les benzines et les savons à détacher ». En 1867, « comme tous les ans, le cortège du bœuf gras sera suivi par des voitures représentant diverses industries. C'est un moyen de se faire connaître au public. De ce nombre sera la voiture de M. Galopin, artiste pédicure, boulevard de Strasbourg nº 19, qui se fait fort de guérir radicalement après six jours de traitement les Cors aux pieds, Durillons et Œils de perdrix au moyen d'une pommade de sa composition qu'il vent 1 fr le flacon. Ce n'est vraiment pas la peine de souffrir l'existence d'hôtes aussi incommodes

La publicité finit par faire tellement partie intégrante du spectacle qu'après la suspension de la promenade du Bœuf Gras en 1870, les chars publicitaires continuent à circuler dans les rues, qu'il s'agisse des biberons Robert ou des Magasins Dufayel!!!

Christiane DEMEULENAERE-DOUYERE

Pour en savoir plus :

Alain Faure. — Paris Carême prenant. Du Carnaval à Paris au 19° siècle, Paris, 1978.



Les Misérables

de Robert Hossein, avec Lino Ventura, Michel Bouquet, Jean Carmet.

Les Misérables de Victor Hugo est le roman qui a connu le plus d'adaptations au cinéma (1). En réaliser une trente-troisième suppose, de la part de Robert Hossein, une tentative de renouvellement du suiet.

Le film de Robert Hossein paraît très négatif et parfois monotone. Il dure trois heures, c'est long, surtout pour les enfants! Au montage, beaucoup de séquences auraient pu être raccourcies (chez les Thénardier, au couvent...). Le film manque d'espace et de diversité parce que la plupart des plans sont en intérieur et très rapprochés. Il y a bien sûr quelques scènes en extérieur, mais elles sont répétitives : le jardin du Luxembourg, la même rue trop bleue... Des cadrages habiles et appuyés, comme le crucifix couvert de toiles d'araignée, ne suffisent pas à soutenir l'attention. Lino Ventura et Michel Bouquet, malgré tout leur talent, restent des acteurs et ne deviennent pas des personnages.

Gavroche: Deux répliques et deux vers...

À ce manque de souffle s'ajoute un grand déséquilibre que révèle le choix des acteurs. Jean Valjean, Javert et Thénardier sont joués par des acteurs de grand renom. Ces personnages, trop appuyés, écrasent totalement le film, alors que les personnages jeunes sont traités trop rapidement. Cosette devient une « pin-up » muette et glacée, Marius un frisé fumeux, Enjolras un nom... Gavroche, qui mérite quelques lignes dans cette revue, est une pâle figuration (2). On lui a collé une casquette et un pantalon troué, deux répliques et deux vers, mais il n'a aucune place dans le film.

Ainsi, la haine froide de Javert, l'ignominie des Thénardier sont exposés maintes et maintes fois, alors que les histoires d'amour entre Valjean et Cosette, entre Marius et Cosette, les sentiments des jeunes révoltés sont à peine perceptibles. Il ne reste que la haine et la cupidité pour faire avancer l'action.

J.G. FICHAU.

(1) Peut-on oublier la précédente version française, de J.-P. Le Chanois, en 1958, avec Jean Gabin en Jean Vallejean, Bernard Blier en Javert, Bourvil en Thénardier, Gianni Esposito en Marius, Sylvia Montfort en Éponine? Et celle, devenue classique, de Roland Bernard, avec

Harry Baur?
(2) Alors que l'adaptation soviétique de 1937 a pour titre Gavroche.

La complaisance avec laquelle R. Hossein, décrit la laideur physique et morale, la crasse des Thénardier et de leurs acolytes pourrait paraître exagérée aux âmes et nez sensibles, ou à ceux qui idéalisent « la classe ouvrière ». Tous les témoignages, les enquêtes de l'époque démontrent que les classes pauvres des grandes villes sont minées par la malnutri-

AU CINÉMA

tion, l'alcoolisme, la maladie et sont accablées d'infirmités diverses, congénitales ou dues à des accidents du travail. Partout elles présentent « le spectacle d'une race abâtardie ». Il faudrait être mal informé pour reprocher cette « vision misérabiliste » à Hossein.

Par contre il serait malhonnête de faire croire que les Thénardiers sont représentatifs de « la classe ouvrière » ou du peuple en général. Ce ne sont que des parasites, des marginaux vivant de vols et rapines. Il est dommage qu'Hossein n'ait pas débordé du « scénario » de V. Hugo et n'ait pas profité de l'occasion pour montrer le peuple au travail; c'est un aspect essentiel qui manque au film et qui aurait évité un malentendu qui risque fort de se produire.

Rappelons à nos lecteurs que dans le numéro 4/5 de *Gavroche*, le panorama de 1832 permet de resituer la scène fameuse des barricades et de la mort de Gavroche.

qui ne soit ni un discours politique ni un

guide touristique. Le film suit la trajectoire

de cinq prisonniers en « permission » (1).

Le point de départ est un lieu clos et

sinistre, une cellule « semi-ouverte », où

les hommes vivent d'attentes et d'espoirs.

Quand « la permission » est accordée pour

huit jours, les prisonniers se précipitent

vers leurs rêves. Le temps est court, les

désirs nombreux, les distances longues. Ils

sautent de bateau en train, de train en car,

de car en taxi. Cette course folle est brisée net. Dans les rues, dans les trains, les

militaires contrôlent, fouillent, frappent.

Pour Yusuf, distrait, qui a égaré ses

papiers, c'est le retour immédiat en prison.

GAVROCHE.

YOL

Réalisation : Serif Gören ; scénario : Yilmar Güney

La palme d'or du festival de Cannes 1982 a été partagée entre deux films de qualité inégale, Missing, de Costa-Gavras, et Yol, de Güney.

Yol, c'est un appel déchirant formé d'une multitude de cris qui jaillissent au cours des séquences. Coups de feu, bruits d'avion dans le ciel, pleurs d'enfants, sanglots d'hommes et de femmes, repris et amplifiés par le sifflet des trains déchirant la nuit. Yol exprime la douleur d'un homme et d'un pays privé de liberté.

L'étau se referme

Le grand intérêt de Yol est de réussir à

quatre autres permissionnaires connaîtront la désillusion, la mort parfois. brosser un tableau général de la Turquie La fin du film n'est pas le retour en prison, car en réalité nous n'en sommes pas sortis: «La Turquie est devenue une immense prison ». Les militaires n'en sont pas les seuls gardiens. Ils sont relayés par des coutumes qui emproisonnent l'individu mieux que quatre murs. La prison est dans le cœur et l'esprit de ces hommes. (1) Les conditions de vie sont très dures dans les prisons. Aussi les révoltes éclatent-elles souvent. L'administration a trouvé une soupape de sûreté en instituant des « permissions »

LA TURQUIE (776 000 km², 40 millions d'habitants)

La Turquie actuelle est née au début des années 1920 des débris de l'Empire Ottoman, pro-allemand pendant la guerre de 1914-1918.

Mustafa Kémal, président de la Réplublique, entreprend de profondes réformes à partir de 1923. Il organise une république de type parlementaire. Mais il n'y a qu'un seul parti, le Parti Républicain Populaire (P.R.P.), dont Kémal est aussi le chef. La modernisation de l'économie, et des institutions se fait de façon autoritaire.

Kémal considérait la religion islamique comme responsable du déclin de la Turquie... Il supprima les établissements d'enseignement religieux, les tribunaux musulmans, et le mariage religieux comme « acte légal ».

Il s'attacha aussi à l'émancipation de la femme :

— 1926, le Code Civil fait de la femme l'égale de l'homme.

— 1930, elle obtient le droit de vote à l'échelon municipal, et à l'échelon national en 1934. Elle peut se faire élire au Parlement. Ceci bien avant la France...

Kémal meurt en 1938. La Turquie reste neutre entre 1939 et 1945.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'empire des États-Unis se fait plus pesante. La Turquie entre dans l'O.T.A.N., (Installation de bases américaines). De plus, les Américains imposent la création du Parti de la Justice (P.J.). Ce parti, qui gouverne en alternance avec le P.R.P., pratique une politique de réaction religieuse. Il essaye aussi de freiner les efforts de modernisation politique et sociale entrepris sous Mustapha Kémal. Pour briser la gauche et les syndicats, il s'appuie alors sur le Parti du Mouvement National (P.M.N.), fascisant.

La crise économique actuelle est très profonde dans un des pays les plus endettés du monde occidental. Les revendications sociales sont brisées par le recours au « terrorisme d'État » (2 000 victimes en 1979). Depuis septembre 1980, les militaires au pouvoir brandissent la menace de l'autonomisme Kurde, pour justifier la mise en place d'un régime autoritaire, susceptible de « préserver l'unité nationale ».

La femme, entre le rêve et l'enfer

Pour éclairer cette situation, les cinq histoires d'hommes se transforment progressivement en histoires de femmes, faisant apparaître une contradiction essentielle. Les femmes, dans cette société musulmane, même laïcisée, porteuses de tant d'espoir et de désir, vivent également un emprisonnement moral et social.

Les hommes mêmes, qui dénoncent cette oppression, n'hésitent pas à la rétablir à leur profit! Meulüs s'élève contre la surveillance qu'exerce la famille de sa fiancée sur leurs relations. Mais il ajoute, qu'une fois mariés, elle lui sera totalement soumise et elle acquiesce! Après avoir tenu un tel discours, il se précipite chez les prostituées, seules capables de satisfaire « ses désirs »...

Seyit, plus que tout autre, personnifie ce déchirement masculin. Sa femme Ziné, qui



Village turc des bords du lac de Van.

s'est prostituée en son absence, est condamnée à mort par sa propre famille. Il revient à son mari de lui infliger le châtiment suprême. Mais Seyit revoit la flûte aux sons de laquelle il a séduit cette amie d'enfance. Il l'aime encore. Prisonnier d'une contradiction inhumaine, il s'en remet « au jugement d'Allah », c'est-à-dire au froid et au vent de la montagne.

Une famille tyrannique

Cependant, il serait erroné de conclure que la Turquie vit dans l'arriération économique, sociale et culturelle. En effet, elle a connu des réformes depuis 1922. Entre autre modernisation, Mustafa Kémal entreprit d'émanciper la femme turque.

Mustafa Kemal (au centre).



YILMAZ GÜNEY

Güney était déjà un acteur très populaire, un héros national, avant qu'il ne se lance dans la réalisation de films.

En prison en 1974, il était condamné à y rester 38 ans. Au printemps 1982, il s'évade et se réfugie en Suisse. En octobre 1982, il est déchu de la nationalité turque.

Ses deux derniers films, Le troupeau (1978) et Yol (1981), ont été conçus en prison, et ont dû être tournés par d'autres que lui, Zeki Orten et Serif Gören.

Comment se fait-il alors, qu'en 1982, Güney puisse brosser un tableau si désespéré ?

La « famille élargie » (comprenant grands-parents et oncles) a remplacé l'antique clan. Il semble que cette famille, à la campagne ou à la ville, ait hérité des traditions du clan et qu'elle ait fait écran à toutes les volontés d'évolution. L'organisation de l'habitat le confirme : l'ensemble est protégé par des murs aveugles. Derrière cette muraille, l'autorité du chef de famille est incontestée et redoutable. Il possède encore droit de vie et de mort!

Ainsi, sont condamnés à mort, une fille qui a désobéi, un beau-frère lâche, une fille qui préfère son mari à sa famille, un homme qui choisit la liberté. L'honneur de la famille devient la seule loi dans un pays qui a pourtant adopté une grande partie des lois de l'Europe occidentale. Cependant, la famille ne peut exercer sa vengeance qu'avec la complicité de la police et de la justice d'État. On comprend, alors, la démarche de Güney, pour qui cette famille patriarcale est un microcosme de la Turquie. La dictature n'est que la reproduction à une autre échelle de l'autorité du chef de famille.

L'isolement

Les conditions géographiques et économiques accentuent l'autoritarisme de la

famille. Yol insiste sur l'isolement des familles et la dispersion des villages (3). Les bourgades ne connaissent qu'un artisanat rudimentaire, comme la forge du beau-frère de Seyit. L'agriculture est peu évoluée. Les soins font encore appel au fer rouge! Le système d'éducation est déficient. Seyit sait lire, mais il a besoin qu'on lui explique (50 % de la population est analphabète).

Les espoirs?

Une seule famille est présentée avec sympathie, c'est celle d'Omar, appartenant à la minorité kurde. C'est aussi la seule qui s'oppose aux soldats turcs. Omar est « l'homme libre » qui rejoint les résistants, bien qu'il sache le prix à payer. L'armée turque quadrille la région; les résistants tués ne sont pas réclamés par leurs familles qui craignent les représailles. Ultime étape de la répression, devoir abandonner ses morts... La révolte gronde, depuis longtemps, au Kurdistan.

Jean-Gabriel FICHAU.

(3) 65 % de la population vit dans des bourgades de moins de 10 000 habitants.

LES KURDES

Environ 17 millions de personnes réparties entre 5 États :

- 8 millions en Turquie
- 5 millions en Iran
- 3 millions en Irak
- 900 000 en Syrie— 300 000 en URSS.

La division géopolitique de ce peuple est la conséquence des accords internationaux qui démembrèrent l'Empire Ottoman en 1919-1920

Ottoman en 1919-1920.

Depuis 1920, de nombreuses révoltes ont agité le Kurdistan pour la reconnaissance des droits politiques et culturels du peuple Kurde : en Turquie : 1925, révolte de Steik Saïd. 1927 à 1931, République Kurde de l'Ararat. 1937, Rébellion à Dersim.

De 1943 à nos jours, de multiples soulèvements ont pour théâtre l'Irak et

Le problème essentiel pour les États officiels est d'éviter qu'il y ait une quelconque coordination entre ces révoltes.

À cause de la guerre Irako-Iranienne d'aujourd'hui, le Kurdistan turc est en état de siège depuis décembre 1978! Les frontières turco-irakiennes et turco-iraniennes sont étroitement surveillées. L'État irakien a fait dépeupler et brûler les zones frontalières, après avoir accordé « une autonomie réduite » à la partie la plus pauvre du territoire Kurde.

En Iran, « la révolution islamique » avait soulevé les espoirs Kurdes. Mais la « répression Khomeyniste » a pris la suite de celle du Shah. Cependant, des négociations se déroulent actuellement.

Les mouvements nationalistes Kurdes souffrent de divisions internes, entre « extrémistes et modérés ». D'autre part, les paysans Kurdes supportent de plus en plus mal les grands propriétaires Kurdes. Il existe également, comme dans tout le monde musulman, des divisions religieuses entre Sunnites et Shiites.

PANORAMA de 1922

FLUCTUATIONS MONÉTAIRES EN 1922

Équivalences en francs français

	Mai	Août	Octobre	Nov.
1 franc suisse	2,13	2,33	2,45	2,86
1 livre sterling	49,00	54,00	58,63	69,87
1 dollar	10,65	12,25	13,21	15,63
1 franc belge	0,92	0.95	0.93	0.93
1 livre	0,58	0,56	0,57	0.70
1 mark allemand	0,04	0,016	0,005	0.0017
100 couronnes autrich.	0,11	0,02	0.02	0.02
100 marks polonais	0,26	0,02	0,01	0,009

Le taux d'escompte de la Banque de France est de 5 %

Il y a plus de trois ans que la Conférence de la Paix a pris fin. On en constate l'échec.

La France se relève difficilement de ses ruines. Elle est déçue de n'avoir pu annexer la rive gauche du Rhin et réclame aux Allemands des « réparations » que ceux-ci prétendent ne pas pouvoir payer. L'Angleterre et les États-Unis considèrent que l'appauvrissement de l'Allemagne est un danger économique et politique (peur de la « contagion » communiste) pour l'Europe. Le sénat américain a refusé de ratifier le traité de Versailles

Quant à l'Allemagne, elle proteste contre le « Diktat » (appelé ainsi parce que l'Allemagne a été exclue des débats qui ont préparé le traité. Les agitateurs nationalistes vont exploiter cette humiliation.

LES RÉPARATIONS ALLEMANDES « L'ALLEMAGNE PAIERA »

(ministre français Klotz).

La commission des réparations estime que l'Allemagne a payé, depuis l'armistice de 1918, 6 milliards et demi de marks-or dont 1 milliard environ en espèces. La France pour sa part n'a reçu que 140 millions en espèces. Par contre, les livraisons en nature sont diverses : navires de commerce, bétail, charbon. Le 25 juin l'Allemagne commence la livraison de 640 péniches. En avril, à la salle des ventes de l'hôtel Drouot est venu le timbre rarissime d'1 cent de la Guyane anglaise provenant du musée de Berlin. Le bénéfice de la vente (300 000 francs) est perçu à titre d'acompte sur les réparations. Le règlement des matières premières achetées en Allemagne est également fait au titre des répara-

1922, c'est aussi la guerre Turco-Grecque, la guerre civile en Irlande. C'est enfin l'année de la première prise de pouvoir fasciste en Europe, avec Mussolini, en Italie.

EN FRANCE

M. Millerand est président de la République et Briand président du Conseil. Dès la fin de 1921, l'Allemagne a proclamé qu'elle ne pourrait pas payer les 500 millions de Marksor dus le 15 janvier. Briand se rend à Londres, et revient présider la conférence de Cannes qui s'ouvre le 6 janvier. Il cherche un accord avec le Premier ministre libéral anglais Lloyd George, lequel souhaite ménager l'Allemagne pour construire la nouvelle Europe. M. Cheron, devant le Sénat, demande « où nous irons chercher les 125 milliards de Francs-or nécessaires à la restauration des régions dévastées, si la Germanie refuse de payer ». Désavoué, Briand remet le 13 janvier la démission de son gouvernement. La conférence de Cannes s'interrompt, en prévoyant une nouvelle conférence internationale, à Gênes où les Soviétiques, jusque-là tenus à l'écart, sont invités à participer.



Le gardien de la Paix. (Dessin de Gil Baer dans le Ruy Blas).

Le 14 janvier, Poincaré forme le nouveau ministère. Il sera l'homme de l'exécution intégrale du traité de Versailles. Le 15 janvier, les patrons des mines du Nord décident de diminuer les salaires. Les ouvriers protestent; un accord interrompt le conflit dès le 17.

Le 16 février, débat à la Chambre sur le secours de 6 millions de francs destiné aux « affamés » russes (voir ci-après « R.S.F.S.R. »). M. Poincaré précise « qu'il ne s'agit pas d'une reconnaissance du gouvernement des soviets, mais seulement d'une question d'humanité ».

Le 9 mars, l'heure d'été, supprimée le matin, est rétablie l'après-midi par la Chambre des députés. Le 23 mars, à Paris, la mi-carême est fêtée par une foule nombreuse sous la neige.

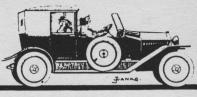
Le 6 avril, Albert Sarraut, ministre des Colonies, inaugure l'exposition coloniale de

Le 1^{er} mai a été célébré dans le calme. L'arrêt de travail a été général, en province comme à Paris. Le 9 mai, le président Millerand rentre à Paris après un voyage de 40 jours en Afrique du Nord. La 14^e foire de Paris est inaugurée le 10 mai.

Le 29 juin, la Chambre adopte par 400 voix contre 202 la réduction du service militaire de 3 ans à 18 mois.

Le 5 juillet commence à la Chambre le débat sur les responsabilités de la guerre de 1914. Vaillant-Couturier, puis Cochin, attaquent, au nom du Parti communiste, Poincaré qu'ils accusent d'avoir voulu la guerre en 1912. Aidé par Viviani, président du Conseil en 1914, Poincaré est absous par 532 voix contre 65.

Le 7 juillet, le navire *Californie* quitte Dunkerque à destination de la Russie, chargé



LA 5 CITROEN.

LA 10 RENAULT.

LA VOITURE LÉGÈRE DE SPORT.

LE TAXI.

de 8 millions de francs de vivres. Le 8, il est décidé que le 11 novembre sera dorénavant jour férié.

Pour la première fois depuis 8 ans, la revue du 14 juillet est donnée à Longchamp. On remarque la présence de l'empereur d'Annam, ainsi que des grands chefs indigènes de l'Afrique Occidentale Française.

Au « retour de la revue », un « anarchiste », Bouvet, croyant atteindre le président de la République, tire 2 coups de revolver sur l'automobile du préfet de Police, sans blesser personne

Le 10 août, 500 Allemands sont expulsés d'Alsace et de Lorraine.

Courant août, au Havre, des ouvriers métallurgistes se mettent en grève pour défendre le renouvellement de leur contrat de travail. Les dockers se solidarisent, ainsi que plusieurs corps de métiers. Le 25, on enregistre 40 000 grévistes. Le 26, les gendarmes à cheval et les agents cyclistes interviennent. Il y aura 3 morts et 37 blessés. À Paris, en signe de protestation, et malgré l'avis contraire de la C.G.T., (à tendance socialiste), la C.G.T.U. (syndicat à tendance communiste, fondé en 1921) décrète une grève générale de 24 heures pour le 29 ; elle ne sera que partiellement suivie.

Le 15 septembre, nouvelle crise sociale à l'annonce d'un décret, réglementant le travail à bord des navires de commerce et remplaçant les 8 heures de travail (loi du 2 août 1919) par un service légal de 12 heures. Le conflit s'amplifie et le 28 septembre le ministre de la Marine, (de guerre) décide d'utiliser les marins de l'État pour participer à la reprise



— Attends un peu que les femmes votent ! (Dessin de Poulbot).

du trafic. Le conflit se termine en octobre ainsi que celui des métallurgistes; ceux-ci sont obligés d'abandonner 10 % de leur salaire.

Le salon de l'automobile ouvre ses portes le

4 octobre, alors que le leader radical E. Herriot se rend en Union Soviétique à titre privé.

Le 11 Novembre fait l'objet de manifestations grandioses dans toute la France. Ce même jour, Georges Clemenceau s'embarque pour l'Amérique où il va faire une tournée de conférences. Le 13 novembre, premier accord commercial avec l'Italie fasciste.

Par 156 voix contre 134, le Sénat repousse le projet de loi pour le vote des femmes, le 21 novembre ; mais le 23, il décide que les femmes commerçantes sont éligibles aux chambres de commerce.

Début décembre, les patrons boulangers parisiens se mettent en grève contre la nouvelle tarification du pain. Ils cèdent le lendemain devant l'impopularité du mouvement et vendront le pain 1,10 F le kilo.

27 décembre : cérémonies du centenaire de Pasteur. Le tricentenaire de la naissance de Molière avait été fêté en début d'année.

DANS LE MONDE

Allemagne. — Pas de chômeurs, mais la dévaluation du mark qui s'amorce dès janvier va toucher plus particulièrement le prolétariat.

La « République de Weimar » n'est pas maîtresse de la situation. L'influence des forces militaristes et nationalistes est renforcée par les exigences du traité de Versailles.

Le désarmement de l'Allemagne continue. Un rapport de la commission de contrôle du 4 février indique que 6 097 usines de guerre sur 6 942 ont été visitées, et un nombre impresionnant d'armes détruites (17 000 avions, 40 000 canons, 300 000 mitrailleuses, 4 millions et demi d'armes portatives, etc.).

Les syndicats ouvriers réagissent au démantèlement industriel. Le 30 janvier, à Petersdorf, en Haute-Silésie, une caserne des troupes d'occupation françaises est attaquée. Les représailles amènent la découverte d'un dépôt d'armes clandestin. Le 9 avril, dans la même région, la découverte d'un autre dépôt piégé provoque la mort de 11 soldats, portant à 41 les victimes d'attentats en Haute-Silésie. Le 5 mai, l'industrie allemande a le droit de construire à nouveau des avions. Le 20 avril, Rathenau, ministre des Affaires étrangères, signe avec les Soviets le traité séparé de Rapallo (voir encadré). Le 26 juin, il est assassiné par 2 membres de l'organisation secrète « Consul «, qui se suicideront le 16 juillet. Cet assassinat suscite dans tout le pays des manifestations républicaines.

Le 3 juillet, Maximilien Harden, journaliste républicain, est attaqué et grièvement blessé. Le 4, à Berlin, une manifestation est organisée pour la défense de la République. Plus d'un million d'hommes et de femmes défilent tout l'après-midi en chantant l'Internationale et la Marseillaise. Le 15 novembre, le cabinet Wirth (coalition catholiques-socialistes) remet sa démission.

Le partage de la Haute-Silésie

À la suite du plébiscite de mars 1921, la Haute-Silésie est séparée en deux ; une partie revient à l'Allemagne, l'autre à la Pologne. Au mois de juin, les autorités polonaises prennent possession de leur territoire, alors que les troupes d'occupation françaises, italiennes et anglaises leur cèdent la place. Cette prise de possession est émaillée de nombreux incidents.

La population polonaise habitant les territoires maintenus sous souveraineté Allemande est persécutée et pratiquement chassée. Des affrontements graves à Hindenburg et à Gleiwitw se produisent entre Allemands et forces d'occupation françaises, avant leur retrait. Le 9 juillet, à Oppeln, la commission interalliée de Haute-Silésie remet les pouvoirs au ministre allemand Eckert. Les derniers bataillons alliés quittent la ville.

Grande-Bretagne. — Les Anglais ont bien des soucis, en plus des divergences politiques avec la France. Émeutes en Inde, mouvement nationaliste violent en Égypte, crise économique, chômage le plus élevé d'Europe, et surtout guerre civile en Irlande.

Le traité anglo-irlandais du 6 décembre 1921 séparant l'Irlande en deux, a été signé à une faible majorité par le Dail Eireann (parlement irlandais). Le chef du gouvernement irlandais Michael Collins se heurte à son ancien ami le président de la République De Valéra, qui donne sa démission le 6 janvier et se range avec l'opposition républicaine. La guerre civile éclate. Les Sinn Feiners (nationalistes irlandais) effectuent de nombreux coups de main jusqu'au moins de juin où vingt bataillons anglais interviennent à la frontière de l'Ulster pour les refouler, créanţ une zone neutre de 8 kms entre l'Ulster et l'Etat Libre d'Irlande. À Dublin, le 28 juin, les républicains établissent leur quartier général au palais de justice qui est bombardé par les troupes gouvernementales. Le 5 juillet, les émeutiers, après de violents combats, se rendent, 700 républicains sont emprisonnés, mais la guérilla continue.

mais la guérilla continue.

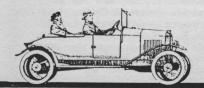
Le 6 décembre, l'État Libre d'Irlande est reconnu par le roi d'Angleterre George V.

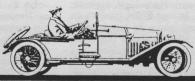
L'Irlande devient un Dominion britannique.

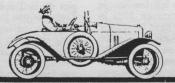
Les forces anglaises se retirent progressive-

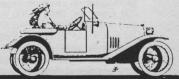
ment.

Le 23 mars, devant la crise économique, la fédération patronale de la métallurgie informe les 47 syndicats que le lockout sera déclaré à partir du 8 avril. 600 000 ouvriers sont mis au chômage. Lloyd George quitte le pouvoir le 19 octobre ; il est remplacé par M. Bonar Law. Il y a alors 1 400 000 chômeurs dans le pays. La livre reste cependant une monnaie forte.









Italie. — Nombreux incidents italo-you-goslaves. À Fiume (alors État indépendant, les fascistes conduits par le poète d'Annunzio. se rendent maîtres de la ville.

Les provocations fascistes se multiplient à Rome, Parme, Ferrare et Trieste où, le 18 juin, la Bourse du Travail est incendiée. Le 19 juillet, démission du cabinet Facta ; le 31, grève générale. Le 4 août, à Milan, les fascistes occupent l'hôtel de Ville et brûlent les locaux du journal socialiste ; le 5 octobre, ils s'emparent de Trente.

Le 27 octobre commence la « marche sur Rome », à demi improvisée. Mussolini a si peu confiance qu'il reste « en réserve » Milan, prêt à fuir. Le 28, Facta propose l'état de siège, rejeté par le roi. Le 29, le PNF (fasciste) triomphe. Le roi confie la tâche de former le gouvernement à Mussolini, accueilli triomphalement à Rome.

R.S.F.S.R. (République socialiste fédérative des soviets de Russie). — C'est ainsi que s'appelle la Russie jusqu'au 30 décembre 1922, où sera adopté le nom d'U.R.S.S. (Union des républiques socialistes soviéti-

En R.S.F.S.R. donc, le 7 janvier, la Crimée, d'où ont disparu les dernières armées blanches » anti-soviétiques, devient république autonome.

Le nouveau pouvoir soviétique, marqué par le prestige de Lénine, se heurte à la paysannerie, et au début de 1922 une crise économique entraîne une famine sans précédent, provoquant une aide mondiale pour sauver les « affamés »

Pas encore reconnu par les grandes puissances le gouvernement soviétique participe cependant à la conférence de Gênes, en avril. Tchicherine signe le 16, à Rapello, un traité avec l'Allemagne, par lequel les deux pays renoncent à toutes réparations et renouent les relations économiques. Les Alliés sont indignés de ce traité, dont une clause secrète permet aux officiers allemands de s'entraîner en U.R.S.S. sur les matériels, que le traité de Versailles leur interdit.



C'est raparti pour un tour ! (Dessin de Yann).

L'Armée rouge, organisée par Trotsky, est vigilante aux frontières de Pologne, de Roumanie, de Finlande et du Turkestan. À l'intérieur de nombreux étudiants sont arrêtés

Les grandes grèves américaines. La sur-production de charbon avait fait tomber de 250 jours en 1920 à 100 jours en 1921 la moyenne de durée du travail dans les mines. Devant cette situation dramatique, 572 000 mineurs se mettent en grève au mois de juin. En juillet, il y a 1 500 000 grévistes, 400 000 ouvriers des ateliers de construction de chemin de fer et autant d'employés des industries textiles se joignant au mouvement.

De sanglantes bagarres où s'affrontent grévistes, non-grévistes et forces de police, font de nombreuses victimes. Lors des arrestations qui s'ensuivent, les mineurs sont enchaînés comme des forçats.

Maroc: La « pacification ». gouvernement de Lyautey, la pacification du protectorat français se poursuit activement. Le Moyen-Atlas est attaqué de partout. Dans le Rif espagnol, les affrontements entre l'armée espagnole et les rifins d'Abd el Krim sont de plus en plus violents.

Afrique australe. — Le 7 février, des milliers de travailleurs noirs des mines de Johannesburg sont en grève, réclamant une république sud-africaine. Les troubles qui s'ensuivent font des victimes par centaines. Le Premier ministre Smuts organise une véritable guerre civile, achevée fin mars par le bombardement du réduit de Fordsburg.

À la même date, des milliers d'indigènes envahissent Nairobi (Kenya) où leur chef Thuku est prisonnier des Anglais. La troupe les disperse.

Moyen-Orient. - La Grèce soutient depuis 1920 une guerre avec la Turquie, pour défendre ses intérêts ethniques, avec le soutien de la Grande-Bretagne.

Le 26 mars, les trois ministres des Affaires étrangères alliés réunis à Paris, font une proposition de paix, laissant à la Turquie l'Asie Mineure et une partie de la Thrace Orientale.

Les Détroits, restants sous la domination grecque, sont soumis à un contrôle international. Le général Moustafa Kemal soutenu par les Russes, lance ses troupes et remporte le 30 août la victoire de Doumloupinar, reconquiert Smyrne, et chasse complètement les Grecs d'Anatolie. Le 11 octobre, il signe l'armistice victorieux de Mondania.

AVIATION.

Le 7 juin, 1er vol nocturne Paris/Londres/ Paris par un aérobus goliath, le Verdun.

Le 18 juin, l'aéro-club de France organise son premier rallye: 104 participants doivent se retrouver au K.M. 104, à Tillières-sur-Avre, sur la route nationale Paris-Brest.

Le 7 juillet, Georges Pelletier d'Oisy, avec son mécanicien Buffard, couvre Tunis-Paris en 12 heures, à bord d'un Bréguet 14 de 300 chevaux.

SPORTS.

Tennis. - Le 10 juin, le lyonnais Henri Cochet devient champion de France, alors que Mlle Suzanne Lenglen demeure championne du monde et que le Polytechnicien Borotra se couvre de gloire aux États-Unis.

Boxe. — Georges Carpentier est engagé

pour tourner le film « Amour d'Avril »... et se fait ravir son titre de champion d'Europe toutes catégories et de champion du monde des mi-lourds par le Sénégalais Battling Siki, par K.O. au 6e round.

Automobile. - Rougier remporte grand prix du Tourisme, sur le circuit de Strasbourg, au volant d'une Peugeot et à la vitesse moyenne de 107,5 km.

Cyclisme. -- Le tour de France est remporté par le Belge Lambot.

TECHNIQUES.

Les ministères intéressés autorisent l'emoloi de la T.S.F. en météorologie agricole. Trois fois par jour, la tour Eiffel émettra un message sur les prévisions du temps, reçu dans un rayon de 500 kilomètres par toute commune munie d'un poste à galène. Les renseignements recueillis sont retransmis par l'usage de la cloche: 3 coups = pluie, 6 coups = gelée, 10 coups = tempête, orage ou grêle.

La première locomotive électrique sort des usines de Sones, près de Tarbes.

L'ANNÉE DES CATASTROPHES.

Tremblements de terre au Japon (26 avril), Algérie (26 août), Formose (2 sept.), et au Chili, où l'on dénombre plus de 5 000 morts et 50 000 blessés, les 11 et 15 novembre ; puis à nouveau Algérie (21 nov.), Chili et Japon (12 déc.).

Le Vésuve entre en activité le 17 mai,

l'Etna et le Stromboli le 1er décembre. Les cyclones ravagent Vigo (Espagne) le 18 janvier, Washington (U.S.A.) le 29 janvier, Sivatow (Chine) le 5 août (50 000 morts), Bizerte le 9 octobre. En France les tempêtes sont particulièrement fortes en mars, octobre et décembre occasionnant de nombreux naufrages.

Les catastrophes maritimes sont nombreuses. La France perd le vapeur Député Albert Tallaudier (22 morts), le transport hôpital Vinh long (15 morts), le cuirassé France (3 morts). Des centaines de bateaux coulent

Les catastrophes ferroviaires sont également nombreuses et font de nombreux morts. Si à Atlantic City (U.S.A.), un train bondé de touristes déraille et fait des centaines de victimes, en France on déplore des accidents à Reims (40 blessés), Vouziers, Sarrebourg (3 morts), Gare du Nord à Paris (2 morts); 2 trains de pèlerins se rendant à Lourdes se télescopent (80 victimes). Le Paris-St-Brieuc est tamponné à Chartres (30 blessés); à Rouffac, 12 morts; à St-Denis, 20 victimes; à Chatelaudren, 54 victimes, à La Plaine-Saint-Denis, 10 victimes.

Catastrophes aériennes. Le dirigeable de la marine américaine *Roma* explose en vol (35 morts). Le 7 avril, 2 avions de la ligne Paris-Londres se heurtent en plein vol à proximité de Beauvais. Le 16 juillet, l'avion de ligne Strasbourg-Paris s'écrase : 5 tués.

Catastrophes minières. À Petershoff, en Haute-Silésie, incendie dans un puits de mine, nombreux morts, 400 mineurs sont bloqués dans la mine. Explosion dans une mine de Transylvanie (U.S.A.).

En Belgique, le 17 juillet, en haut-fourneau

explose: 30 morts.

Le 6 septembre, catastrophe minière en Angleterre (39 morts). Une poudrière explose à Spezia (Italie), faisant plusieurs centaines de morts.

Le 7 novembre, grisou dans une mine de Reilly (U.S.A.): plus de 100 morts, puis à Bessemer (U.S.A.), également plus de 100 morts.

FAITS DIVERS.

Mme Curie est la première femme élue à l'association libre de l'académie de Méde-

L'expédition anglaise de Bruce tente la conquête du mont Everest, mais échoue près du but, malgré l'utilisation des appareils à oxygène.

Le 29 janvier, le pape Benoit XV meurt. Il est remplacé le 6 février par le cardinal Ratti (Pie XI)

Mort de l'ancien président de la République Paul Deschanel, du prince Albert de Monaco, du bey de Tunis, de l'écrivain Henry Batail-

Le 22 février, Landru est guillotiné à 6 h 05 devant la porte de la prison de Versailles.

Le 21 octobre s'ouvre, à Genève, la 4e conférence internationale du travail. Le délégué français, M. Jouhaux, dépose une motion en faveur de l'emploi de la langue allemande comme troisième langue officielle de l'O.I.T... La proposition est repoussée par 14 voix contre 12.

Georges PELLETIER.

NOTES DE LECTURE

FÊTES DE HAUTE-PROVENCE par Evelyne Duret Ed. Jeanne Laffite (128 pages)

L'originalité du livre d'Evelyne Duret est de nous donner un calendrier des fêtes provençales d'aujourd'hui en les rattachant au monde des sociétés traditionnelles qui les a vu naître. Ce monde que nous avons perdu, c'est celui des moissonneurs du plateau de Valensole qui mimaient pendant l'hiver les gestes de la moisson aux portes des notables afin de leur rappeler leur pauvreté. Toutes ces fêtes sont nées dans un monde où les communautés villageoises avaient doté nos ancêtres d'un système de solidarité et d'entraide. Ainsi la fête de la Saint-Vincent, le 22 janvier, étaitelle l'occasion de resserrer les liens familiaux du village de Robine-sur-Calabre et de faire un plantureux repas de viande et de charcuterie. Aujourd'hui, un certain nombre de ces fêtes agonisent. D'autres se sont adaptées aux temps modernes. Aussi ne faut-il pas s'étonner si Saint-Pierre, honoré le 29 juin, attend patiemment l'arrivée des congés payés... Et même si certaines restent menacées de disparition, car ne correspondant plus aux rythmes de la vie collective d'autrefois, ou faute d'habitants... elles témoignent du besoin, dans un monde difficile, de rejeter les contraintes, de faire une pause dans le travail monotone et d'entrer dans la fête...

Aux passionnés des rites carnavalesques, culinaires ou musicaux, jeux, danses, pèlerinages, procession avec ou sans bravade, l'ouvrage d'E. Duret donnera d'utiles informations.

Dans la collection « Les grandes civilisations », les éditions ARTHAUD ont déjà publié d'Albert Soboul, récemment disparu, le crise de l'Ancien Régime et le Révolution Française. Il s'agit là d'une œuvre faisant le point sur une période capitale de l'histoire du peuple français. Deux magnifiques volumes reliés, format 17 × 22, d'environ 750 pages chacun, richement illustrés par plus de 200 clichés en noir et couleur. Un troisième tome paraîtra en novembre 1983 sur la France Napoléonienne.

Conditions de souscription jusqu'au 31 mars 1983:

les 3 volumes : 685 F au lieu de 825 F les 2 volumes (t2 et t3) : 465 F au lieu de 550 F.

Bon de commande ci-contre et réglement à adresser aux Éditions FLORÉAL

La librairie de Gavroche

Les loups en France : légendes et réalités

par C.-C. et G. RAGACHE (Éditions Aubier) 256 pages, illustré

Les Paysans : les républiques villageoises de l'An mil au 19° siècle par H. LUXARDO (Éditions Aubier) 256 pages, illustré

Enfants trouvés, enfants ouvriers 17e-19º siècle)

par J. SANDRIN (Éditions Aubier) 256 pages, illustré

La Révolution Culturelle de l'An II par S. BIANCHI (Éditions Aubier) 320 pages, illustré

Le Coup d'État du 2 décembre 1851 par L. WILLETTE (Éditions Aubier) 50 F 256 pages, illustré

Les marionnettes

ouvrage collectif (Éditions Bordas) 160 pages, photos en couleur

Le Socialisme dans le Cher — 1851-

par C. Pennetier (Éditions Delayance) 304 pages

Luttes ouvrières -- 16°-20° siècle ouvrage collectif (Éditions Floréal)

25 F Les Années munichoises — 1938-1940

par G. RAGACHE (Éditions Floréal) . 248 pages

La France de 68

par A. Delale et G. RAGACHE (Éditions du Seuil) 240 pages, 400 illustrations et cartes

Courrières 1906: Crise ou catastrophe?

par C.-C. RAGACHE, H. LUXARDO, J. SAN-DRIN (Éditions Floréal)

160 pages 150 ans de luttes ouvrières dans le bassin stéphanois

ouvrage collectif (Éditions Le champ du possible) 352 pages

Le Colporteur et la mercière par C. Krafft — Pourrat (Éditions Denoël) 304 pages

L'Homme et la Terre par ÉLISÉE RECLUS (Éditions Maspéro) (2 tomes) chaque tome : **30 F**

La Vendée et les Vendéens par Claude PETITFRÈRE (Éditions Julliard-« Archives ») 60 F 256 pages

Envoyez vos commandes avec leur règlement à l'ordre des

Éditions Floréal B.P. 872 — 27008 ÉVREUX CEDEX.

Éditions FLORÉA	etourner avec votre règlement aux L — BP 872 — 27008 ÉVREUX
NOM	
ADRESSE	
désire recevoir	
désire recevoir La Civilisation et la Révolution fra	ncaise, d'Albert Soboul
	•
La Civilisation et la Révolution fra T. I — La crise de l'Ancien Ré T. I — La Révolution français	égime (disponible) e (disponible)
La Civilisation et la Révolution fra T. I — <i>La crise de l'Ancien Ré</i> T. I — <i>La Révolution français</i> T. III — La France napoléonien	égime (disponible) e (disponible) ane
La Civilisation et la Révolution fra T. I — La crise de l'Ancien Ré T. I — La Révolution français	égime (disponible) e (disponible) ane

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 1 à compter du numéro 8

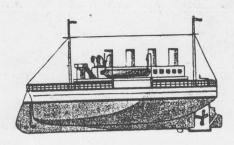
(rayer la mention inutile)

Un an (6 numéros) 90 F - Soutien: 100 F - Étranger: 110 F

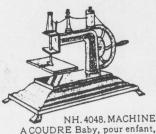
Nom..... Prénom

Adresse

Adresser bulletin et titre de paiement à : Éditions Floréal, B.P. 872 — 27008 Évreux Cedex.



NH. 4176. PAQUEBOT mécanique, 4 cheminées, fonctionnement parfait 29.50



A COUDRE Baby, pour enfant, fonctionnement parfait.

Nº 1 Nº 2 Nº 3 130. 69. 38.



TOUPIE bois, ronflante, vernie, décors Arlequin ". Diamètre 0"10. 7.90



NH. 4171. CABRIOLET CITROËN, réduction parfaite de la B. 14. Longueur Om34....



NH. 4149. AVION mécanique, en métal décoré, avec 37,50 phare électrique. 49., 37,50



N. H. 4158. TÉLÉPHONE pour

an, tan, plan



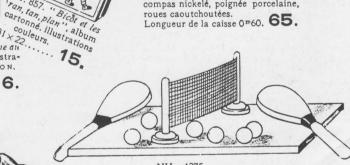
NH. 4173. LANDAU pour poupée, monté sur ressort, cadre bois, compas nickelé, poignée porcelaine, roues caoutchoutées. Longueur de la caisse 0^m60. **65**.



NH. 4319. SUIETS drôlatiques marchant, en bois 5.90 décoré.....



Album cartonné. 16. 33 × 23.....



NH. 4275. TENNIS DE SALON 2 joueurs.... 27.50



610 - V 30. FER à alcool, pour le voyage, très pratique et très solide. 59 fr.



614 - V 492. VASE faïence craquelée blanche, décor moderne. Hauteur 0°19 env. 21 fr.



594 - V 331. Garniture PENDULETTE composition marbre colorié, mouvement 30 heures, H.0"27. L.0"26. env. les 3 pièces. 52 fr.



NI. 892. PORTE-PLUME réservoir Safety, double bague or contrôlé, plume 18 carats. 25.



575 - V 751.

GARNITURE de TOILETTE,
2 décors diférents, 2 tons, tango et noir.
Diamètre de la cuvette 0"32 environ.

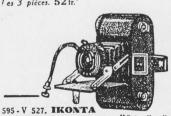
Les 5 pièces: 37 fr.

575 - V 751.

Les 5 pièces : 37 fr.

575 - V 752. Autre garniture, fond ivoire filet or. Diamètre de la cuvette 0"35.

Les 5 pièces. 53 fr.



595 - V 527. IKONTA
miniature, automatique, marque "Zeiss Ikon",
format 3 × 4, permettant 16 photos sur I bobine
V. P., objectif anastigmat F. 6×3, mise au
point par vis hélicoïdale, obtrateur à vitesse
variable à partir du 1.75 de seconde.
Dimensions, fermé. 0"10×0"065. 260 fr.



à vapeur "Parisien", avec entonnoir verre. Petit modèle. 22 fr. Grand modèle. 24 fr.



594 - V 318. "Deux amis". SUJET en bronze imitation argenté, socle marbre couleur. Haut. envir. 0"30. Bonne fabrication. 90^{fr.}

Gavroche vous propose quelques idées de cadeaux, extraites de catalogues de grands magasins... vieux de 50 ans et plus.